

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AMERIQUE LATINE
ET LES CARAIBES - CEPALC



Distr.
GENERALE

LC/G.1600 (SES.23/8)
21 mars 1990

FRANCAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

Vingt-troisième session
Caracas, Venezuela, 3-11 mai 1990

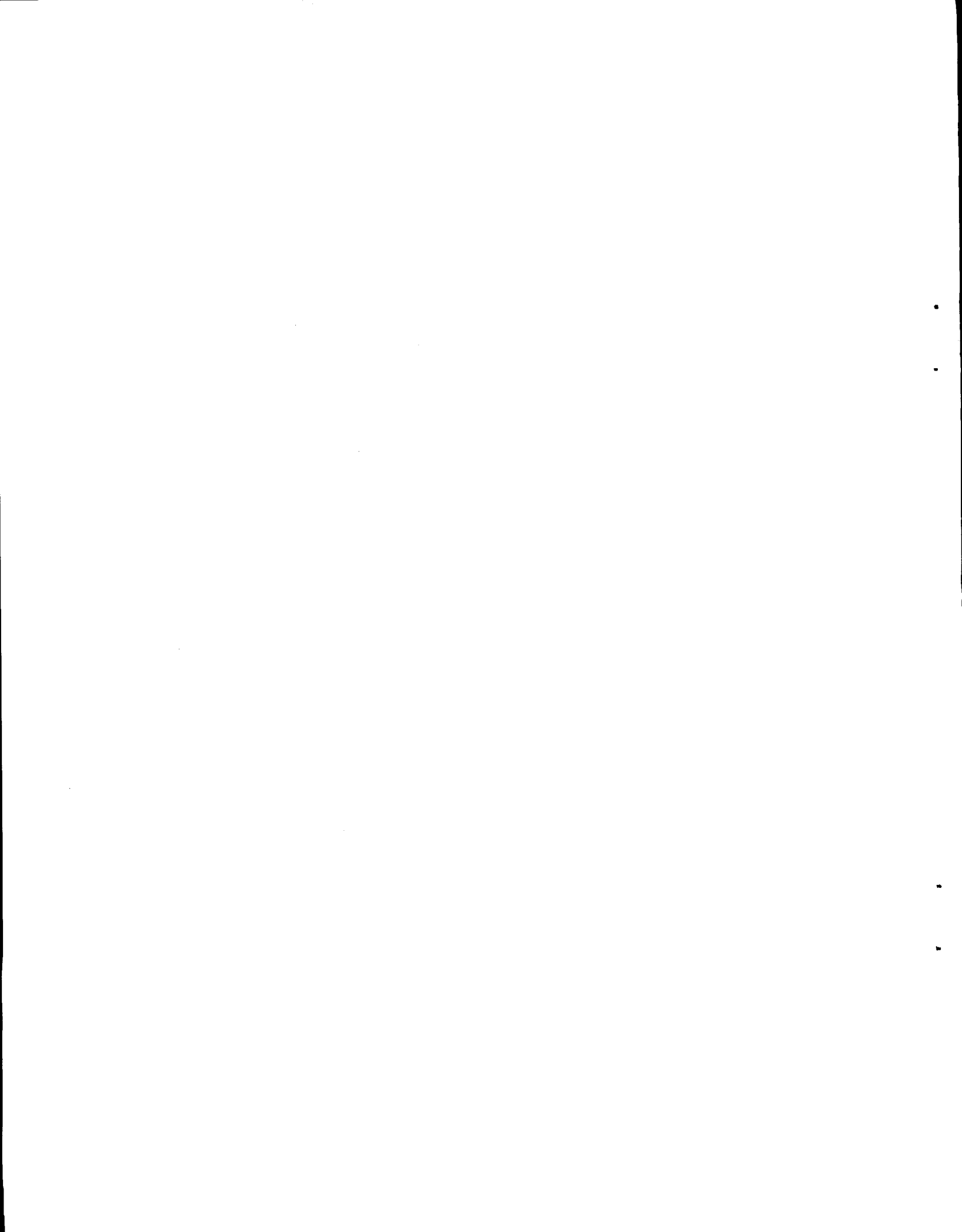


PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL DU SYSTEME DE LA CEPALC
POUR LA PERIODE 1992-1993



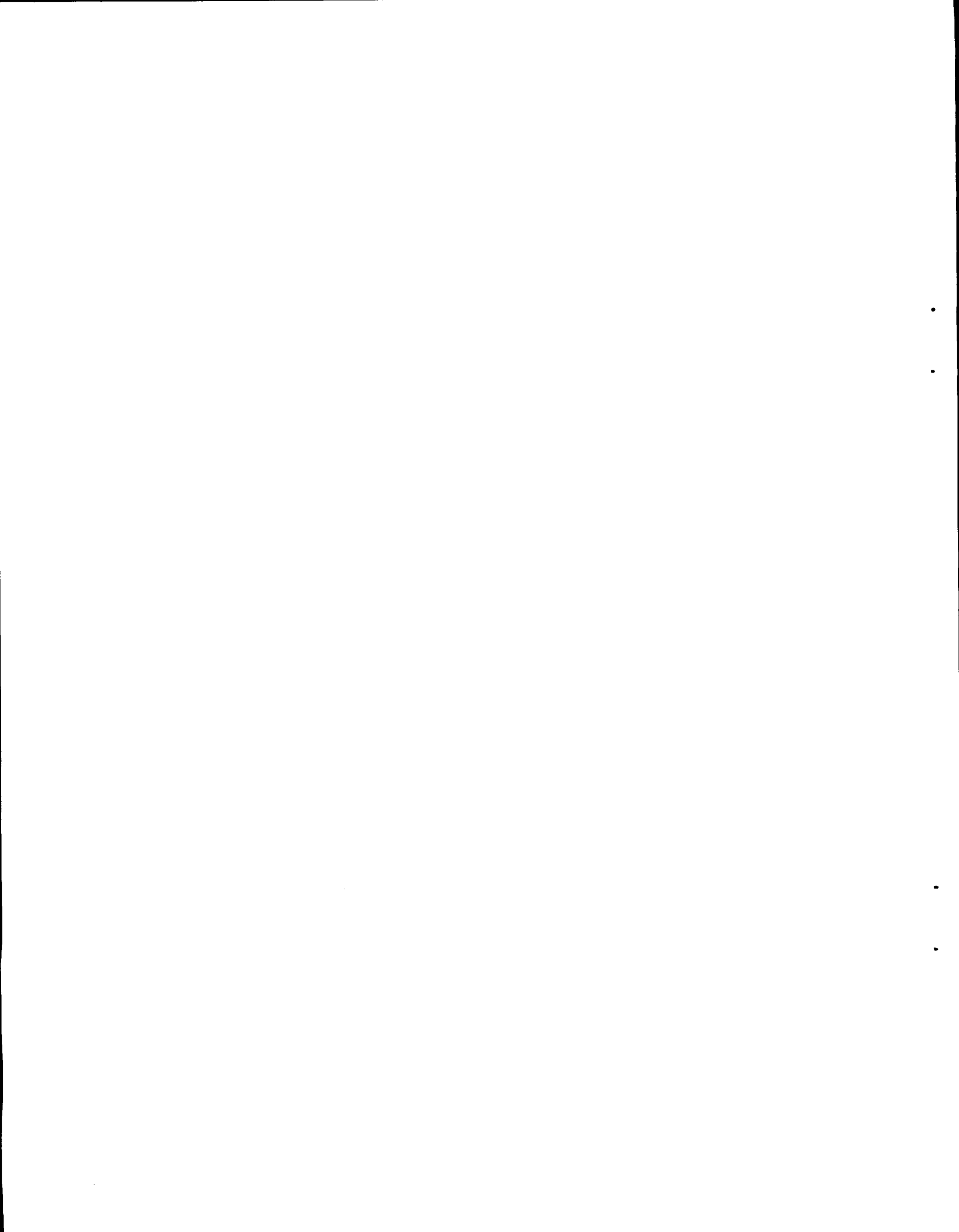
TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
REPARTITION INDICATIVE DES RESSOURCES HUMAINES	5
SOUS-PROGRAMME 1: ALIMENTATION ET AGRICULTURE	7
SOUS-PROGRAMME 2: DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	12
SOUS-PROGRAMME 3: PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	18
SOUS-PROGRAMME 4: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	27
SOUS-PROGRAMME 5: COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT	34
SOUS-PROGRAMME 6: RESSOURCES NATURELLES ET QUESTIONS D'ENERGIE	46
SOUS-PROGRAMME 7: ENVIRONNEMENT ET ETABLISSEMENTS HUMAINS	52
SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION	61
SOUS-PROGRAMME 9: DEVELOPPEMENT SOCIAL	74
SOUS-PROGRAMME 10: SOCIETES TRANSNATIONALES	80
SOUS-PROGRAMME 11: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES	85
SOUS-PROGRAMME 12: TRANSPORTS	92
SOUS-PROGRAMME 13: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE	100
SOUS-PROGRAMME 14: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES	110



SIGLES

ALADI	Association latino-américaine d'intégration
BID	Banque interaméricaine de développement
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CELADE	Centre latino-américain de démographie
CIM	Comité intergouvernemental pour les migrations
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
ILPES	Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du travail [Nations Unies]
OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie
OMS	Organisation mondiale de la santé [Nations Unies]
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPS	Organisation panaméricaine de la santé [OMS]
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PREALC	Programme régional pour l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes [OIT]
SELA	Système économique latino-américain
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNU	Université des Nations Unies



INTRODUCTION

Le Secrétariat exécutif de la CEPALC soumet à l'examen des Etats membres de la Commission le projet de programme de travail pour la période 1992-1993.

Ce programme de travail a été élaboré à la lumière de la situation économique des pays de la région à la fin de la décennie 80, qui, dans la plupart des cas, a été caractérisée par une crise économique et sociale sans précédent dans l'histoire contemporaine.

Au seuil de la décennie 1990, les pays de la région affrontent une stagnation économique prolongée, de graves déséquilibres macro-économiques sur le plan intérieur et extérieur, et une détérioration profonde des conditions de vie de groupes importants de la population. Cette situation est le reflet des graves contraintes et des nombreux défis que devra relever la région au cours des années à venir.

Les principaux objectifs du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes sont donc les suivants: la reprise d'une croissance économique soutenue, basée sur un acheminement plus efficace de l'épargne intérieure vers l'investissement reproductif; la transformation de structures de production favorisant une hausse de la productivité; et la réalisation d'une plus grande justice et cohésion sociales, accompagnée d'une réduction marquée de l'extrême pauvreté.

Il faudra en outre assurer un équilibre extérieur raisonnable, moyennant l'intensification des échanges commerciaux et la réduction des transferts négatifs de ressources, rétablir les équilibres macro-économiques fondamentaux et redoubler d'efforts dans la lutte contre l'inflation, intensifier la coopération intra-régionale, ainsi que renforcer et perfectionner les processus démocratiques.

La simple énumération de ces objectifs révèle l'ampleur et la complexité des tâches auxquelles sont confrontés les pays de la région, et l'urgente nécessité d'accorder la priorité aux mesures propres à leur réalisation.

Ce projet de programme de travail a été élaboré en fonction de la nouvelle structure programmatique émanée du plan à moyen terme 1992-1997, qui sera présenté en 1990, en vue de son approbation, à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, après avoir été soumis à l'examen des commissions et comités spéciaux pertinents.

Il faut préciser que cette nouvelle présentation n'obéit pas à un simple changement formel de présentation, mais au contraire à une restructuration intérieure visant à consolider certaines situations existantes et à favoriser

la convergence entre la structure programmatique et la structure organisationnelle.

De même, la présentation par thème antérieure a été réaménagée en fonction de l'ordre habituellement établi dans l'Organisation des Nations Unies, de façon à en faciliter l'examen aux différentes instances de l'Organisation.

Dans le cadre de cette nouvelle structure, les activités de la CEPALC sont regroupées dans le programme principal 36, "Coopération régionale pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes", les domaines de fond étant énumérés dans les sous-programmes suivants:

1. Alimentation et agriculture;
2. Développement économique;
3. Planification économique et sociale;
4. Développement industriel, scientifique et technique;
5. Commerce international et financement du développement;
6. Ressources naturelles et questions d'énergie;
7. Environnement et établissements humains;
8. Population;
9. Développement social;
10. Sociétés transnationales;
11. Statistiques et projections économiques;
12. Transports;
13. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale;
14. Activités sous-régionales dans les Caraïbes.

Les sous-programmes 13 et 14 comprennent toutes les activités exécutées de façon spécifique par les bureaux sous-régionaux pour les Caraïbes et l'Amérique centrale,* / afin de répondre à la priorité accordée par les Etats membres à la présence de la CEPALC dans ces sous-régions.

Comme il ressort de cette nouvelle structure, on a mis l'accent, dans le cadre du sous-programme respectif, sur les activités liées au développement industriel et à la science et à la technique, ainsi qu'aux ressources naturelles et aux questions d'énergie; à l'environnement et aux établissements humains; et aux statistiques et aux projections économiques.

Les activités de planification économique et sociale exécutées par l'ILPES, ainsi que les activités sous-régionales déjà mentionnées réalisées par le bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique et par le bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, font également l'objet de sous-programmes séparés.

* / Ces bureaux sont: le bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, dont l'activité concerne les pays regroupés au sein du Comité de développement et de coopération des Caraïbes et le bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique, pour la sous-région comprise dans la zone de compétence du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CCE).

Il faut finalement signaler que le programme antérieur "Questions et politiques relatives aux développements" comprenait les activités de fond menées conjointement par le Centre des projections économiques, et la Division du développement économique de la CEPALC. Ce programme a fait l'objet d'une subdivision et les activités du Centre des projections économiques et de l'ILPES ont été transférées à d'autres sous-programmes. Par conséquent, la nouvelle dénomination du sous-programme 2: "Développement économique" ne concerne que les activités menées par la Division du développement économique.

Les activités de fond reprises dans les 14 sous-programmes comprennent à la fois les travaux de recherche et les projets opérationnels. Chaque sous-programme comprend une description succincte, suivie de la présentation des éléments de programme et d'une liste détaillée des produits qui en émaneront, comme par exemple les documents, les publications techniques, les réunions de groupes d'experts spécialisés ou intergouvernementaux et les missions de coopération technique. Cette présentation systématique permet d'apprécier l'orientation et le contenu des activités concrètes que le Secrétariat se propose de mener à bien au cours de la période biennale 1992-1993.

Au cours de sa dernière session, tenue à Rio de Janeiro du 20 au 27 avril 1988, la Commission a étudié et a adopté le projet de programme de travail pour la période biennale actuelle (1990-1991). Ce projet a été élaboré en prenant en considération une réduction de l'ordre de 15 p.100 des postes imputés au budget ordinaire à la lumière des recommandations connues alors et émanées du groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.

Le projet pour 1992-1993 présenté dans ce document contient un tableau de "Répartition indicative de ressources humaines" par sous-programmes, qui contient des données comparatives par rapport aux périodes biennales 1990-1991 et 1992-1993. Il y est fait mention du nombre définitif des postes éliminés du budget de la CEPALC conformément à la décision adoptée à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, et qui représente, en pourcentage, une réduction inférieure de 12.5 p.100 aux prévisions initiales.

Finalement, il convient de mentionner que les incidences financières que pourraient entraîner les initiatives adoptées par la Commission en vue de la réalisation de nouvelles activités non-prévues dans ce programme de travail, devront être estimées par le Secrétariat. Leur mise en oeuvre dépendra donc de l'obtention de fonds supplémentaires. Il ne pourra être fait appel aux ressources techniques actuelles pour la réalisation de nouvelles activités que par le biais d'un redéploiement des ressources, ce qui porterait préjudice à l'exécution des activités prévues dans les différents éléments du programme et pour lesquelles ces ressources ont été initialement affectées. D'autre part, la réalisation de telles activités se heurte également à la possibilité réelle d'échanger du personnel technique des différentes spécialités entre les différents domaines du programme de travail.

Ce document a été élaboré de façon spécifique pour être soumis au comité permanent qui sera mis sur pied par la Commission pour examiner ce point de l'ordre du jour; il sera ensuite envoyé, avec le budget correspondant, au siège de l'Organisation des Nations Unies, en vue de son examen et adoption finale par l'Assemblée générale et ses commissions et comités spécialisés. Les nouveaux mandats émanés de la vingt-troisième session de la CEPALC seront consignés dans le texte définitif.

REPARTITION INDICATIVE DES RESSOURCES HUMAINES

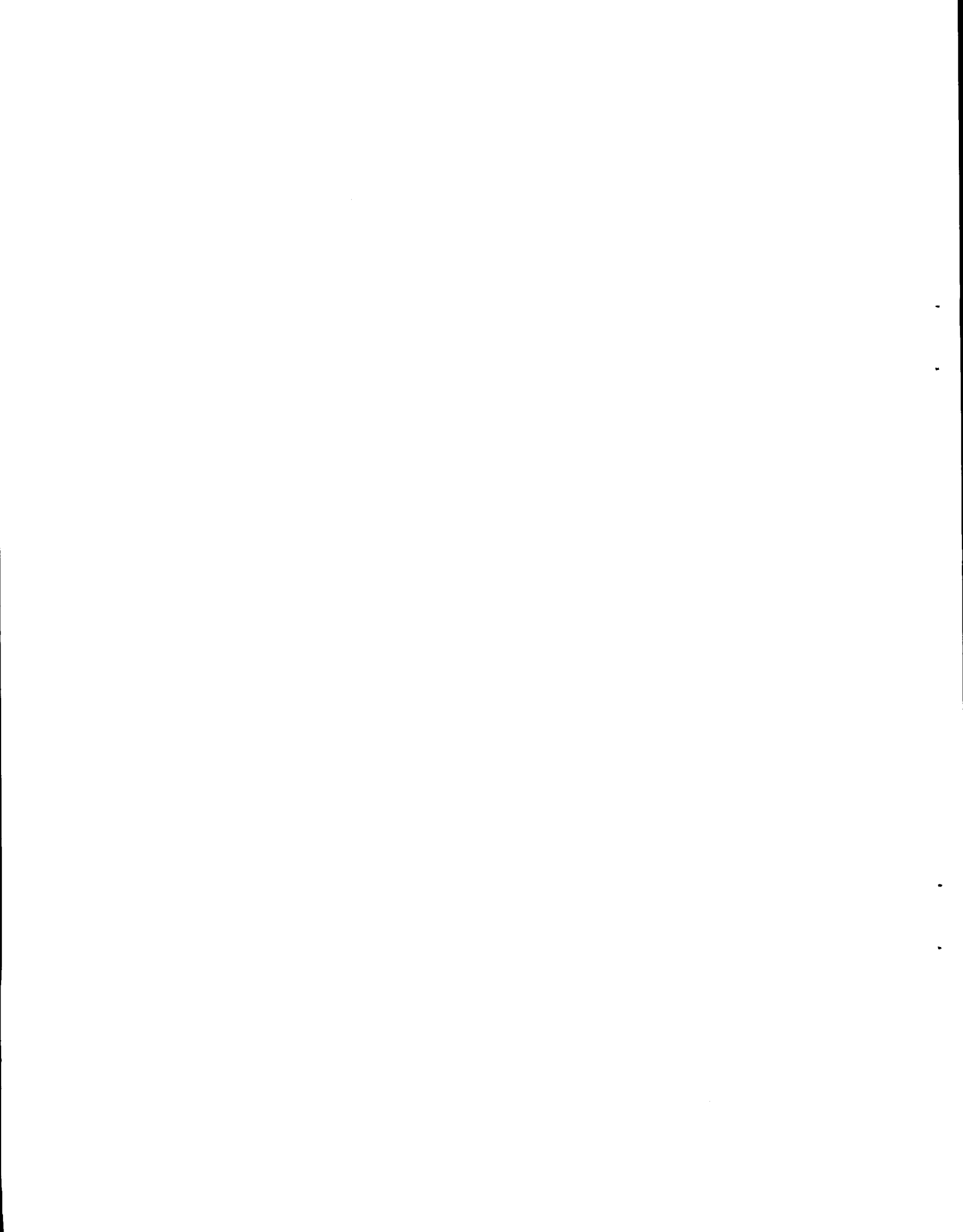
Sous-programme	Mois de travail professionnel							
	1990-1991				1992-1993			
	BO _a /	FE _b /	Total	%	BO _a /	FE _b /	Total	%
1. Alimentation et agriculture	72	96	168	4	72	96	168	4
2. Développement économique	432	48	480	11	432	48	480	11
3. Planification économique et sociale	120	336	456	10	120	336	456	10
4. Développement industriel, scientifique et technique	144	96	240	5	144	120	264	5
5. Commerce international et financement du développement	264	192	456	10	264	192	456	10
6. Ressources naturelles et questions d'énergie	192	24	216	5	192	24	216	5
7. Environnement et établissements humains	72	96	168	4	72	96	168	4
8. Population	144	360	504	11	144	408	552	11
9. Développement social	192	24	216	5	192	24	216	5
10. Sociétés transnationales	24	48 _c /	72	2	24	48 _c /	72	2
11. Statistiques et projections économiques	264	72	336	8	264	72	336	8
12. Transports	120	24	144	3	120	24	144	3
13. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	432	120	552	13	432	144	576	13
14. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	336	72	408	9	336	96	432	9
Total des sous-programmes	2 808	1 608	4 416	100	2 808	1 728	4 536	100
Pourcentage	64	32	100		62	38	100	

a/ Budget ordinaire.

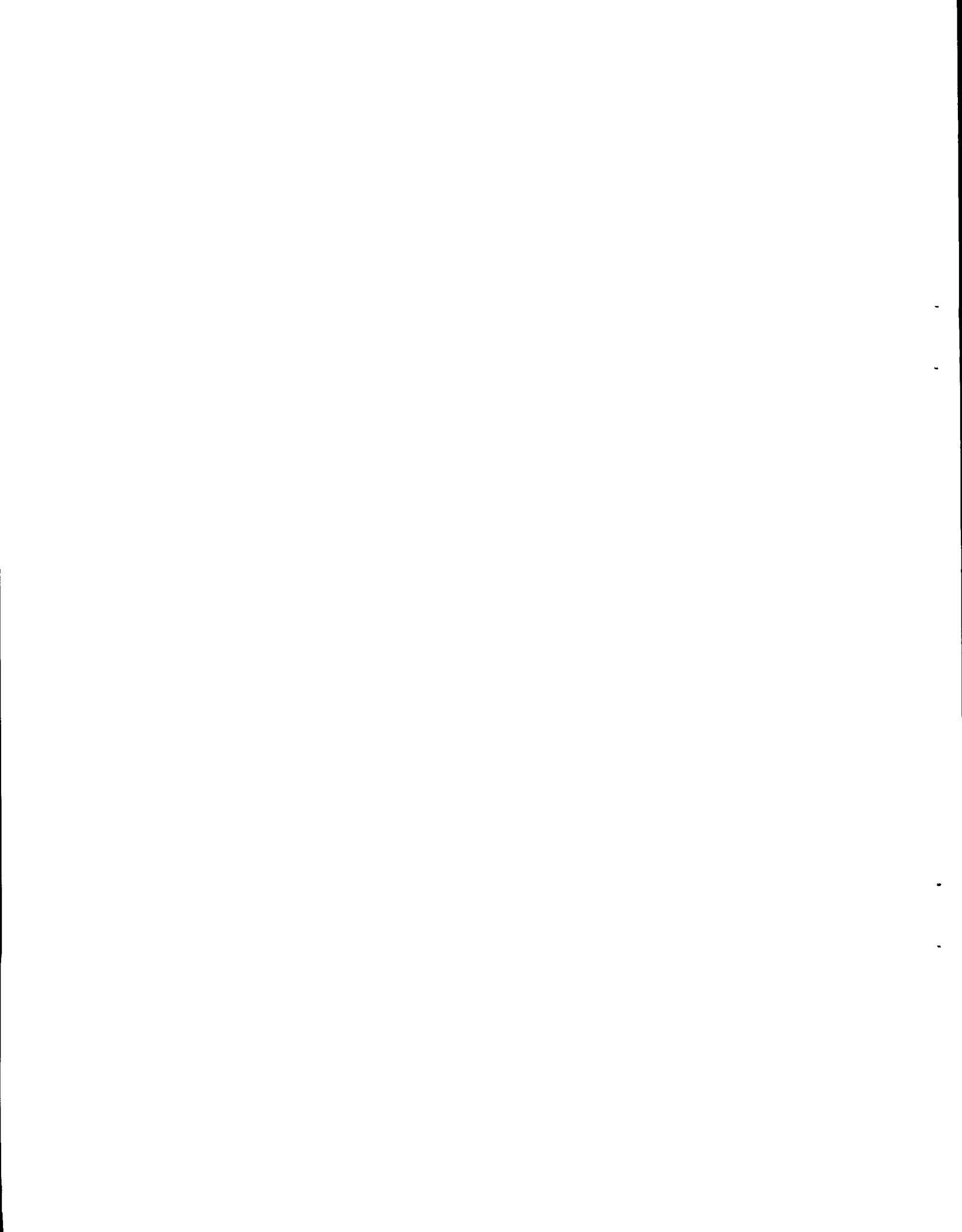
b/ Fonds extra-budgétaires.

c/ Chapitre 9.

Note: La répartition de ressources humaines du budget ordinaire pour 1992-1993 pour les sous-programmes décrits dans ce document correspond à la nouvelle structure programmatique et organisationnelle de la CEPALC; les données concernant la période biennale 1990-1991 ont été réorganisées en fonction de cette nouvelle structure à des fins de comparaison. Ces deux périodes biennales tiennent compte de la réduction définitive des postes professionnels qui a affecté le Secrétariat de la Commission, conformément aux dispositions de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.



DESCRIPTION DES PROGRAMMES
1992-1993



SOUS-PROGRAMME 1: ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Présentation

Ce sous-programme, qui sera exécuté avec l'appui de la FAO par l'intermédiaire de la Division mixte CEPALC/FAO de l'agriculture poursuit deux types d'objectifs: d'une part, étudier des questions prioritaires liées aux aspects économiques et sociaux de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural; et, d'autre part, appuyer les pays dans les efforts qu'ils déploient en matière de recherches méthodologiques et opérationnelles en faveur de la situation alimentaire et nutritionnelle de la population, de croissance agricole et de développement rural. Ces deux objectifs impliquent la réalisation d'activités en matière de formation de ressources humaines, et de coopération et d'intégration à l'échelon régional et international.

L'action prévue pour la période biennale 1992-1993 vise, d'une façon générale, à l'atteinte d'objectifs interdépendants et à long terme tels que l'éradication de la pauvreté rurale, l'élimination de la faim et la dénutrition, l'augmentation de la production et de la productivité agricole, la réduction de l'hétérogénéité en matière de production rurale, et l'accroissement soutenu des disponibilités nationales en matière de devises. A cet égard, il faut tenir compte du fait que l'expansion de la production doit s'effectuer dans un contexte d'efficacité, de compétitivité et sans porter préjudice à l'environnement.

La majeure partie de ce sous-programme reste consacrée à l'étude de la cohérence et la compatibilité des politiques agricoles par rapport aux politiques économiques générales afin de garantir une croissance plus équilibrée entre les zones urbaines et rurales, et de tirer pleinement parti du potentiel de ces dernières, notamment en ce qui concerne les ressources naturelles et la population. On propose de contribuer à l'élaboration de nouvelles options politiques conciliant les aspects macro-économiques et sectoriels. Ces politiques devront viser à l'instauration d'incitations propres à favoriser la croissance de l'agriculture et à une affectation correcte des fonds publics favorisant l'investissement et la création d'une infrastructure et de services de base indispensables dans les zones rurales pour attirer l'investissement privé en matière d'agro-industrie et de services ruraux. A cet égard, on s'efforcera d'activer le processus de croissance dans les zones rurales dans un climat d'équité.

On étudiera en profondeur les transformations de la structure productive agricole et son amélioration dans le cadre de la compétitivité internationale de certains produits sectoriels. On formulera également des politiques de rechange visant à renforcer les rapports intersectoriels implicites dans ce processus d'amélioration technique et dans le développement d'agro-industries, de préférence dans les zones rurales.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, les activités prévues dans ce domaine consisteront à étudier les contenus et les résultats des politiques alimentaires appliquées par les différents pays jusqu'au début des années 1990 afin de comparer les solutions pratiques appliquées à l'échelon national pour résoudre les problèmes que présente l'accès aux aliments de la

part de la population présentant le plus haut risque alimentaire et nutritionnel. Sur la base de cette comparaison, on pourra formuler des politiques optionnelles permettant de tirer le meilleur parti des potentialités offertes par les progrès technologiques en matière d'approvisionnement sélectif des produits alimentaires par le biais d'institutions ou de façon directe.

Finalement, on s'intéressera de près au recueil et à l'étude des principaux éléments conceptuels et opérationnels en matière de planification du développement agricole et rural. Ces études permettront d'aboutir à des conclusions spécifiques en ce qui concerne l'utilisation de cet instrument, à la lumière de la réalité concrète des années 90 et du nouveau contexte extérieur et intérieur, ainsi que des potentialités de l'agriculture et du rôle qu'elle devra jouer dans le développement de l'économie et des sociétés nationales.

Etant donné la corrélation et l'intégration progressive de l'agriculture au développement général, ainsi que la complexité croissante des rapports intersectoriels et entre les villes et la campagne, on prévoit, dans l'exécution de ce programme, l'établissement de liens complémentaires avec d'autres programmes de la CEPALC. Ceci favorisera les efforts conjoints entre les différentes divisions, dont certains ont déjà été amorcés.

Elément de programme 1.1: Politiques macro-économiques et politiques agricoles

1. Produit

Publications techniques

Un document sur les politiques économiques générales et leur cohérence et compatibilité avec la politique agricole prédominante (quatrième trimestre de 1993). Dans ce document, on analysera la gestion en matière de politique commerciale, budgétaire, monétaire, des prix et des salaires, et leur incidence individuelle et globale sur l'élaboration et l'application des politiques agricoles. On étudiera également l'évolution résultant des incitations accordées à l'agriculture et à l'agro-industrie ainsi que de l'économie agricole. On mettra l'accent sur l'affectation des fonds publics à l'investissement et à l'accroissement de la productivité ainsi qu'à la création et au maintien de l'infrastructure et des services techniques et sociaux indispensables dans les zones rurales.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Le document sera élaboré en collaboration avec la FAO, par l'intermédiaire de la Division agricole commune, en consultation avec d'autres divisions de la CEPALC et avec la collaboration des divisions techniques pertinentes de la FAO à Rome.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de l'élaboration et de l'application des politiques économiques générales ainsi que de la formulation et de l'exécution de la politique agricole nationale. Cette étude s'adresse également aux centres d'enseignement et aux instituts de recherche liés à ce domaine. Le document leur sera envoyé moyennant les voies habituelles de distribution des documents de la CEPALC. L'information et les études contenues dans ce document contribueront à la prise de décisions en matière de politique de développement, et de façon plus spécifique dans le domaine de l'agriculture.

Elément de programme 1.2: Transformation de la structure de production et amélioration de la compétitivité internationale

1. Produit

Publications techniques

Un document sur l'évolution des conditions du marché mondial des produits agricoles et agro-industriels ainsi que sur les changements intervenus dans la structure agricole de production, et notamment sur l'incorporation des changements technologiques et les augmentations de productivité qui en ont découlé (troisième trimestre de 1992). On cherchera à évaluer dans quelle mesure ces éléments permettent de tirer un meilleur parti du potentiel d'exportation et/ou de substituer de façon efficace les produits agricoles importés, et à déterminer les mesures politiques requises afin de concrétiser ce potentiel.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ce document sera élaboré en collaboration avec la FAO, par l'intermédiaire de la Division agricole commune, en consultation avec d'autres divisions de la CEPALC et avec la collaboration des divisions techniques pertinentes de la FAO à Rome.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de l'élaboration des stratégies de production et du commerce extérieur, de la formulation du programme de développement agro-industriel et des progrès techniques dans le domaine agricole. Les données, la méthodologie et les études contenues dans cette publication technique pourront leur être précieux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette étude sera également utile pour les centres d'enseignement et des instituts de recherche concernés par ce domaine. Ces derniers seront contactés moyennant les voies habituelles de distribution des documents.

Elément de programme 1.3: Sécurité alimentaire1. ProduitPublications techniques

Un document concernant les expériences en matière de politiques alimentaires destinées aux groupes les plus vulnérables des secteurs urbains et ruraux (quatrième trimestre de 1993). On y étudiera plusieurs expériences menées dans certains pays et on suggérera des politiques de rechange tenant compte de potentialités de l'application du progrès technologique à l'approvisionnement de produits alimentaires industrialisés aux institutions s'adressant à ces groupes de population.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ce document sera élaboré en collaboration avec la FAO par l'intermédiaire de la Division agricole commune, en consultation avec d'autres divisions de la CEPALC et avec la collaboration des divisions techniques pertinentes de la FAO à Rome.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de la formulation des politiques et des programmes alimentaires et, en particulier, de l'approvisionnement sélectif d'aliments aux groupes les plus démunis de la population; ces fonctionnaires pourront mettre à profit les données et les études contenues dans ce document dans l'exercice de leurs fonctions. Cette étude sera également envoyée aux centres d'enseignement et instituts de recherche concernés par le domaine agricole. Ces derniers seront contactés moyennant les voies habituelles de distribution des publications.

Elément de programme 1.4: Planification actualisée du développement agricole et rural1. ProduitPublications techniques

Un document sur le rôle du système national de planification agricole, qui contiendra un recueil et une synthèse des principaux aspects théoriques et opérationnels observés au seuil des années 1990 (deuxième trimestre de 1993). On abordera également certains éléments spécifiques quant à l'utilisation de cet instrument de développement, à la lumière de la réalité concrète et des nouvelles caractéristiques et potentialités du développement sectoriel et sa contribution au développement général.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Le document sera élaboré en collaboration avec la FAO par l'intermédiaire de la Division agricole commune, en consultation avec d'autres divisions de la CEPALC et avec la collaboration des divisions techniques pertinentes de la FAO à Rome.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Ce document est destiné aux fonctionnaires gouvernementaux responsables de la formulation et de l'application des plans de développement agricole et rural à long et à court terme. Le caractère actuel des aspects abordés dans ce document constituera un appui précieux dans l'exécution de ces activités. Ces utilisateurs seront contactés moyennant les mécanismes habituels de distribution des documents.

SOUS-PROGRAMME 2: DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Présentation

La crise de l'endettement et la persistance des facteurs structurels ont fait de la décennie 80 une période difficile pour la région. Il s'agira donc, au seuil des années 90, de reprendre le développement dans un climat d'équité, surmonter à la fois les multiples obstacles structurels du passé et résorber les graves déséquilibres macro-économiques engendrés par le fardeau de l'endettement. Tel est l'objectif des deux éléments de programme considérés pour la période biennale 1992-1993; on y met l'accent sur les rapports entre les processus à court terme et les objectifs à moyen et à long terme. Les activités prévues dans ce sous-programme seront exécutées par la Division du développement économique, avec la coopération des sièges sous-régionaux et des bureaux de la CEPALC dans plusieurs pays.

Il est d'autant plus difficile d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques que l'éventail possible d'options est limité par les contraintes mentionnées plus haut. Il faudra donc pouvoir disposer d'une information opportune, détaillée, systématique sur les tendances nationales, régionales et mondiales ainsi que sur les changements structurels afin que les autorités responsables de l'élaboration des politiques puissent prévoir, à la fois, les points d'inflexion et les nouveaux problèmes et options. C'est pourquoi le premier élément de programme a pour objectif spécifique de fournir, en temps opportun, l'information et les analyses nécessaires à cet effet.

Les déséquilibres structurels, à la fois historiques et engendrés par la crise aidant la croissance de la région se heurtent à de graves obstacles tels que les contraintes en matière de devises et d'épargne, l'instabilité résultant des problèmes d'ajustement budgétaire et les répercussions inégales des facteurs structurels et des processus d'ajustement. C'est la raison pour laquelle la plus haute priorité doit être accordée à l'étude des possibilités d'élargir la capacité d'exportation afin de consolider l'insertion internationale sur la base d'une compétitivité solide, et du rapport entre celle-ci avec des investissements propres à favoriser la rentabilité du capital et à engendrer les changements structurels requis. En outre, il est indispensable d'étudier les possibilités de réformes budgétaires durables et leur rôle dans le cadre des politiques économiques de relance dans un climat de justice et de stabilité. L'étude comparative de ces possibilités, ainsi que des effets permanents du fardeau de l'endettement et des programmes de stabilisation servira de base aux études de politique dont la réalisation est prévue dans le cadre du deuxième élément de programme.

Ces analyses, basées sur l'expérience féconde acquise au sein et hors de la région devraient constituer, pour les autorités pertinentes, un apport précieux dans l'élaboration de politiques visant à résorber les déséquilibres macro-économiques et à favoriser une croissance économique soutenue, dans un climat de justice, dans le contexte d'économies affaiblies par le fardeau de la dette et par les contraintes structurelles historiques.

On poursuivra l'étude systématique des tendances économiques globales dans la région moyennant l'élaboration de trois grands rapports publiés annuellement: i) le Panorama Económico de América Latina, vers le milieu de l'année; ii) le Balance preliminar de la economía latinoamericana, à la fin de chaque année; et iii) l'Estudio Económico de América Latina y el Caribe.

On exécutera également certaines activités opérationnelles en matière de politique budgétaire afin d'aider les gouvernements dans les efforts qu'ils déploient en vue d'une réforme budgétaire.

Elément de programme 2.1: Etude des économies de l'Amérique latine et des Caraïbes

1. Produit

Publications techniques

a) Estudio Económico de América Latina y el Caribe, 1991 (quatrième trimestre de 1992).

b) Estudio Económico de América Latina y el Caribe, 1992 (quatrième trimestre de 1993).

L'Estudio Económico de América Latina y el Caribe est élaboré chaque année et est composé essentiellement de deux parties. L'une est consacrée à l'examen global de l'évolution récente de l'Amérique latine et des Caraïbes et est précédée d'une introduction sur les changements intervenus dans la région dans le cadre de l'économie internationale ainsi que sur les problèmes structurels affectant le bon fonctionnement des différents types d'économie. La deuxième partie comprend les rapports correspondant à la plupart des pays de la région. On ajoute généralement une troisième partie comprenant l'étude d'une question économique importante et d'actualité dans la région ou un examen plus approfondi et détaillé de l'économie d'un pays en particulier. Au mois d'avril, et à titre préliminaire en vue de l'Estudio Económico, on élabore un rapport succinct (destiné essentiellement au Conseil économique et social) sur l'évolution économique de la région au cours de l'année écoulée.

c) Panorama Económico de América Latina, 1992 (troisième trimestre de 1992).

d) Panorama Económico de América Latina, 1993 (troisième trimestre de 1993).

Ce rapport, publié au mois de septembre de chaque année, contient une étude succincte mais systématique de la situation économique de la région et des politiques appliquées, ainsi que certains tableaux statistiques importants en ce qui concerne les tendances observées au cours du premier semestre de l'année en matière de croissance, de chômage, de secteur extérieur, d'inflation, de salaires et de rémunérations et d'autres variables

économiques importantes dans les neuf ou dix principales économies de la région.

e) Balance preliminar de la economía latinoamericana, 1992 (quatrième trimestre de 1992).

f) Balance preliminar de la economía latinoamericana, 1993 (quatrième trimestre de 1993).

Le Balance preliminar est élaboré à la fin de chaque année et contient une description et une évaluation de l'évolution économique de la région. Il comprend l'information détaillée la plus récente possible quant à l'évolution comparative des principales variables macro-économiques de l'ensemble de la région et de la plupart des pays. Le Balance preliminar est présenté à l'opinion publique chaque année lors d'une conférence de presse convoquée, chaque année, par le Secrétaire exécutif de la CEPALC à la fin du mois de décembre.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme seront exécutées en coopération avec les différents bureaux sous-régionaux et nationaux de la Commission, ainsi qu'avec la Division des statistiques et des projections. Cette coopération permettra d'élaborer l'Estudio Económico, le Panorama Económico et le Balance preliminar de la economía latinoamericana. Ces trois publications constituent une source d'information pour le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAESI), notamment dans l'élaboration de l'Etude économique mondiale.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront: les ministères, les bureaux de planification et les banques centrales; la presse nationale et internationale; les instituts publics, privés et internationaux de recherche économique et sociale; les universités; les bibliothèques; les chercheurs et enseignants concernés par les questions relatives au développement économique et social, en particulier de l'Amérique latine et des Caraïbes; les fonctionnaires d'organisations internationales, économiques et financières; et autres intéressés.

La demande extraordinaire dont font l'objet le Panorama Económico et le Balance preliminar indiquent que ces publications fournissent un précieux concours aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays membres, aux organisations internationales, aux banques, aux chercheurs et aux agents privés, grâce à l'opportunité, la portée et la qualité de l'information qu'elles contiennent. D'autre part, l'Estudio Económico est particulièrement apprécié par les autorités et les chercheurs à cause de l'objectivité des études qu'il contient et du caractère complet et comparable des données qu'il fournit. C'est ainsi qu'il est particulièrement utile aux fins des analyses comparatives qui permettent de distinguer les problèmes

spécifiques de chaque pays des questions plus générales; il devient ainsi possible de déterminer quels sont les problèmes les plus réceptifs aux politiques intérieures et quels sont ceux qui exigent une action collective à l'échelon régional ou sous-régional. Finalement, les connaissances actualisées requises par ces publications obligent le Secrétariat à suivre de très près la situation régionale et à l'envisager de telle façon à pouvoir s'anticiper aux questions, problèmes et possibilités pouvant se présenter dans la région.

Ces études feront l'objet d'une vaste distribution, conformément à une liste actualisée d'institutions, de personnalités et de moyens de communication; elles seront également remises aux participants aux réunions intergouvernementales et techniques et mises en vente au public.

Elément de programme 2.2: Etude des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document sur le développement et l'équité en Amérique latine et dans les Caraïbes (deuxième trimestre de 1992).

Ce document sera composé de deux parties: la première, de type rétrospectif, contiendra une étude des problèmes d'équité observés avant la crise et de leur évolution postérieure. Dans la deuxième partie, on examinera les perspectives d'amélioration, en termes d'équité, dans le cadre des différents processus de modernisation et des différentes tendances de la politique économique.

ii) Un document sur la dette extérieure et le transfert net de fonds vers l'extérieur (troisième trimestre de 1992).

Dans ce document, on étudiera l'incidence du service de la dette extérieure, et ses répercussions sur le plan de l'obtention de nouveaux crédits, sur l'ampleur des transferts nets de fonds effectués par les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes vers l'extérieur.

iii) Un document sur les contraintes faisant obstacle à la croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes (quatrième trimestre de 1992).

Ce document contiendra une étude des différentes contraintes qui freinent la croissance des pays, à savoir la pénurie de devises, le service de la dette extérieure, l'insuffisance de l'épargne et la fragilité budgétaire. Dans cette étude, on comparera les caractéristiques de ces contraintes dans la région et du degré d'effectivité des efforts déployés pour acquérir une plus grande compétitivité, augmenter la rentabilité des investissements et faire un usage rationnel des ressources budgétaires.

iv) Un document sur la stratégie de développement et la transformation de la production (deuxième trimestre de 1993).

Les stratégies de développement impliquant une réinsertion dynamique au sein de l'économie internationale passent par une diversification de la production basée sur une compétitivité soutenue. Ce processus implique une modification tant sur le plan de l'appareil de production que de la main-d'œuvre de l'appareil fiscal. On effectuera une analyse comparative visant à étudier les tendances et l'ampleur de ces changements structurels ainsi que la quantité et le type d'investissement requis et le degré d'effectivité des incitations appliquées pour les attirer.

v) Un document sur les expériences en matière de politique économique visant à la relance dans un cadre de stabilité et d'équité (troisième trimestre de 1993).

Au cours de la décennie 80, divers programmes de stabilisation des prix, d'ajustement extérieur et d'ajustement budgétaire ont été appliqués dans la région. Cependant, il s'avère nécessaire de mettre au point des critères susceptibles d'être utilisés dans l'élaboration de la politique économique et de concilier les objectifs de stabilité, d'ajustement extérieur et d'équilibre budgétaire avec les objectifs de croissance, de transformation de la production et d'équité. L'étude comparative contenue dans ce document a pour but d'identifier le contexte dans lequel ont été élaborés les divers programmes visant à résorber de graves déséquilibres extérieurs relativement similaires, ainsi que les facteurs qui ont déterminé leur degré d'efficacité dans la réalisation des différents objectifs.

vi) Un document sur l'évolution de l'endettement extérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (quatrième trimestre de 1993).

Dans ce document, on étudiera l'évolution de la structure de la dette extérieure à la suite des processus de réaménagement et des programmes de réduction de la dette, leurs effets sur le service de la dette et les modalités de restriction des versements vers l'extérieur.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts pour étudier les conclusions du document sur le développement et l'équité en Amérique latine et dans les Caraïbes (quatrième trimestre de 1992).

ii) Réunion d'experts pour analyser les conclusions du document sur les expériences de politique économique visant à la relance dans un cadre de stabilité et d'équité (quatrième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme seront réalisées en coopération avec les groupes organiques de la CEPALC. On travaillera également en contact

avec d'autres organisations des Nations Unies et avec des institutions spécialisées ainsi qu'avec des entités gouvernementales de la région.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités des ministères des affaires économiques et financières, des bureaux de planification, et des banques centrales. Le produit est également destiné aux instituts publics, privés et internationaux de recherche économique et sociale, aux universités, aux bibliothèques et à d'autres institutions, ainsi qu'aux fonctionnaires d'organisations internationales de type économique et financier.

L'information recueillie ainsi que les résultats et les conclusions émanées des études prévues constitueront un matériel de référence précieux pour les institutions et les autorités responsables de la formulation des politiques économiques et des stratégies de développement des pays, ainsi que pour les institutions et les chercheurs qui s'intéressent à l'évolution économique de l'Amérique latine et des Caraïbes.

SOUS-PROGRAMME 3: PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Présentation

Toutes les activités de ce sous-programme sont exécutées par l'ILPES, organisme multilatéral spécialisé en matière de planification qui compose, avec le CELADE, le système de la CEPALC. L'objectif principal de cet Institut est d'appuyer les pays membres dans les efforts qu'ils déploient pour consolider leurs systèmes de planification et de coordination des politiques publiques afin de progresser sur la voie du développement économique et social.

Les gouvernements ont identifié plusieurs domaines prioritaires pour les activités de l'ILPES: planification et politiques économiques; programmation et projets du secteur public; programmes et politiques sociales; et planification et politiques régionales.

S'inscrivant dans le cadre des domaines mentionnés plus haut, mais sur un plan plus spécifique, les objectifs de ce sous-programme sont les suivants: mettre au point des méthodes et des techniques susceptibles d'améliorer le processus de formulation des stratégies de développement économique et social; contribuer à la consolidation des systèmes et des processus de planification et de coordination des politiques publiques; favoriser l'échange des données d'expérience et la coopération mutuelle entre les organismes de planification de la région; divulguer les méthodes et les techniques de planification par le biais de missions consultatives aux pays de la région; collaborer à la mise en oeuvre de programmes de formation des fonctionnaires gouvernementaux concernés par les systèmes de planification et de coordination des politiques publiques; favoriser la création d'un système de coopération informatisé pour la planification.

Parmi les activités prévues pour la période biennale 1992-1993, on mettra l'accent sur la mise au point de nouveaux concepts et approches méthodologiques en matière de planification et de coordination des politiques publiques. L'une de ces activités consistera à élaborer des modèles de programmation et des techniques de décision qui répondent aux besoins présents et futurs des responsables de la planification des pays de la région. On abordera également la question de la formulation des politiques de rechange et l'identification d'instruments concrets susceptibles de conduire à leur mise en oeuvre. On effectuera également une étude du comportement des agents sociaux et de leurs activités en matière de planification du développement.

Dans le cadre de ce sous-programme, on prévoit, au cours de la période biennale envisagée, de poursuivre les activités de formation en matière de planification qui occupent traditionnellement une place importante dans les activités de l'ILPES à l'échelon régional, sous-régional et national, ainsi que dans certains domaines spécialisés sollicités par les pays membres en fonction de leurs besoins spécifiques. On continuera également de prêter des services consultatifs en matière de planification, en fonction des demandes présentées par les gouvernements de la région; un élément spécifique de programme a été prévu à cet effet et doté des ressources pertinentes.

En matière de recherche et d'études, il faut faire ressortir les éléments consacrés à la planification et aux politiques macro-économiques, à la programmation du secteur public, à la planification et à la coordination des politiques sociales, et à la planification et aux politiques régionales.

Il faut également mentionner la coordination des opérations de coopération horizontale, moyennant la consolidation du Système de coopération et de coordination entre organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes (SCCOPALC).

Finalement, on prévoit, dans ce sous-programme, un élément indépendant concernant l'organisation, la préparation des documents et la prestation de services fonctionnels pour la huitième Conférence extraordinaire (1992) et la neuvième Conférence des Ministres et des responsables de la planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1993), ainsi que pour les réunions périodiques du Conseil régional de la planification et de son Bureau.

Élément de programme 3.1: Planification et politiques macro-économiques

1. Produit

Publications techniques

a) Un document sur les expériences et les techniques de planification macro-économique, sur la base de modèles élaborés par l'ILPES et qui combinent les progrès récents accomplis en matière de théorie macro-économique et de méthodes d'estimation, ainsi que de traitement de données sur micro-ordinateur (deuxième trimestre de 1992).

b) Un document sur l'articulation entre les politiques de développement, la planification et la gestion stratégique des entreprises publiques et privées (quatrième trimestre de 1992).

c) Un document sur les nouvelles tendances en matière de planification et de coordination des politiques publiques dans les années 1990 (quatrième trimestre de 1992).

L'élaboration des documents mentionnés ci-dessus dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront menées à bien en étroite collaboration avec les organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'avec les différentes divisions de la CEPALC, le CELADE, le PNUD, le Département de la coopération technique pour le développement, ainsi qu'avec certaines universités et centres de recherche, des entités du secteur privé et avec des organismes non gouvernementaux liés à la planification et à la

coordination des politiques publiques, et notamment avec la BID et la Banque mondiale.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les organismes de planification à l'échelon national, régional, des états et local, ainsi que les universités, les centres d'enseignement et autres organismes liés à la planification et à la coordination des politiques publiques. D'autres utilisateurs seront les associations professionnelles et de chefs d'entreprise ainsi que d'autres organisations et entités non gouvernementales.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et la participation aux réunions et séminaires spécialisés.

Elément de programme 3.2: Programmation du secteur public

1. Produit

Publications techniques

a) Un document sur les approches et les expériences d'articulation entre la planification et la gestion stratégique publique (deuxième trimestre de 1992).

b) Un document sur les techniques et les expériences en matière de mobilisation et d'affectation des ressources (quatrième trimestre de 1992).

c) Un document sur les techniques et les expériences en matière de programmation, d'organisation et de gestion stratégique des entreprises publiques, et leur interaction avec le secteur privé (quatrième trimestre de 1993).

Chacun de ces trois documents inclura l'étude de cas correspondants à certains pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'une étude comparative avec certains pays situés hors de la région.

L'élaboration des documents mentionnés ci-dessus dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront réalisées en étroite collaboration avec les organismes gouvernementaux liés à la planification et à la coordination des politiques publiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'avec les divisions pertinentes de la CEPALC, la BID, le PNUD, la Banque mondiale, le Département de la coopération technique pour le développement, ainsi qu'avec d'autres entités liées à la planification du secteur public.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier ceux dont les fonctions sont liées aux domaines de la planification, de la programmation et de la gestion d'organismes et d'entreprises publics. Les documents en question seront également mis à la disposition des universités et des centres d'enseignement.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et la participation aux séminaires spécialisés, aux réunions techniques ainsi qu'aux activités de formation et de coopération technique.

Elément de programme 3.3: Planification et coordination des politiques sociales

1. Produit

a) Un document sur l'évaluation, l'administration et la gestion de projets sociaux (deuxième trimestre de 1992).

b) Un document sur la décentralisation et la déconcentration des politiques sociales (quatrième trimestre de 1992).

c) Un document sur la formulation, la gestion et le financement des politiques sociales (deuxième trimestre de 1993).

d) Un document sur les aspects sociaux de la planification du développement local (quatrième trimestre de 1993).

L'élaboration de ces documents dépendra, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront exécutées en étroite collaboration avec les organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'avec les divisions pertinentes de la CEPALC, le CELADE, le PNUD, le Département de la coopération technique pour le développement, l'OEA, la BID, la Banque mondiale, l'OPS, l'OTT, le FISE, l'Unesco et d'autres organismes liés à la planification et à la coordination des politiques sociales.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays membres, en particulier ceux dont les fonctions sont liées à la planification et la coordination des politiques sociales à l'échelon national, régional, des états et local. Le produit intéresse

également les organisations internationales et régionales, les universités et centres d'enseignement, ainsi que toutes les entités concernées par les questions sociales. On fournira un appui spécial aux institutions non gouvernementales liées à l'objectif du développement social.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents, l'envoi de rapports et la participation aux séminaires spécialisés ainsi qu'aux activités de formation et aux services consultatifs.

Elément de programme 3.4: Planification et politiques régionales

1. Produit

Publications techniques

a) Un manuel opérationnel sur les techniques d'analyse régionale, sur micro-ordinateur (deuxième trimestre de 1992).

b) Un document sur l'incidence du développement technologique à l'échelle régionale (quatrième trimestre de 1992).

c) Un document sur la préparation et l'évaluation de projets dans le cadre de la planification régionale (deuxième trimestre de 1993).

d) Un document sur l'analyse comparée d'expériences en matière de formulation et d'exécution de stratégies et de plans de développement régional (quatrième trimestre de 1993).

La réalisation de ces documents dépendra, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront menées à bien en étroite collaboration avec les organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'avec des centres d'enseignement situés au sein et hors de la région, ainsi qu'avec les divisions pertinentes de la CEPALC, le CELADE, le PNUD, le Département de la coopération technique pour le développement et avec d'autres organismes et institutions liés à la planification et à la coordination des politiques régionales et au développement local.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays membres liés aux organismes de planification à l'échelon national, régional, des états et local. Le produit intéressera également les organisations internationales et régionales, les universités et

les centres d'enseignement, ainsi que d'autres entités liées à la planification du développement régional.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution de documents et la participation aux séminaires spécialisés ainsi qu'aux activités de formation et aux services consultatifs.

Elément de programme 3.5: Formation à la planification

1. Produit

Activités opérationnelles

a) Prestation de services aux organismes de planification en matière d'organisation et de réalisation des cours suivants à l'échelon régional, sous-régional et national:

i) Cours international sur le développement, la planification et les politiques publiques (un cours en 1992 et un cours en 1993).

ii) Six cours spéciaux et intensifs sur certains des thèmes suivants: planification et environnement, planification sociale, informatique et planification, planification régionale, planification du secteur public, techniques et modèles de planification, planification du développement social (trois cours en 1992 et trois cours en 1993).

b) Prestation de services aux organismes de planification des pays de la région quant à l'organisation de séminaires spécialisés sur les thèmes suivants: techniques de planification et de gestion stratégique, planification du secteur public, planification sociale, planification régionale, planification locale, planification et environnement, processus d'investissement et banque de projets, informatique et planification (deux séminaires en 1992 et deux autres en 1993).

c) Prestation de services aux organismes de planification des pays de la région quant aux nouvelles techniques d'enseignement par des moyens audiovisuels (préparation d'un cours sur vidéo-cassette en 1992 et un cours en 1993).

Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de formation seront menées à bien en étroite collaboration avec les divisions pertinentes de la CEPALC, avec l'Institut de développement économique (IDE) de la Banque mondiale, la BID, le CELADE, le PNUD, le Département de la coopération technique pour le développement, ainsi qu'avec des centres d'enseignement et d'autres entités liées à la formation en

matière de planification et de coordination des politiques publiques, au développement et aux relations internationales.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les organismes gouvernementaux de planification à l'échelon national, régional, des états ou local, d'autres institutions du secteur public, des centres nationaux ou sous-régionaux de formation, les universités et les centres d'enseignement.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant des cours, des séminaires ou des stages de formation.

Elément de programme 3.6: Services consultatifs en matière de planification

1. Produit

Activités opérationnelles

a) Prestation de services consultatifs aux gouvernements qui en feront la demande pour la consolidation des systèmes et des processus de planification, la gestion stratégique, et les projets et la coordination des politiques publiques. On continuera d'accorder la préférence aux pays relativement moins avancés et aux zones moins développées dans les pays qui présentent de graves déséquilibres régionaux ou spatiaux. Ces services consultatifs concerneront, en premier lieu, la programmation des investissements, les banques de projets et leurs rapports avec la programmation budgétaire. On accordera une importance particulière aux aspects méthodologiques et opérationnels liés à la systématisation du cycle de projets, à la hiérarchisation des projets, à la mesure des effets macro-économiques, au suivi physique et financier des projets et aux aspects de gestion institutionnelle. On continuera d'accorder une attention prioritaire aux pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale (six missions en 1992 et six missions en 1993).

b) Formation en cours d'emploi pour les techniciens des organismes faisant l'objet des services consultatifs et appui aux activités de coopération horizontale (formation de 12 techniciens et exécution de deux opérations de coopération horizontale, l'une en 1992 et l'autre en 1993).

Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les missions consultatives seront effectuées en étroite collaboration avec plusieurs divisions de la CEPALC, avec le CELADE, le PNUD, la BID, la Banque mondiale et le Département de la coopération technique pour le développement, ainsi qu'avec d'autres organismes liés à la coopération

technique en matière de planification et de coordination des politiques publiques.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs des services consultatifs seront les organismes gouvernementaux de planification à l'échelon national, régional, des états ou local, et d'autres entités du secteur public liées à la planification, à la préparation et à l'exécution de projets ainsi qu'à la coordination des politiques publiques.

Ces utilisateurs seront contactés par le biais de missions d'assistance, des activités de formation en cours d'emploi et des opérations de coopération horizontale.

Elément de programme 3.7: Coopération entre les organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes

1. Produit

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

i) Huitième Conférence extraordinaire des Ministres et des responsables de la planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1992).

ii) Neuvième Conférence des Ministres et des responsables de la planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1993).

iii) Réunion du Conseil régional de la planification et de son Bureau (l'une en 1992 et l'autre en 1993).

b) Publications techniques

i) Un document sur les résultats émanés de la huitième Conférence des Ministres et des responsables de la planification des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui aura lieu en Espagne en 1992 (premier trimestre de 1993).

ii) Plusieurs documents de base en vue de la neuvième Conférence des Ministres et des responsables de la planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui aura lieu à la Jamaïque en 1993 (deuxième trimestre de 1993).

iii) Deux documents visant à divulguer des expériences récentes menées dans les pays en matière de planification (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

c) Activités opérationnelles

Appui en vue de la consolidation du SCOOPALC, dans les domaines suivants: développement du Système d'information pour la planification en Amérique latine et dans les Caraïbes (INFOPLAN); mise sur pied d'un système de coopération en matière d'informatique pour la planification; et promotion de mécanismes de coopération dans le domaine social et régional.

Ces activités opérationnelles dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de coopération entre organismes de planification, ainsi que les publications, seront réalisées en contact étroit avec plusieurs divisions de la CEPALC. On travaillera également en collaboration avec la BID, la Banque mondiale, le SELA et d'autres organismes concernés par la coopération et l'intégration dans la région.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs de ces services seront les organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'autres institutions gouvernementales liées à la coordination des politiques publiques.

Les principaux utilisateurs des publications seront les organismes de planification à l'échelon national, régional, des états ou local, les entités du secteur public liées à la planification du développement, les universités et les centres d'enseignement et, en général, tous les organismes concernés par la planification et la coordination des politiques publiques.

Les résultats émanés des conférences des ministres et des responsables de la planification ainsi que des réunions techniques serviront à améliorer les systèmes nationaux de planification.

Dans l'ensemble, les publications constitueront un instrument précieux pour divulguer une information en matière de planification répondant aux besoins de la région.

SOUS-PROGRAMME 4: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL,
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Présentation

La décennie 1990 devra être marquée par un processus profond de transformation de la production en Amérique latine, dans lequel le secteur industriel et le développement scientifique et technique sont appelés à jouer un rôle prépondérant. Dans le cadre de ce réaménagement industriel de l'Amérique latine, il conviendra d'intensifier deux éléments dont la présence a été insuffisante jusqu'ici, à savoir l'incorporation du progrès technique et la compétitivité internationale.

Ce sous-programme, qui sera exécuté avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), par la Division commune CEPALC/ONUDI de l'industrie et de la technologie, a essentiellement pour objet de fournir un appui aux gouvernements de la région dans la conception de stratégies et de politiques industrielles et technologiques qui soient en harmonie avec les objectifs généraux de développement, afin d'accorder la priorité aux questions liées à la consolidation de la capacité technologique nationale et à l'accroissement de la compétitivité internationale.

Dans ce contexte, les activités spécifiques du sous-programme prévues pour la période biennale 1992-1993 seront essentiellement les suivantes: effectuer une analyse systématique de l'évolution de l'activité industrielle, scientifique et technique à l'échelon national et régional; mettre au point des méthodologies qui répondent à la réalité régionale et nationale et qui puissent servir à l'élaboration de stratégies et de politiques industrielles et technologiques nationales et sectorielles; fournir une information systématique et périodique sur le processus de réaménagement industriel et technologique actuellement en vigueur à l'échelon international; fournir une assistance technique aux pays de la région quant à la conception de stratégies et de politiques industrielles à l'échelon national et sectoriel; contribuer à la formation d'un personnel technique supérieur en vue de la formulation et de l'exécution de stratégies et de politiques industrielles et technologiques et, finalement, contribuer à renforcer la relation entre les secteurs public et privé liés à l'activité industrielle et scientifique et technologique sur le plan intra-régional et extra-régional. On mettra l'accent sur le suivi, l'examen et la divulgation des expériences positives en matière de politiques, d'institutions et d'agents dans le domaine des entreprises, et notamment les expériences de collaboration industrielle avec des entreprises extra-régionales.

Pour exécuter les activités mentionnées ci-dessus, il faudra renforcer et consolider, d'une part, les rapports avec les autres services de la CEPALC directement concernés par la question de la transformation de la production (Division du développement économique, Division du commerce international et du développement, Division commune CEPALC/FAO de l'agriculture, Division des transports et des communications, Division des ressources naturelles et de l'énergie et Division du développement social) et, d'autre part, resserrer les liens avec les protagonistes directs du processus d'industrialisation

dans les pays de la région (à savoir organismes gouvernementaux et secteurs des entrepreneurs, des travailleurs, des intellectuels et technico-professionnels). Afin de garantir l'efficacité de ces activités, celles-ci devront être étroitement liées aux travaux de recherche, d'assistance technique, de formation et de divulgation, et en contact permanent avec les organisations internationales et les milieux intellectuels extra-régionaux (l'ONUDI, l'OCDE, la Banque mondiale, la BID, les commissions économiques régionales et les centres universitaires).

Elément de programme 4.1: Examen de l'activité industrielle, scientifique et technique en Amérique latine et dans les Caraïbes

1. Produit

a) Publications techniques

Un document sur l'évolution de l'industrialisation en Amérique latine (troisième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Réunion d'experts gouvernementaux sur l'industrialisation en Amérique latine: progrès technique et compétitivité internationale (quatrième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront réalisées en collaboration avec l'ONUDI par le biais de la Division commune CEPALC/ONUDI de l'industrie et de la technologie.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les institutions gouvernementales, régionales et intergouvernementales liées au secteur industriel, qui pourront utiliser la publication en question en tant que document de référence en vue de la formulation de politiques et de plans de développement industriel.

Ces institutions seront contactées moyennant des listes de distribution de documents et leur participation à des réunions d'experts organisées dans la région.

Elément de programme 4.2: Stratégies et politiques de développement industriel et technique

1. Produit

a) Publications techniques

Deux documents sur les effets de diverses politiques et mesures d'encouragement sur l'évolution du secteur industriel (deuxième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Deux réunions de groupes d'experts de la région qui analyseront les documents mentionnés au point a) (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

c) Activités opérationnelles

Prestation de services d'assistance technique aux pays de la région qui en feront la demande en matière de stratégies et de politiques de développement industriel et technique. On prévoit la réalisation de quatre missions (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront réalisées en collaboration avec l'ONUDI par le biais de la Division commune CEPALC/ONUDI.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les institutions gouvernementales, régionales et intergouvernementales liées au secteur industriel, qui pourront utiliser les publications en question en tant que documents de référence en vue de la formulation de politiques et de plans de développement industriel.

Ces institutions seront contactées moyennant la distribution des documents, l'assistance technique et la participation à des réunions d'experts organisées dans la région.

Ces publications seront également envoyées aux centres universitaires et de recherche ainsi qu'aux organisations d'entrepreneurs et de travailleurs concernées par cette question.

Élément de programme 4.3: Innovation technologique et compétitivité internationale

1. Produit

a) Publications techniques

i) Rapport semestriel (intitulé "Industrialización y desarrollo tecnológico"), dans lequel on examinera certaines questions spécifiques liées à l'innovation technologique et à la compétitivité internationale (deuxième et quatrième trimestres de 1992 et deuxième et quatrième trimestres de 1993).

ii) Deux documents sur des expériences positives en matière d'innovation technologique et de compétitivité internationale réalisées dans certains pays de la région (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Réunion d'experts qui analyseront les documents mentionnés au point a) ii) (quatrième trimestre de 1993). Cette activité dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

c) Activités opérationnelles

Réalisation de six missions d'assistance technique aux pays de la région qui en feront la demande en matière d'innovation technologique et de compétitivité internationale (1992-1993). Cette activité dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

d) Activités intermédiaires

Formulation d'un projet régional de coopération dans le domaine de l'innovation technologique et de la compétitivité internationale (1992).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront exécutées en collaboration avec l'ONUDI par le biais de la Division commune CEPALC/ONUDI.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les institutions gouvernementales, régionales et intergouvernementales liées au secteur industriel, qui seront contactées moyennant la distribution de documents, l'assistance technique et la participation à des réunions d'experts.

Ces publications techniques seront également envoyées aux institutions universitaires et aux centres de recherche, ainsi qu'aux organisations d'entrepreneurs, de travailleurs et de type technico-professionnel concernées par cette question.

Elément de programme 4.4: Développement de la petite et moyenne industrie

1. Produit

a) Publications techniques

Deux documents sur les politiques, les mécanismes institutionnels et les mesures spécifiques d'appui à la petite et moyenne entreprise, et sur la coopération industrielle extra-régionale en la matière (deuxième trimestre de 1992 et deuxième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

Assistance technique aux pays de la région qui en feront la demande dans le domaine de la petite et moyenne industrie; réalisation de quatre missions d'assistance technique (1992-1993). L'exécution de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront exécutées en collaboration avec l'ONUDI par le biais de la Division commune CEPALC/ONUDI.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les institutions gouvernementales, régionales et intergouvernementales liées au secteur industriel, qui seront contactées moyennant la distribution des documents, l'assistance technique et la participation à des réunions d'experts organisées dans la région.

Ces publications techniques pourront être utilisées comme documents de référence en vue de la formulation de politiques et de plans de développement industriel. Elles seront également divulguées parmi les centres universitaires et de recherche, ainsi que les organisations d'entrepreneurs, de travailleurs et de type technico-professionnel concernées par cette question.

Elément de programme 4.5: Développement d'industries de biens d'équipement

1. Produit

a) Publications techniques

i) Deux documents sur l'évolution, les politiques d'encouragement et la coopération régionale dans le secteur des biens d'équipement (deuxième trimestre de 1992 et deuxième trimestre de 1993).

ii) Deux documents sur des études de cas d'innovation technologique et de compétitivité internationale en matière de biens d'équipement (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

L'exécution des études de cas dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Activités opérationnelles

Quatre missions d'assistance technique aux pays de la région qui en feront la demande, en matière de conception de politiques d'encouragement (1992-1993). L'exécution de cette activité dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront exécutées en collaboration avec l'ONUDI par le biais de la Division commune CEPALC/ONUDI.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les institutions gouvernementales, régionales et intergouvernementales, ainsi que divers organismes du secteur privé liés au développement des industries de biens d'équipement.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution de documents, l'assistance technique et la participation à des réunions d'experts organisées dans la région.

Les publications pourront servir de documents de référence en vue de la formulation de politiques et de plans de développement industriel. Elles seront également divulguées parmi les centres universitaires et de recherche, les organisations d'entrepreneurs, de travailleurs et de type technico-professionnel concernées par la question.

Élément de programme 4.6: Formation en matière de stratégies et de politiques de développement industriel et technique

1. Produit

a) Activités opérationnelles

Prestation de services de formation aux Etats membres en matière de développement industriel (1992-1993).

Dans le cadre de cet élément, il sera fait appel à la collaboration de l'ILPES et à d'autres services du système de la CEPALC afin d'organiser des cours de formation. Cette activité dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Activités intermédiaires

i) Préparation de documents de type bibliographique sur la question de l'industrialisation et du développement technique, qui seront utilisés dans les activités de formation (1992-1993).

ii) Elaboration d'un projet régional visant à organiser un cours de formation spécialisée en matière de développement industriel (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront exécutées en collaboration avec l'ONUDI par le biais de la Division commune CEPALC/ONUDI.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les institutions gouvernementales, régionales et intergouvernementales liées au secteur industriel. Ces institutions seront contactées moyennant les cours de formation qui seront organisés dans la région.

SOUS-PROGRAMME 5: COMMERCE INTERNATIONAL
ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Présentation

Le sous-programme sur le commerce international et le financement du développement a pour but d'évaluer certaines tendances et de suggérer certaines grandes lignes d'action dans plusieurs domaines liés à cette question. Le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes est directement lié à l'évolution et aux perspectives des échanges internationaux de la région ainsi qu'au financement extérieur qu'elle est susceptible de recevoir.

Le programme de travail pour la période biennale 1992-1993 prévoit quatre groupes d'éléments de programme. Le premier composé des éléments de programme 5.1 à 5.4 y compris, concerne les relations économiques internationales de l'Amérique latine et des Caraïbes; on y met l'accent sur les aspects liés aux négociations économiques internationales, dans le but, essentiellement, de proposer d'éventuels principes d'action coordonnées qui permettent, à l'issue de la série de négociations Uruguay du GATT, de renforcer le pouvoir de négociation de la région. Cette évaluation de ces mêmes négociations constituera également un élément important dans l'examen global des problèmes et des politiques liés aux relations extérieures de l'Amérique latine. On prévoit également des activités visant à identifier et à formuler des propositions concrètes propres à consolider la capacité d'action en commun de la région dans le commerce des produits de base, des biens manufacturés et des services, et à évaluer l'incidence négative des tendances protectionnistes existant dans les centres industrialisés sur les pays de l'Amérique latine. Il s'agit également de favoriser la formulation de politiques d'encouragement aux exportations de produits manufacturés des pays latino-américains et, dans le même temps, d'effectuer un examen de l'économie de certains produits de base présentant un intérêt pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Dans le cadre de la deuxième série d'activités (éléments de programme 5.5 et 5.6), on prévoit la réalisation systématique de plusieurs études des relations économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes avec les principaux pays du nord, afin d'examiner le type de problèmes que posent ces relations et de proposer des solutions susceptibles de faire l'objet de négociations bilatérales ou multilatérales. Ces rapports ne concernent pas seulement les pays ou groupes de pays avec lesquels il existe traditionnellement un plus grand volume d'échanges commerciaux et financiers, à savoir les pays développés à économie de marché, mais également des pays ou des groupes de pays avec lesquels il serait possible d'intensifier les relations commerciales, tels que les pays à planification centrale.

Un troisième groupe de mesures, constitué par les éléments de programme 5.7 à 5.9, concerne l'intégration économique et la coopération entre les pays de la région, ainsi que la coopération entre l'Amérique latine et les Caraïbes et les pays en développement de l'Afrique et de l'Asie. Dans le contexte de la crise économique que traverse la région depuis le début des années 80, provoquée essentiellement par le goulot d'étranglement dérivé de

la dette extérieure, la détérioration des termes de l'échange et les mesures protectionnistes appliquées par les pays industrialisés, il est plus que jamais nécessaire de renforcer les liens économiques entre les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ce rapprochement contribuera à consolider la position de ces pays dans le cadre de l'économie mondiale et à relancer le développement économique et social de la région. A cet effet, on apportera un soutien spécial aux mécanismes d'intégration et de coopération de la région, et en particulier aux pays relativement moins avancés afin qu'ils tirent le meilleur parti possible des bénéfices dérivés de ce processus. On s'attachera également à incorporer la question des services aux efforts d'intégration et de coopération dans la région. Un autre domaine important est celui de la coopération horizontale avec d'autres pays en développement, domaine dans lequel on poursuivra les efforts déployés jusqu'à présent.

L'évolution récente de l'économie mondiale en général et de l'Amérique latine en particulier a mis en évidence la nécessité de mettre au point des critères et des politiques permettant de concilier la réduction des ressources financières et extérieures disponibles dans les pays de la région et un processus de croissance économique soutenue. A cet égard, les éléments de programme 5.10 et 5.11 seront consacrés aux aspects économiques et institutionnels de ce problème et aux éventuels mécanismes susceptibles de faciliter la mise en oeuvre des politiques propres à renforcer la capacité de financement des pays de la région et un usage plus rationnel de leurs ressources financières intérieures et extérieures. Ces activités seront exécutées essentiellement dans le cadre du programme mixte CEPALC/CNUCED.

Elément de programme 5.1: Les négociations économiques internationales: leurs répercussions et les positions de l'Amérique latine et des Caraïbes

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document contenant une évaluation globale des résultats de la participation commune des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes aux négociations commerciales internationales de type multilatéral (deuxième trimestres de 1992).

A la lumière des positions et des stratégies adoptées de façon explicite par les pays de la région, on effectuera un suivi des principes d'action commune susceptibles de renforcer le pouvoir de négociation de la région au cours de ces négociations. Ce rapport sera présenté à la vingt-quatrième session de la CEPALC (1992) et devrait contribuer à consolider la position de l'Amérique latine quant aux résultats de ces négociations.

ii) Une étude spécifique sur les négociations économiques multilatérales, le processus de négociation actuellement en cours au sein du GATT et les progrès accomplis depuis la série de négociations Uruguay du GATT (deuxième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

Prestation de services d'assistance technique aux pays de la région qui en feront la demande, ainsi qu'aux organisations internationales. On prévoit la réalisation de deux missions (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté en étroite collaboration avec les bureaux sous-régionaux de la CEPALC, avec le SELA, la CNUCED et les autres organismes pertinents aux fins de l'échange des données d'information et de consultations techniques.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs des activités prévues seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de la formulation et de l'exécution des stratégies de négociation internationale et de la participation effective à ces négociations.

Il seront contactés moyennant les publications, les réunions spécialisées, l'assistance technique fournie aux gouvernements et les activités de formation telles que les cours organisés par l'ILPES, l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine (INTAL), la BID, etc.

Élément de programme 5.2: La région face à l'évolution du commerce international et de l'économie mondiale

1. Produit

a) Publications techniques

Quatre documents sur les répercussions de l'évolution de l'économie mondiale, de la gestion en matière d'échanges commerciaux et du protectionnisme des pays développés sur les possibilités d'exportation des économies latino-américaines et des Caraïbes (premier et troisième trimestres de 1992 et 1993).

b) Activités opérationnelles

Prestation de services d'assistance technique aux pays de la région qui en feront la demande, ainsi qu'aux organisations internationales. On prévoit la réalisation de deux missions (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté moyennant le recueil des données et l'échange des données d'information avec les bureaux régionaux de la CEPALC, le SELA, la CNUCED, l'OCDE, le GATT et d'autres organismes interrégionaux, régionaux et sous-régionaux.

Des consultations périodiques à l'échelon officiel seront effectuées auprès des bureaux sous-régionaux de la CEPALC, du SELA et de la CNUCED.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs sont les gouvernements des Etats membres et les organismes régionaux et sous-régionaux de coopération et d'intégration. Les études seront également envoyées aux instituts d'enseignement universitaire, aux centres de recherche et autres organisations similaires. Les utilisateurs seront contactés moyennant les mécanismes habituels de distribution des documents.

Elément de programme 5.3: Produit de base et promotion des exportations

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document sur la structuration des marchés, le traitement local des produits de base et les mécanismes de commercialisation de ces produits sur les marchés mondiaux (troisième trimestre de 1992).

ii) Un document sur les nouvelles modalités de progrès technique dans les pays développés et leurs répercussions sur la demande de produits de base exportés par l'Amérique latine (quatrième trimestre de 1993).

iii) Un document sur la situation actuelle en Amérique latine quant aux mécanismes de promotion des exportations, leur harmonisation et les perspectives d'établissement de mécanismes communs à l'échelon régional et sous-régional (deuxième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

Exécution de quatre missions d'assistance technique à des institutions nationales et à des organismes gouvernementaux des pays de la région qui en feront la demande (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On consultera périodiquement, à l'échelon officiel, les bureaux sous-régionaux de la CEPALC, la CNUCED et le SELA.

On établira également des contacts périodiques, en matière de promotion et d'exportations, avec la BID, l'Association latino-américaine d'institutions financières de développement (ALIDE), la Banque latino-américaine d'exportations (BLADEX), la Corporation andine de développement (CAF), l'ALADI, le SELA, la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), l'Association latino-américaine d'organismes d'assurance-crédit à l'exportation (ALASECE) et la CNUCED.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs des produits a) i) et a) ii) seront les fonctionnaires gouvernementaux concernés par ces questions.

Les principaux utilisateurs du produit a) iii) seront les gouvernements des Etats membres, et en particulier les organismes nationaux de promotion des exportations, ainsi que les organisations sous-régionales.

Les études seront également envoyées aux associations et aux chambres de chefs d'entreprise, aux centres d'enseignement universitaire et à divers instituts nationaux ou régionaux de recherche.

Les utilisateurs seront contactés moyennant les mécanismes habituels de distribution des documents et leur participation à des séminaires, des réunions et des stages de formation.

Elément de programme 5.4: Le commerce des services dans le contexte régional

1. Produit

a) Publications techniques

Deux documents sur le commerce des services dans lesquels on envisagera les services aux producteurs et les exportations de services, ainsi que l'adoption de critères régionaux en matière de négociations commerciales multilatérales dans cette modalité de commerce international (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

Quatre missions d'assistance technique en matière de commerce des services aux pays de la région qui en feront la demande (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On consultera périodiquement, à l'échelon officiel, les bureaux sous-régionaux de la CEPALC, le groupe commun CEPALC/Centre sur les sociétés transnationales, ainsi que le SELA, la CNUCED et le GATT.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les fonctionnaires des gouvernements latino-américains et des Caraïbes responsables de la politique commerciale extérieure, les fonctionnaires des négociations commerciales multilatérales en matière de services ainsi que les autorités des organismes sous-régionaux et régionaux.

Ils seront contactés par les mécanismes habituels de distribution des documents et leur participation à des séminaires, des réunions et des activités d'assistance technique et de formation.

Elément de programme 5.5: Relations économiques avec les pays développés à économie de marché

1. Produit

a) Publications techniques

i) Deux rapports visant à actualiser et à approfondir certains aspects des relations économiques internationales et de la coopération entre l'Amérique latine et les Caraïbes et plusieurs pays à économie de marché: les Etats-Unis (deuxième trimestre de 1992); plusieurs pays membres de la CEE et le Japon (troisième trimestre de 1993).

L'examen des relations économiques avec les pays développés à économie de marché constitue une activité permanente qui permet de connaître et de suivre l'évolution des économies avec lesquelles l'Amérique latine et les Caraïbes possèdent la majeure partie de leurs relations commerciales et financières.

ii) CEPAL News, bureau de la CEPALC à Washington (24 numéros), publication mensuelle en anglais (1992-1993).

iii) The U.S. Economy (deux numéros), étude annuelle en anglais (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

b) Services d'information publique

i) On fournira des données d'information aux organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales qui en feront la demande, notamment aux universités (1992-1993).

ii) Diffusion des documents de la CEPALC par l'intermédiaire du bureau de la CEPALC à Washington (1992-1993).

c) Produits intermédiaires

i) Suivi et transmission des informations au siège et aux bureaux régionaux de la CEPALC (1992-1993).

ii) Contribution à la formulation des politiques et à l'élaboration des documents du Secrétariat (1992-1993).

iii) Rapports sur la participation à plusieurs réunions intergouvernementales et interinstitutions (1992-1993).

iv) Liaison avec les organisations internationales et avec les Etats membres (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Dans le cadre de cet élément de programme, on consultera périodiquement, à l'échelon officiel, la CNUCED et le SELA dans ce même domaine d'activité, ainsi que les différents groupes des pays latino-américains (GRULA) à New York, Genève et Bruxelles, respectivement.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les gouvernements des Etats membres de la Commission et des pays développés pertinents. Ils seront contactés par le biais des mécanismes ordinaires de distribution des documents de la CEPALC.

Les utilisateurs du produit a) ii) sont les 700 abonnés des pays membres aux Etats-Unis et au Canada, ainsi que les organisations internationales, les universités, les journalistes et les organisations non gouvernementales.

Elément de programme 5.6: Relations commerciales et financières avec les pays à économie planifiée

1. Produit

Publications techniques

Un document sur l'établissement de principes directeurs visant à élargir et à intensifier les relations commerciales et économiques entre les pays de l'Amérique latine et les pays membres du CAEM (premier trimestre de 1993).

Dans ce rapport, on mettra l'accent sur les aspects liés aux échanges commerciaux, à la coopération industrielle et aux projets mixtes d'investissement, à la lumière des données quantitatives et qualitatives

recueillies au cours des phases antérieures des projets mis en oeuvre dans ce domaine.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On consultera périodiquement, à l'échelon officiel, le programme de la CNUCED sur le commerce entre pays possédant des systèmes économiques et sociaux différents, la Commission économique pour l'Europe (CEE) pour ce qui est du commerce est/ouest, ainsi que le Secrétariat du CAEM.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les gouvernements des pays membres intéressés, ainsi que les associations de producteurs et d'exportateurs, les chambres de commerce et les organismes de développement pertinents.

Ces institutions seront contactées par le biais des mécanismes ordinaires de distribution de documents de la CEPALC.

Elément de programme 5.7: Analyse et appui aux processus d'intégration et de coopération régionale

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document sur l'évolution des processus d'intégration en Amérique latine et les Caraïbes, accompagné de propositions visant à résoudre les principaux problèmes existants (quatrième trimestre de 1992).

ii) Un document contenant des propositions sur la possibilité de convergence des accords bilatéraux et sous-régionaux en faveur d'un multilatéralisme croissant dans la région (troisième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

Assistance technique aux Secrétariats des organismes sous-régionaux d'intégration ainsi qu'aux pays d'Amérique latine qui en feront la demande, et notamment aux pays relativement moins avancés. On prévoit la réalisation de deux missions (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté, par l'échange de données d'information et le biais de consultations techniques, en collaboration avec

le Secrétariat de certains organismes d'intégration tels que l'ALADI, le Marché commun d'Amérique centrale (MCAC), le Groupe andin, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le SELA, ainsi qu'avec les bureaux de la CEPALC, à l'échelon sous-régional et dans plusieurs pays.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de la formulation et de l'application des politiques d'intégration et de coopération régionales, ainsi que les entités spécialisées dans ce domaine. Ces études seront également envoyées aux associations et aux chambres de chefs d'entreprise, aux centres d'enseignement universitaire et à divers instituts nationaux ou régionaux de recherche.

Les utilisateurs seront contactés moyennant l'envoi des publications et leur participation à des réunions spécialisées et à des stages de formation (cours de l'ILPES, de l'INTAL et autres similaires).

Elément de programme 5.8: Coopération et services consultatifs à certains pays de la région dans des domaines spécifiques

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document sur la coopération industrielle, et notamment sur les possibilités de complémentarité dans des branches productives nécessitant l'incorporation de techniques de pointe et de vastes débouchés (troisième trimestre de 1992).

ii) Un document sur les domaines et les modalités de coopération possibles en matière de production et de commercialisation intra-régionale des services entre les pays latino-américains (quatrième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

Réalisation de deux missions d'assistance technique à des organismes de coopération et à des institutions gouvernementales des pays de la région qui en feront la demande (1992-1993).

Les activités prévues au titre de cet élément de programme dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté conjointement avec certains organismes de coopération tels que le SELA, l'Association des industriels de

l'Amérique latine (AILA), l'Institut latino-américain du fer et de l'acier (ILAFA) et l'ALIDE. On effectuera également, des consultations officielles auprès des organismes pertinents de coopération régionale ou sous-régionale selon le domaine spécifique à traiter.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les gouvernements des pays latino-américains et des Caraïbes ainsi que les secrétariats des organismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération; ces documents seront également envoyés aux associations et aux chambres de chefs d'entreprise, aux centres d'enseignement universitaire et aux instituts de recherche.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant l'envoi des publications et leur participation à des séminaires, réunions et stages de formation.

Elément de programme 5.9: Les relations de l'Amérique latine et des Caraïbes avec les régions et les pays en développement

1. Produit

Publications techniques

Un document sur la coopération économique entre les pays en développement de l'Amérique latine et ceux de l'Afrique et de l'Asie, accompagné de propositions visant à consolider les relations économiques entre ces régions (deuxième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté conjointement avec les commissions économiques des Nations Unies pour l'Afrique et pour l'Asie. On effectuera également des consultations périodiques, à l'échelon officiel, auprès de la CNUCED et des bureaux sous-régionaux de la CEPALC.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les gouvernements des pays de la région, et ceux des pays en développement de l'Afrique et de l'Asie; les chambres de commerce; les associations de producteurs et d'exportateurs, ainsi que d'autres organismes publics et privés liés à la coopération économique.

Ils seront contactés moyennant l'envoi des publications et la participation à des réunions techniques. Le rapport servira de document d'appui lors des réunions effectuées entre représentants des trois régions.

Elément de programme 5.10: Financement du développement

1. Produit

Publications techniques

Deux documents où seront proposées des politiques visant à améliorer l'efficacité des institutions financières et d'épargne en matière de génération et d'affectation des ressources financières intérieures (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

Dans ces documents, on étudiera les politiques macro-économiques susceptibles de garantir un fonctionnement stable des systèmes financiers nationaux.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront exécutées, pour la plupart, dans le cadre du programme commun CEPALC/CNUCED, et en rapport étroit avec les bureaux de la CEPALC à l'échelon sous-régional et dans plusieurs pays ainsi qu'avec les organisations internationales pertinentes.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les organismes gouvernementaux responsables de l'élaboration et de l'exécution des politiques macro-économiques ainsi que les organisations régionales et internationales pertinentes.

Ils seront contactés moyennant les mécanismes ordinaires de distribution des documents et par leur participation aux réunions spécialisées et aux activités d'assistance technique.

Elément de programme 5.11: Intégration financière régionale

1. Produit

Publications techniques

Un document sur les stratégies propres à favoriser l'insertion des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes sur le marché financier international (quatrième trimestre de 1992).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront exécutées, pour la plupart, dans le cadre du programme commun CEPALC/CNUCED, et en rapport étroit avec les bureaux de la CEPALC à l'échelon sous-régional et dans plusieurs pays ainsi qu'avec les organisations internationales pertinentes.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les organismes gouvernementaux responsables de l'élaboration et de l'exécution des politiques macro-économiques ainsi que les organisations régionales et internationales pertinentes. Ils seront contactés moyennant les mécanismes ordinaires de distribution des documents et leur participation aux réunions spécialisées et aux activités d'assistance technique.

SOUS-PROGRAMME 6: RESSOURCES NATURELLES ET QUESTIONS D'ENERGIE

Présentation

Dans le cadre du sous-programme des ressources naturelles et des questions d'énergie, on prévoit la réalisation d'activités dans le domaine des ressources minérales, des ressources en eau et des ressources de la mer, ainsi que dans le domaine de l'énergie. Ces activités sont exécutées par la Division des ressources naturelles et de l'énergie.

RESSOURCES NATURELLES

Les ressources naturelles jouent un rôle stratégique dans la région, tant à cause de leur valeur économique que de l'importance sociale qu'elles représentent pour le développement humain. Cette importance, ainsi que la nécessité urgente de préserver les ressources et de ne pas porter préjudice à l'environnement exigent, de la part des pays de la région, une connaissance plus approfondie de la potentialité des ressources disponibles et l'application de processus de gestion plus efficaces en vue d'une mise en valeur rationnelle.

Pour la période biennale 1992-1993, les éléments de programme concernant les ressources minérales, en eau et de la mer ont essentiellement pour but de fournir des données d'information à l'échelon régional et d'aider les gouvernements, d'une part, à améliorer les systèmes de gestion en vue de la mise en valeur des ressources et, d'autre part, à formuler les plans et les politiques pertinentes. Ces activités viseront également à favoriser les initiatives publiques et privées en matière de co-opération entre pays dans certains domaines prioritaires.

Sur un plan plus spécifique, on encouragera la formation en matière de gestion des ressources naturelles; on réalisera des études et des projections sur l'offre et la demande des différentes ressources et on collaborera avec plusieurs organismes et centres de recherche de la région qui mènent des activités dans les domaines respectifs. Les résultats de ces travaux devraient contribuer à résoudre ou à mitiger les problèmes existant en Amérique latine et dans les Caraïbes en matière de prospection, de mise en valeur, de transformation, de préservation et de commercialisation des ressources naturelles.

En ce qui concerne les ressources minérales, il s'agira essentiellement d'étudier les possibilités d'élargir le marché régional des produits miniers et métallurgiques. Dans le domaine des ressources en eau, on mettra l'accent sur les études et les mesures visant à améliorer la capacité de gestion des systèmes construits et à favoriser le développement à l'échelon des bassins hydrographiques nationaux. Et finalement, en ce qui concerne les ressources de la mer, on accordera une importance particulière à l'étude des politiques océaniques, tout en favorisant leur intégration plus effective aux stratégies nationales de développement.

Dans le cadre de ces activités, on encouragera la coopération horizontale et on établira des rapports de collaboration permanente avec les entités nationales, régionales et internationales ainsi qu'avec les divisions pertinentes de la CEPALC.

QUESTIONS D'ENERGIE

Les activités menées par la CEPALC dans le domaine de l'énergie ont essentiellement pour but de fournir aux Etats membres une assistance en matière d'études de planification et de politique énergétique. Cet objectif étant très vaste, il faut nécessairement se limiter à certains aspects intéressant particulièrement les pays de la région.

C'est pourquoi, dans les activités prévues en matière d'énergie au cours de la période biennale 1992-1993, on mettra l'accent sur les aspects liés à la demande énergétique, dans le contexte de la formulation et de l'exécution des politiques énergétiques. D'une façon plus spécifique, on étudiera les questions de pronostic de la demande énergétique et des modalités de développement du marché des produits énergétiques, y compris les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

Les travaux prévus dans ces domaines seront exécutés en étroite collaboration avec les institutions concernées par les questions énergétiques dans la région, et notamment avec l'OLADE.

Elément de programme 6.1: Intégration verticale du secteur minier

1. Produit

Publications techniques

a) Document sur la nécessité et la faisabilité de créer l'Institut latino-américain de recherche technologique pour le secteur minier-metallurgique (deuxième trimestre de 1992).

b) Document visant à déterminer de nouvelles possibilités d'investissement mixte, moyennant l'étude des lacunes existantes dans la structure de production du secteur minier-métallurgique de la région (quatrième trimestre de 1992).

c) Document sur les possibilités d'appliquer des techniques intégrées à la production minière et metallurgique des petites et moyennes entreprises du secteur (deuxième trimestre de 1993).

d) Documents sur les nouvelles exigences en matière de facteurs de production miniers et métallurgiques de la part du secteur industriel de la région (quatrième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les travaux sont exécutés moyennant des consultations périodiques et officielles auprès de la Division commune CEPALC/ONUUDI de l'industrie et de la technologie de la CEPALC, du groupe de travail spécial d'appui au secteur minier-métallurgique de l'Amérique latine et des Caraïbes composé par l'ALADI, l'Association latino-américaine d'industries de biens d'équipement (ALABIC), l'organisation chargée de la vente de machines et d'équipement (LATINEQUIP) et le Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC), ainsi qu'auprès de l'Organisme latino-américain de l'industrie minière (OLAMI).

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les organismes gouvernementaux du secteur minier-métallurgique des pays de la région, les institutions nationales de coordination et le secrétariat général de l'OLAMI.

Ces institutions seront contactées moyennant la distribution des documents et la participation aux réunions régionales d'experts sur les questions spécifiques convoquées par l'OLAMI.

Les publications en question pourront servir de document de référence aux fins des négociations intergouvernementales, interinstitutions et interentreprises, ainsi que pour la formulation des politiques et des plans de développement dans le domaine minier-métallurgique. Elles serviront également de document d'information pour les gouvernements, les membres de l'OLAMI et d'autres entreprises minières et industrielles, ainsi qu'aux institutions de recherche et de formation en Amérique latine et les Caraïbes.

Elément de programme 6.2: Développement et mise en valeur rationnelle des ressources en eau en Amérique latine et dans les Caraïbes

1. Produit

Publications techniques

a) Un document sur l'élaboration d'une stratégie en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action de Mar del Plata en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les années 90 (résolution 1989/7 du Conseil économique et social) (troisième trimestre de 1992).

b) Un document sur la mise au point d'une stratégie visant à contrôler la qualité de l'eau dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (quatrième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront exécutées en consultation avec le Département des affaires économiques et sociales (DAESI), le Groupe intersecrétariat pour les ressources en eau du Comité administratif de coordination (CAC) et d'autres organisations internationales et régionales au sein et hors du système des Nations Unies.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les organismes gouvernementaux de planification menant des activités dans des domaines spécifiques de ressources en eau, ainsi que les institutions nationales s'occupant de ces ressources.

Les documents respectifs pourront servir de référence aux délibérations intergouvernementales et interinstitutions, ainsi qu'en vue de la formulation de programmes et de politiques à l'échelon national et du sous-secteur des ressources en eau.

Les utilisateurs seront contactés moyennant les mécanismes ordinaires de distribution de documents de la CEPALC.

Elément de programme 6.3: Coopération horizontale dans le domaine des ressources en eau

1. Produit

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Préparation des documents et organisation d'une réunion d'experts sur l'incidence éventuelle des changements climatiques sur l'utilisation des ressources en eau en Amérique latine et dans les Caraïbes (deuxième trimestre de 1993).

b) Publications techniques

Document sur une stratégie de coopération horizontale aux fins de la prévention contre les répercussions éventuelles des changements climatiques sur l'utilisation des ressources en eau (quatrième trimestre de 1992).

c) Activités intermédiaires

Promotion d'un réseau en vue de l'organisation de cours régionaux à l'intention du personnel responsable de la gestion des réseaux hydriques complexes (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront élaborées et exécutées en consultation avec les institutions des Nations Unies qui mettent en oeuvre à l'échelon régional, des programmes de formation en matière de ressources en eau, tels que l'Unesco, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et la Banque mondiale.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les institutions nationales responsables de la gestion des ressources en eau. Ils seront contactés moyennant la distribution des documents et leur participation aux réunions, cours et activités pertinentes.

Élément de programme 6.4: Appui à la formulation de politiques nationales dans le domaine de la mer

1. Produit

Publications techniques

a) Document contenant une proposition de normes législatives et institutionnelles en vue de la mise en valeur des ressources de la mer dans le cas d'un pays de l'Amérique centrale ou des Caraïbes à désigner (quatrième trimestre de 1992).

b) Etude technique, à l'intention du Groupe latino-américain de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins, sur le fonds de compensation pour les pays producteurs terrestres, ainsi que dans le domaine du transfert de la technologie et de la protection de l'environnement, dans le cadre du projet de code minier pour la Zone internationale des fonds marins (quatrième trimestre de 1993).

c) Un manuel sur la valorisation économique des ressources côtières (quatrième trimestre de 1992).

L'activité prévue au paragraphe c) dépendra de la disponibilité des fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On consultera de façon permanente le Bureau des affaires océaniques et du droit de la mer du Secrétariat des Nations Unies; le Centre d'activités sur les mers régionales du PNUE; le Bureau régional de l'Unesco de la science et de la technique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Unesco/ROSTLAC); l'Association de la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (IOCARIBE) de la Commission océanographique intergouvernementale (COI); la FAO; la

Présidence du Groupe latino-américain de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et certains organismes intergouvernementaux tels que la Commission permanente du Pacifique sud (CPPS) et autres institutions des différentes sous-régions.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les organismes nationaux de planification, les instances de coordination des activités menées en matière de ressources de la mer existant dans les pays de la région, les ministères des relations extérieures, ainsi que les universités et les instituts de recherche et de développement des ressources océaniques.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et leur participation aux réunions et séminaires régionaux et sous-régionaux.

Ces activités ont pour but de fournir aux gouvernements l'information nécessaire pour qu'ils étudient leur situation en matière d'utilisation des ressources de la mer, d'échanger des données d'expérience avec d'autres pays de la région en mettant au point des modalités de coopération technique, et d'améliorer l'accès à l'assistance internationale disponible, en renforçant les possibilités de coopération régionale et le potentiel de négociation à l'échelon international.

Élément de programme 6.5: Pronostic de la demande énergétique

1. Produit

Publications techniques

Document sur les modalités de développement du marché énergétique mondial et son importance dans les exercices de pronostic de la demande énergétique en Amérique latine et dans les Caraïbes (quatrième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Dans le cadre de cet élément de programme, on effectuera des consultations périodiques auprès de l'OLADE, de la Division des statistiques et des projections de la CEPALC, ainsi que du Département des affaires économiques et sociales internationales (DAESI) des Nations Unies.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les gouvernements des Etats membres, et notamment les entités liées à la formulation des programmes et des politiques énergétiques.

Ils seront contactés moyennant les mécanismes ordinaires de distribution des documents de la CEPALC.

SOUS-PROGRAMME 7: ENVIRONNEMENT ET ETABLISSEMENTS HUMAINS

Présentation

Dans le cadre du sous-programme de l'environnement et des établissements, on prévoit la réalisation d'activités dans les deux domaines thématiques, qui sont exécutées, respectivement, par le Groupe commun CEPALC/PNUE du développement et de l'environnement et par le Groupe commun CEPALC/Centre des Nations Unies pour les établissements humains.

ENVIRONNEMENT

L'aggravation des problèmes touchant les ressources naturelles et la détérioration de la qualité de vie dans les centres urbains sont, sans aucun doute, à l'origine de la prise de conscience croissante, de la part des communautés nationales, quant aux problèmes environnementaux. Cette prise de conscience des problèmes environnementaux acquiert un caractère de plus en plus politique et stratégique, dans la mesure où les divers agents sociaux exercent une pression sur les autorités pour qu'elles apportent des solutions concrètes à ces problèmes. Au delà du contexte local et national, la question de l'environnement appelle également des mesures de la part de la communauté internationale et est devenu un thème obligé des débats menés au sein des différentes instances de l'Organisation des Nations Unies, et de son organisme supérieur, l'Assemblée générale.

Les gouvernements de la région ont cherché à apporter une solution et à parer aux problèmes environnementaux les plus urgents; à cet effet, ils ont mis sur pied des mécanismes institutionnels, ils ont élaboré des plans et des programmes à l'échelon national, régional, sectoriel et local et ils ont affecté des ressources à des projets destinés de façon spécifique aux problèmes du milieu. Des progrès ont également été accomplis dans l'utilisation de certains instruments de gestion de l'environnement visant à prévenir, atténuer et corriger les dommages écologiques. Ces progrès ne sont néanmoins pas homogènes dans les différents pays; dans nombre de cas, ils se heurtent à d'innombrables difficultés, en particulier aux contraintes budgétaires, la pénurie des professionnels expérimentés en matière de gestion de l'environnement et l'état précaire des connaissances et des données d'information dans de nombreux domaines.

Les activités en matière d'environnement ont donc essentiellement pour but d'appuyer les gouvernements dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en pratique les objectifs environnementaux définis dans les plans et les programmes de développement. L'appui accordé sur le plan de la conception et de l'exécution des programmes et des politiques en matière d'environnement sera donc orienté vers divers niveaux, à savoir national, régional, sectoriel et local, afin de répondre à la diversité des situations nationales.

C'est pourquoi on accordera une importance particulière, dans les activités prévues pour la période biennale 1992-1993, à la prise en considération des facteurs environnementaux dans les politiques de

développement municipal et agricole, ainsi qu'à l'examen du rapport existant entre la gestion de l'environnement et les politiques économiques.

On prévoit l'élaboration de documents et d'autres activités dont l'exécution dépendra de l'obtention de fonds extra-budgétaires de la part du PNUE ou d'autres organisations et pays donateurs. On se chargera également de la coordination, du suivi et de l'évaluation des projets ayant reçu le financement nécessaire. On prévoit également la réalisation d'activités de formation et de promotion de la coopération horizontale, ainsi que des services d'assistance technique aux différents pays, conformément aux dispositions prévues en ce sens dans les différents projets.

ETABLISSEMENTS HUMAINS

Le but principal du sous-programme des établissements humains a essentiellement pour objet de collaborer avec les pays de la région dans les efforts qu'ils déploient pour améliorer de façon substantielle les conditions de logement et des établissements humains.

Sur un plan plus spécifique, il s'agira d'aider les autorités locales dans toutes les questions liées au fonctionnement, l'administration et le développement des centres urbains; à l'établissement de modèles de distribution spatiale de la population qui répondent aux contextes physique, social et économique des pays; à l'emploi et à l'utilisation de l'épargne dans le domaine du logement et de la construction de l'infrastructure liée aux établissements, et à la divulgation des connaissances en matière d'application de techniques appropriées aux réalités de la région en matière de construction et d'amélioration du logement, de l'infrastructure et des services, notamment dans les établissements précaires.

A cet égard, les activités prévues pour la période biennale 1992-1993 sont regroupés en quatre éléments de programme. Le premier comporte un examen des conditions et des tendances en matière d'établissements humains dans la région. Son objectif principal est de recueillir, analyser et diffuser l'information pertinente sur les conditions des établissements et de projeter les tendances susceptibles de contribuer à la formulation de politiques et de mesures sectorielles ainsi que de développement national. L'information une fois traitée servira également de base pour le reste des activités du sous-programme ainsi que pour l'élaboration d'autres examens régionaux réalisés par la CEPALC.

Un deuxième élément vise à étudier les processus de fonctionnement, d'administration et de développement des centres urbains de la région, et notamment des zones métropolitaines; on y analysera les avantages et les désavantages comparatifs que présentent ce type d'établissements dans la promotion d'un développement économique et social harmonieux et durable. Cet élément a pour but de contribuer à la formulation d'un ensemble de propositions visant à planifier et à administrer les zones urbaines dans le cadre d'un système équilibré d'occupation du territoire et de développement des activités économiques.

Un troisième élément de programme est destiné à la formation de ressources humaines et à la mise au point de programmes d'appui destinés aux autorités locales des différents pays en tant qu'agents principaux du développement local en ce qui concerne l'administration et le financement des municipalités.

Un dernier élément de programme est consacré au processus de sélection technologique en vue de la construction et de l'amélioration du logement, de l'infrastructure et des services dans les différents pays de la région, afin de fournir aux techniciens et aux responsables de la prise de décisions dans le domaine des établissements humains des instruments susceptibles de faciliter la conception de programmes de logement et de services qui répondent à la réalité existant dans leurs pays.

Élément de programme 7.1: Prise en considération des facteurs environnementaux dans les politiques de développement municipal

1. Produit

a) Publications techniques

Un document sur les stratégies environnementales aux fins de la gestion municipale (quatrième trimestre de 1992).

b) Activités opérationnelles

On prévoit l'exécution de projets régionaux dans différents pays, à l'aide d'un financement du PNUE, pour poursuivre ainsi les activités amorcées en commun avec cet organisme. Les activités opérationnelles inclueront:

i) l'étude des exigences institutionnelles à l'échelon municipal pour répondre aux stratégies de gestion de l'environnement, et la formulation de propositions tenant compte des différents systèmes municipaux.

ii) propositions visant à la mise en oeuvre de systèmes d'information de l'environnement en vue de la gestion municipale.

iii) réalisation d'études de cas illustrant la mise en oeuvre desdites propositions.

iv) réalisation de réunions-ateliers à l'échelon national afin de divulguer et d'examiner des études de cas.

v) séminaire régional pour autorités municipales, sur la base des documents élaborés dans le cadre des projets.

Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme seront exécutées en étroite collaboration avec le PNUE et avec le bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUE (ORPALC/PNUE). On travaillera également en contact avec d'autres organisations internationales et régionales telles que la Banque mondiale et la BID.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des différents pays de la région, en particulier ceux dont les fonctions sont liées à l'environnement et à la planification à l'échelon municipal, ainsi qu'aux organismes sectoriels et aux entreprises spécialisées en matière d'activités et de services urbains.

Les documents seront également envoyés aux universités, centres de recherche et autres institutions universitaires ainsi qu'aux organisations non gouvernementales concernées par les problèmes de l'environnement.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution de documents, la réalisation de missions d'assistance technique, et la participation aux rencontres d'experts et aux stages de formation exécutés dans le cadre des activités opérationnelles.

Elément de programme 7.2: Prise en considération des facteurs environnementaux dans les politiques de développement agricole

1. Produit

a) Publications techniques

Un document sur la stratégie environnementale en vue de la conception et de la mise en oeuvre de politiques de développement agricole (quatrième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

On prévoit l'exécution de projets régionaux dans plusieurs pays, qui seraient financés par les organismes et les pays donateurs qui collaborent traditionnellement avec la CEPALC en matière d'environnement. Les activités opérationnelles comprendront:

i) l'élaboration d'études sur les politiques scientifiques et techniques propres à favoriser un développement agricole durable.

ii) l'élaboration d'études contenant des propositions visant à faire un usage efficace des systèmes d'information géographique existant en matière de planification environnementale de l'utilisation de l'espace agricole.

iii) l'élaboration d'études contenant des propositions visant à fournir l'information complémentaire nécessaire au processus de planification de l'environnement de l'espace agricole.

iv) l'assistance technique aux pays de la région en vue de l'application des propositions élaborées dans le cadre des projets prévus dans les documents en question.

v) un séminaire régional afin d'examiner et de divulguer les résultats des projets.

Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités prévues au titre de cet élément de programme seront exécutées en étroite collaboration avec la Division commune CEPALC/FAO de l'agriculture et avec la Division des ressources naturelles et de l'énergie de la CEPALC. En dehors de la Commission, on établira des contacts permanents avec le PNUE et avec l'ORPALC/PNUE, ainsi qu'avec le bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes et avec d'autres organisations internationales et régionales comme la Banque mondiale et la BID. De même, on contactera des centres de recherche agricole.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier ceux dont les fonctions sont liées aux problèmes de l'environnement et à la formulation et l'exécution de politiques de développement agricole. Les documents seront également envoyés aux universités, aux centres de recherche et autres institutions universitaires.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents, la réalisation de missions d'assistance technique et la participation aux rencontres d'experts et aux stages de formation prévus dans le cadre des activités opérationnelles.

Elément de programme 7.3: Prise en considération des facteurs environnementaux dans les politiques économiques

1. Produit

a) Publications techniques

Document sur le développement et l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes, en vue de la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement convoquée par les Nations Unies en 1992 (premier trimestre de 1992). Le contenu de ce document sera déterminé par le degré de collaboration sollicitée à la CEPALC dans les travaux préparatoires de cette conférence.

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunions d'experts de la région afin d'examiner les résultats émanés de la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement (quatrième trimestre de 1993).

c) Activités intermédiaires

i) Divulcation de l'information sur les activités et les publications du Groupe commun CEPALC/PNUE du développement et de l'environnement (1992-1993).

ii) Coordination et promotion d'activités en commun avec d'autres organismes et bureaux du système des Nations Unies, comme le PNUE et l'ORPALC/PNUE. On établira des contacts avec des universités, des centres de recherche et d'autres institutions universitaires ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales concernées par la question de l'environnement (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté en étroite collaboration avec le PNUE et l'ORPALC/PNUE, ainsi qu'avec les divisions organiques de la CEPALC. On établira également des contacts avec d'autres organisations internationales et régionales concernées par les problèmes du développement et de l'environnement.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux d'organismes responsables de l'environnement et de la planification dans les pays de la région.

Ils seront contactés moyennant la distribution des documents et la participation à des réunions, séminaires et d'autres activités prévues.

Elément de programme 7.4: Les conditions et les tendances des établissements humains dans la région

1. Produit

Publications techniques

Un document sur l'évolution des conditions de logement et des établissements humains dans la région, accompagnée de projections des tendances prévues pour les années à venir (quatrième trimestre de 1993).

L'exécution de cet élément de programme dépendra partiellement de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté en étroite collaboration avec le CELADE, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et avec les commissions régionales des Nations Unies.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les entités nationales de planification, les institutions sectorielles liées au logement et aux établissements humains, ainsi que les organismes nationaux de statistique des pays de la région. On s'adressera également aux institutions universitaires et de recherche compétentes dans ce domaine.

Ils seront contactés moyennant la diffusion des documents techniques et la participation à des réunions intergouvernementales et à des stages de formation.

Elément de programme 7.5: Gestion et institutions métropolitaines

1. Produit

a) Publications techniques

Deux études sur l'évolution et sur les conditions en matière de gestion des zones métropolitaines dans la région, ainsi que sur le processus d'urbanisation dans le cadre des stratégies de développement économique et social des pays (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

L'exécution de cet élément de programme dépendra partiellement de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté en collaboration avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) et l'UNU. On consultera également de façon périodique le projet Mega-cities de l'Université de New York.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les entités nationales de planification, les organismes sectoriels consacrés aux établissements humains et à l'environnement, ainsi que les autorités municipales des centres urbains de la région. Les publications seront également envoyées aux institutions universitaires et de recherche s'intéressant à cette question.

Ces institutions seront contactées moyennant la distribution des documents et la participation à des réunions intergouvernementales et à des stages de formation.

Elément de programme 7.6: Formation en matière de gestion et de finances municipales

1. Produit

Activités opérationnelles

On prévoit de mener à bien la deuxième phase d'un programme de formation en matière de gestion et de finances municipales afin que les autorités locales de la région soient mieux à même de faire face aux demandes en matière d'infrastructure, de services, d'activités économiques et de développement social dans les zones urbaines (1992-1993).

L'exécution de cet élément de programme dépendra entièrement de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté conjointement avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT), la Banque Mondiale et le Centre latino-américain pour la formation et le développement des autorités locales (IULA/CELCADEL).

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités municipales, les organismes sectoriels liés aux domaines du logement et des établissements humains ainsi que les entités nationales de planification.

Ces institutions seront contactées par le biais des programmes de formation.

Élément de programme 7.7: Développement et technique du logement, de l'infrastructure et des services

1. Produit

Publications techniques

Un document sur la sélection des techniques appropriées à la construction, l'amélioration et l'entretien du logement, de l'infrastructure et des services dans les pays de la région (troisième trimestre de 1993).

Dans ce document, on mettra l'accent sur la sélection d'options technologiques qui répondent aux besoins des secteurs les plus défavorisés de la population et qui favorisent l'emploi et l'activité économique.

L'exécution de cet élément de programme dépendra partiellement de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté conjointement avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT).

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les organismes sectoriels liés aux domaines du logement et des établissements humains, les autorités municipales, les institutions universitaires et les organisations non gouvernementales s'occupant de la construction et de l'entretien du logement et des établissements humains.

Ils seront contactés moyennant la distribution des documents et la participation aux réunions intergouvernementales et aux stages de formation.

SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION

Présentation

Au cours de ces dernières années, on a pu observer, dans la plupart des pays de la région, un progrès marqué en matière de recueil de données et d'élaboration d'estimations démographiques de base. Néanmoins, un nombre important de pays continue de nécessiter une assistance dans ce domaine, étant donné la diversité des situations nationales existantes. Les progrès ont été beaucoup moins prononcés quant à l'identification des corrélations existantes entre la dynamique de la population et le développement social, culturel et économique, tout en reconnaissant que la dynamique démographique a souvent des effets négatifs sur les résultats des politiques de développement et contribue également à la détérioration des écosystèmes. Bien que l'on s'accorde à reconnaître la nécessité d'intégrer les variables démographiques aux plans et politiques de développement, rares sont les pays qui mettent en oeuvre des politiques démographiques à l'échelon national.

La réalisation des objectifs de développement soutenu exigera un effort concerté de la part des différentes instances institutionnelles à l'échelon national et local. La plupart des institutions nationales faisant appel aux données démographiques ne s'intéressent pas à la question de la population en tant que telle car leurs activités étant de type multidisciplinaire, leur domaine de compétence couvre plusieurs secteurs. C'est pourquoi les exigences en matière d'information démographique vont des analyses de population proprement dites à certains domaines afférents comme, par exemple, les politiques de bien-être familial et de santé de la mère et de l'enfant. Cette même information est utilisée, de façon secondaire, dans d'autres domaines; tel est le cas de la planification en matière d'éducation ou de logement ou de la programmation des investissements et des études de marché. C'est pourquoi la disponibilité de l'information démographique et la capacité de l'utiliser varient considérablement entre les différents pays de la région ainsi qu'au sein même de ces derniers.

On a observé, au cours de ces dernières années, une tendance marquée à la décentralisation de l'administration publique et, partant, de la planification; il faudra donc réorganiser les activités démographiques de façon à ce qu'elles répondent aux besoins croissants de la planification régionale et locale. Cette tendance à la décentralisation administrative, ainsi qu'une prise de conscience croissante quant à l'incidence des facteurs démographiques sur les politiques de développement, se traduiront par de nouvelles exigences en matière de formation de personnel national aux différents stades de l'administration dans le domaine démographique, tant du point de vue global que dans certains aspects spécifiques. C'est pourquoi il importe d'accroître l'effet multiplicateur des activités de formation, notamment à l'échelon régional, et de chercher de nouvelles modalités permettant de répondre à la demande intérieure croissante des pays de la région.

On souligne également le rôle qu'est appelée à jouer la coopération technique dans la recherche de solutions aux problèmes et aux besoins en matière de population face à la tendance à la stagnation ou au

ralentissement de la croissance du produit par habitant, et ce qu'elle implique en termes de détérioration des conditions de vie dans les pays de la région.

Au cours de la période biennale 1992-1993, le Centre latino-américain de démographie (CELADE), institution qui fait partie du système de la CEPALC et est responsable de l'exécution de ce sous-programme, consacrera ses efforts à huit éléments de programme profondément interdépendants.

Ces activités ont essentiellement pour but de prêter aux pays des services consultatifs dans des domaines tels que: la connaissance actualisée de la dynamique démographique et ses facteurs déterminants et conséquences, notamment pour des groupes spécifiques de la population; la prise en considération des variables démographiques dans les politiques publiques; l'utilisation des données démographiques dans des domaines présentant un intérêt particulier pour le développement, en particulier la planification régionale et locale; le renforcement de la capacité des institutions nationales pour utiliser les données et les séries démographiques dans un contexte multidisciplinaire, facilitant le flux d'information et l'accès à la technologie respective; la formation d'un personnel national susceptible de réaliser des études démographiques et d'incorporer les facteurs démographiques aux programmes et aux politiques de développement, et l'appui aux activités de formation menées à l'échelon national en matière de population.

Dans l'exécution de ce sous-programme, on travaillera en étroite collaboration et en commun avec plusieurs divisions organiques de la CEPALC ainsi qu'avec l'ILPES et le Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES). On coopérera également avec d'autres instances et programmes des Nations Unies: le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies, le PNUD, la Division de la population des Nations Unies, le Bureau des statistiques des Nations Unies, le Réseau d'information démographique des Nations Unies (POPIN), ainsi que certaines institutions spécialisées telles que la FAO, l'Unesco, le FISE, et le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM).

Elément de programme 8.1: Etude de la situation démographique et données démographiques en vue de la planification

1. Produit

a) Publications techniques

i) Quatre numéros de la publication semestrielle Boletín Demográfico (deuxième et quatrième trimestres de 1992 et de 1993).

ii) Quatre publications sur les estimations et les projections démographiques élaborées conjointement avec des institutions nationales à designer (troisième et quatrième trimestres de 1992 et de 1993).

b) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs à huit pays de la région qui en feront la demande dans l'analyse des recensements démographiques de 1990 et dans l'utilisation des données obtenues dans le cadre de l'objectif prévu dans cet élément (1992-1993).

ii) Assistance technique à six pays de la région qui en feront la demande pour élaborer les estimations et les projections démographiques de l'ensemble des pays et de certains secteurs spécifiques sur la base de la nouvelle information obtenue (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en coordination avec les divisions du développement économique, du développement social et des statistique et des projections de la CEPALC, ainsi qu'avec l'ILPES. Certaines activités seront réalisées en collaboration avec la Division de la population des Nations Unies qui adopte officiellement les projections élaborées par le CELADE. On établira des contacts avec les bureaux des statistiques des Nations Unies, le FISE, l'Unesco, l'OPS, le PREALC et le CIM.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les bureaux nationaux des statistiques, les ministères de la santé, de l'éducation et du logement, les bureaux nationaux chargés de la planification sociale et économique, les municipalités et les systèmes de sécurité sociale. Les publications seront également envoyées aux universités et aux centres d'enseignement universitaire ainsi qu'à d'autres entités publiques et privées liées aux domaines en question.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la publication et la distribution des rapports et des publications périodiques, par le biais de missions d'assistance technique, l'organisation de réunions, de séminaires et d'ateliers, l'échange de correspondance, la formation en cours d'emploi des fonctionnaires nationaux et l'utilisation de listes actualisées de destinataires.

Elément de programme 8.2: Correlation entre la population et la santé

1. Produit

a) Publications techniques

i) Deux documents sur les nouveaux procédés de mesure de la mortalité de la mère et de l'enfant (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

ii) Deux documents sur le rapport existant entre les variables démographiques et la santé (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs à quatre pays de la région qui en feront la demande dans la réalisation d'études sur la population et la santé, ainsi que pour la mise au point ou l'adaptation de procédures visant à évaluer sur le terrain certains programmes déterminés en termes de mortalité de la mère et de l'enfant (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en coordination avec les divisions organiques de la CEPALC, et en particulier avec la Division du développement social. On coopérera également avec l'OPS et le FISE, ainsi qu'avec d'autres organisations du système des Nations Unies telles que l'Unesco et le PREALC.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les ministères de la santé et d'autres d'entités publiques et privées compétentes en matière de santé, ainsi que les bureaux nationaux chargés de la planification économique et sociale. Ces documents seront également envoyés aux universités, aux centres d'enseignement et de recherche, ainsi qu'à toutes les autres entités intéressées par ces questions.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la diffusion des documents et des rapports, le contact avec les institutions pertinentes par le biais de missions d'assistance technique, l'organisation d'ateliers et de réunions, l'échange de correspondance, la formation en cours d'emploi de fonctionnaires nationaux ainsi que l'utilisation de listes actualisées de destinataires.

Elément de programme 8.3: Programmes instrumentaux visant à l'application des connaissances et des techniques démographiques en matière de planification socio-économique

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document sur les déterminants de la distribution spatiale de la population, à la lumière de leur incidence sur le développement national, régional et sectoriel (deuxième trimestre de 1992).

ii) Un document sur le processus d'urbanisation, à la lumière de ses incidences sur la dynamique démographique et sur certains aspects tels que les soins de santé et l'environnement (troisième trimestre de 1993).

iii) Un document sur les changements intervenus dans la pyramide d'âge de la population et leurs répercussions sur l'emploi et la sécurité sociale (troisième trimestre de 1992).

iv) Deux rapports d'ordre technique et méthodologique sur l'application des données démographiques devant être intégrées aux différentes politiques sectorielles en matière socio-économique et pour formuler des recommandations quant à l'évaluation de projets dans le domaine socio-démographique (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs aux pays de la région qui en feront la demande dans l'étude des problèmes liés aux phénomènes socio-démographiques, ainsi que pour l'élaboration de techniques et de procédures spécifiques visant à résoudre ces problèmes. On prévoit la réalisation de quatre missions d'assistance (1992-1993).

ii) Services consultatifs aux pays de la région qui en feront la demande pour mettre au point et appliquer un processus d'évaluations de projets portant sur d'éventuelles modifications dans le domaine socio-démographique avant, pendant et après leur mise en oeuvre. On prévoit la réalisation de deux missions (1992-1993).

iii) Réunions avec des autorités et des fonctionnaires gouvernementaux, ainsi qu'avec des dirigeants d'institutions représentatives à l'échelon national, des états et municipal afin d'effectuer un examen approfondi de la dynamique démographique en tant que variable endogène et pertinente dans l'étude des processus socio-économiques et leur planification (1992-1993).

iv) Formation en cours d'emploi de fonctionnaires gouvernementaux participant au traitement de l'information et à l'élaboration de solutions aux problèmes socio-démographiques (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en collaboration avec d'autres services de la CEPALC (en particulier avec les divisions du développement économique, du développement social, des statistiques et des projections, et des groupes communs CEPALC/PNUE du développement et de l'environnement et CEPALC/Centre des Nations Unies pour les établissements humains) ainsi qu'avec d'autres institutions des Nations Unies telles que le PREALC, l'Unesco, l'OPS et la FAO. On travaillera également en collaboration avec la Division de la population des Nations Unies. Le cas échéant, on contactera les commissions économiques régionales des Nations Unies dans d'autres parties du monde.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les organismes publics des pays latino-américains et des Caraïbes responsables de la planification, de l'exécution et de la gestion des plans, des politiques et des programmes prévus dans le cadre des différents plans d'action (à l'échelle nationale, régionale et locale). On mettra l'accent sur les rapports avec des entités de type sectoriel, notamment celles qui s'occupent de la planification spatiale et de la prestation de services sociaux.

Les utilisateurs seront contactés par le biais de missions d'assistance technique dans les différents pays et lors de réunions techniques de travail tenues au siège de CELADE ou dans les organisations nationales. D'autres mécanismes de communication seront la diffusion des publications, l'échange de données d'information et la fourniture d'éléments techniques.

Le produit devrait être utilisé tant à l'échelle du processus de formulation des politiques publiques que sur le plan de l'exécution et l'évaluation de ces dernières.

Élément de programme 8.4: Politiques et mesures concernant les tendances de la croissance et la distribution spatiale de la population et des groupes prioritaires

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document sur les variables démographiques permettant d'étudier le rôle de la femme dans la société et la famille. On y envisagera des aspects tels que, d'une part, la modernisation et le marché du travail et, d'autre part, les courbes de fécondité et leur rapport avec le bien-être de la femme. Ce document contiendra également des propositions en matière de

programmes et de mesures dans certains pays choisis de la région (quatrième trimestre de 1992).

ii) Un document sur les politiques et les mesures en matière de planification de la famille. On y examinera différents types d'organisation en ce qui concerne la prestation de services, ainsi que certaines expériences menées dans certains pays de la région, et on en tirera les conclusions pertinentes à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques (quatrième trimestre de 1992).

iii) Un document sur les répercussions des situations d'extrême pauvreté sur la population de certains pays de la région. Ce document contiendra des méthodologies et des propositions de programmes susceptibles de porter remède à ces situations moyennant l'exécution de projets productifs (quatrième trimestre de 1993).

iv) Un document sur la situation et les besoins du troisième âge dans certains pays de la région. Cette étude sera basée sur l'expérience d'autres pays développés et en développement et contiendra des options de politiques propres à répondre aux besoins détectés (troisième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

i) Mise au point de systèmes d'information en vue de la gestion des programmes de planification familiale et de santé de la mère et de l'enfant dans les pays de la région qui en feront la demande (1992-1993).

ii) Services consultatifs aux pays de la région qui en feront la demande en vue de la réalisation d'un examen global des phénomènes socio-démographiques; on s'attachera à mettre au point des techniques permettant d'appliquer les connaissances et les expériences acquises à des situations concrètes, dans le but d'agir sur la dynamique démographique et de contribuer à combler des déficiences des groupes prioritaires. On prévoit la réalisation de trois missions (1992-1993).

iii) Services consultatifs aux pays de la région qui en feront la demande pour élaborer et appliquer les évaluations de projets visant à étudier d'éventuelles modifications dans le domaine socio-démographique avant, pendant et après leur mise en oeuvre. On prévoit la réalisation de deux missions (1992-1993).

iv) Réunions avec des autorités et des fonctionnaires gouvernementaux ainsi qu'avec des dirigeants d'institutions représentatives à l'échelle nationale, des états et municipale afin d'analyser les aspects liés à la possibilité de modifier les tendances démographiques, dans la mesure où ces modifications sont considérées pertinentes pour le développement économique et social, et encourager l'adoption de mesures en faveur des groupes visés dans les publications i) à iv) (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en collaboration avec les divisions du développement social, du développement économique, et des statistiques et des projections de la CEPALC ainsi qu'avec des organisations internationales et régionales telles que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Unesco, le FISE, et l'OPS. On établira également des contacts avec d'autres institutions des Nations Unies s'occupant des questions liées à la femme, à la santé de la mère et de l'enfant et à la pauvreté.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs des activités prévues seront les organismes nationaux de planification et les ministères pertinents ainsi que les entités sous-nationales (régionales et locales) chargées de l'exécution des projets et des politiques. On accordera une importance spéciale aux utilisateurs responsables de l'exécution de programmes de planification et de bien-être de la famille, de santé de la mère et de l'enfant, de promotion de la femme, de l'éradication de la pauvreté et des problèmes du troisième âge.

Les utilisateurs seront contactés moyennant des missions d'assistance technique, des réunions avec les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux ainsi qu'avec les dirigeants des institutions pertinentes. Ils seront également contactés par la divulgation de documents et divers procédés techniques.

Le produit devra servir d'élément de référence dans la définition et l'évaluation des politiques publiques.

Elément de programme 8.5: Base de données et techniques favorisant la disponibilité et l'utilisation des données quantitatives en matière de population

1. Produit

a) Publications techniques

Deux documents sur des logiciels (software) en matière de population et leur application aux problèmes de développement (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

Prestation de services de formation et consultatifs aux pays membres qui en feront la demande en ce qui concerne:

i) La mise au point, l'adaptation ou le perfectionnement des logiciels susceptibles de faciliter l'utilisation des données démographiques dans les pays; on prévoit l'exécution de deux activités (1992-1993).

ii) Mise au point d'applications de logiciels à des problèmes spécifiques liés aux domaines de la population dans les pays de la région, notamment l'application de systèmes d'information géographiques (GIS), selon le cas; on prévoit l'exécution de deux activités (1992-1993).

iii) Création de bases de données multidisciplinaires recueillant les informations obtenues lors des recensements démographiques de 1990 ou d'autres données démographiques aux fins de leur utilisation dans le système REDATAM-plus de recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur; traitement de données censitaires et enquêtes. On prévoit la réalisation de cinq missions (1992-1993).

iv) Utilisation du micro-ordinateur ou de la technologie des logiciels pour intégrer les données démographiques à la planification nationale, sous-nationale et sectorielle, ainsi qu'à l'exécution de projets et toute autre activité dans ce domaine; on prévoit la réalisation de cinq missions (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Dans le système de la CEPALC, les activités seront exécutées en collaboration avec les divisions des statistiques et des projections, du développement social, des transports et des communications, et des ressources naturelles et de l'énergie ainsi qu'avec les groupes communs CEPALC/PNUE du développement et de l'environnement et CEPALC/Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Centre de calcul électronique et l'ILPES. On collaborera également avec la Division de la population et le Bureau des statistiques des Nations Unies et avec les commissions régionales des Nations Unies, en particulier avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA), avec des institutions spécialisées comme la FAO et des organisations régionales comme l'OPS, l'OEA et la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les organismes de planification, les ministères sectoriels, les entités gouvernementales à l'échelon régional et municipal, les bureaux nationaux de statistiques, les universités et les centres universitaires de recherche, et toutes les institutions publiques et privées liées aux questions envisagées.

Les utilisateurs seront contactés moyennant des missions d'assistance technique, des stages de formation, le courrier électronique, l'échange de correspondance et la diffusion des publications et du logiciel.

Elément de programme 8.6: Echange de données d'information en matière de population et renforcement des capacités nationales au moyen de la base de données CELADE/DOCPAL et des réseaux connexes

1. Produit

a) Publications techniques

DOCPAL-Resúmenes sobre población en América Latina (deuxième et quatrième trimestres de 1992 et de 1993).

b) Services d'information publique

Recherches bibliographiques et services de remise de documents et de microfiches à la demande des intéressés (500 à 800 services par an).

c) Activités opérationnelles

Formation et assistance technique à des centres de recherche gouvernementaux, universitaires et privés en ce qui concerne l'utilisation des réseaux, la technologie et l'échange de données d'information; on prévoit la réalisation de quatre missions (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront exécutées en collaboration avec plusieurs divisions de la CEPALC, avec le CLADES et l'ILPES, ainsi qu'avec des organisations internationales ayant un siège à Santiago, comme le PREALC et le CIM. On collaborera également avec d'autres institutions comme la Bibliothèque régionale de médecine et des sciences de la santé (BIREME) au Brésil, reliée à l'OMS et, en particulier en ce qui concerne les réseaux d'information, avec le Programme latino-américain d'activités en matière de population (PROLAP) et le Système d'information démographique (POPIN).

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les institutions gouvernementales, les centres de recherche universitaires et privés et les organisations internationales.

On contactera les utilisateurs moyennant la publication et la diffusion des documents et de l'information, le courrier électronique, les missions d'assistance technique et les activités de formation.

Élément de programme 8.7: Formation de ressources humaines en matière de population et de développement

1. Produit

a) Activités opérationnelles

i) Deux cours post-universitaires sur la dynamique de la population, et les programmes et les politiques de développement, d'une durée de dix mois, pour des groupes de 25 professionnels environ par cours (1992-1993).

ii) Deux cours intensifs à l'échelon sous-régional, pour les pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes, d'une durée de deux à quatre mois, pour des groupes d'environ 20 professionnels par cours (1992-1993).

c) Quatre cours intensifs à l'échelon national, d'une durée de trois à quatre mois, pour des groupes de 20 à 30 fonctionnaires nationaux par cours (1992-1993).

d) Trois réunions, à l'échelon national et régional, de mise à jour des connaissances, à l'intention des fonctionnaires qui participent aux activités menées dans le domaine du développement et de la population, d'une durée de deux à trois semaines (1992-1993).

e) Un atelier sur les études démographiques à l'intention de professeurs universitaires, d'une durée d'une semaine environ (1992-1993).

f) Assistance technique aux universités des Etats membres en vue de la programmation et de l'application de cours sur des études démographiques, et notamment pour l'élaboration du matériel de formation et l'organisation de réunions avec des représentants des universités nationales (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en collaboration avec les divisions du développement économique, du développement social et des statistiques et des projections de la CEPALC, ainsi qu'avec l'ILPES. On collaborera également avec d'autres organismes et services des Nations Unies à Santiago, comme le PREALC, et avec les bureaux régionaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Unesco et du FIASE. On fera également appel à la collaboration d'autres organisations des Nations Unies, en fonction des questions concrètes abordées dans le cadre des activités.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Selon l'activité spécifique, les principaux utilisateurs seront les professionnels intermédiaires dotés d'un titre universitaire et qui travaillent dans des ministères ou d'autres organismes chargés de la planification du développement, ou dans des disciplines liées à la démographie; les fonctionnaires nationaux participant aux activités de développement; des universités nationales et des professeurs universitaires.

Les utilisateurs seront contactés par le biais des institutions nationales pertinentes et des universités, les missions d'assistance technique exécutées dans le cadre d'autres éléments de programme, la diffusion de brochures, et en fonction de listes actualisées de destinataires et par l'échange de correspondance.

Elément de programme 8.8: Formation de groupes dans certains domaines déterminés

1. Produit

Activités opérationnelles

a) Deux ateliers sur l'utilisation des facteurs démographiques dans des domaines spécifiques liés au développement, d'une durée de trois à quatre semaines, en collaboration avec certaines institutions internationales spécialisées. Les activités inclueront l'élaboration d'un document sur le programme et le matériel utilisé dans le cadre de ce cours (1992-1993).

b) Deux séminaires nationaux, d'une durée de trois jours, pour examiner certaines questions liées à la population et au développement, avec des autorités et des fonctionnaires gouvernementaux et des dirigeants d'institutions représentatives intervenant dans le processus de prise de décisions (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront, dans une large mesure, de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en collaboration avec d'autres services de la CEPALC, et notamment avec les divisions du développement économique, du développement social et des statistiques et des projections ainsi qu'avec l'ILPES. Selon le cas, les ateliers seront organisés en collaboration avec des institutions internationales spécialisées telles que le FISE, la FAO, l'Unesco, l'OMS, l'OIT et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT).

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs des ateliers seront les professionnels des pays membres qui utilisent l'information démographique aux fins de la planification sectorielle et régionale. Etant donné qu'il s'agit d'utilisateurs partiels de l'information démographique, ils recevront une formation spécifique dans leur domaine de compétence particulier. Les utilisateurs des séminaires mentionnés au point b) seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux ainsi que les dirigeants d'institutions représentatives intervenant dans le processus de prise de décisions.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la diffusion d'informations sur ce type de formation aux principales institutions nationales, les contacts avec les institutions pertinentes par le biais de missions d'assistance technique réalisées dans le cadre d'autres éléments de programme, l'utilisation de listes actualisées de destinataires et l'échange de correspondance.

SOUS-PROGRAMME 9: DEVELOPPEMENT SOCIAL

Présentation

Ce sous-programme a été élaboré à la lumière de la grave crise qui continue de frapper l'Amérique latine et les Caraïbes et dont les effets se feront certainement encore sentir au cours de la première partie de la décennie 1990. On y abordera les principaux aspects sociaux de cette crise et on proposera des stratégies, des politiques et des programmes susceptibles de venir à bout des facteurs structurels qui sont à la base de cette situation.

Du point de vue méthodologique, le sous-programme est composé de quatre éléments. Les trois premiers, interdépendants, sont consacrés aux styles de développement et au changement social. Le quatrième concerne l'intégration de la femme au développement.

Dans le premier élément, "Dynamique de la structure sociale et changements dans les situations de pauvreté", on s'attachera essentiellement à identifier les changements intervenus dans les conditions de vie de différents groupes sociaux urbains et ruraux à la suite de la crise et de l'application des politiques d'ajustement. En effet, une connaissance adéquate de ces changements est fondamentale pour élaborer et mettre en oeuvre des politiques et des programmes sociaux pertinents en faveur de ces groupes.

Le deuxième élément, "Styles de développement", sera basé sur l'élaboration de stratégies globales de développement social susceptibles de contribuer à l'émergence de sociétés plus équitables. On y accordera une importance particulière aux études concernant la dimension humaine du développement et à certaines questions telles que l'amélioration de la capacité technique de la main-d'oeuvre, la création d'emplois productifs et l'amélioration de la qualité de la vie des groupes les plus démunis. On étudiera également l'incidence de la crise sur le rapport développement/démocratie dans différents pays de la région.

Le troisième élément, "Groupes sociaux stratégiques: principaux problèmes et politiques à suivre en vue de leur solution", restera consacré à l'élaboration de politiques et de programmes sociaux destinés à certains groupes appartenant aux secteurs populaires, tels que les paysans, les groupes urbains marginaux, les jeunes et les vieillards; on y examinera certaines expériences positives menées à l'échelon national en vue de leur divulgation dans le reste de la région.

L'élément intitulé "Intégration de la femme au développement en Amérique latine et dans les Caraïbes" comprendra, en premier lieu, des activités susceptibles d'améliorer la situation de la femme, tant du point de vue socio-économique que de sa participation sur le plan politique, culturel et social. Ces activités consisteront essentiellement en des missions d'assistance technique aux différents pays, l'organisation et l'appui à des réunions à l'échelon gouvernemental et d'experts, la réalisation d'études et de travaux de recherche permettant de mieux connaître la situation de la

femme et l'élaboration d'une méthodologie susceptible de favoriser des progrès dans ce domaine.

Dans l'exécution des activités prévues dans l'ensemble du sous-programme, on mettra l'accent sur les aspects suivants: a) un rapport étroit entre les différents éléments dont le dénominateur commun sera le souci de venir à bout de la crise; b) la formulation de propositions afin de garantir que les études contribuent toujours à la recherche de solutions; c) un rapport de plus en plus étroit avec les autres sous-programmes de la CEPALC afin de contribuer à la mise au point d'approches et de stratégies intégrées; d) la volonté d'améliorer les sources des statistiques dans le domaine social et de les utiliser, sur une grande échelle, dans les études entreprises.

Elément de programme 9.1: Dynamique de la structure sociale et changements dans les situations de pauvreté

1. Produit

Publications techniques

a) Un document sur les changements dans la structure sociale à l'échelon régional (troisième trimestre de 1992).

b) Un document sur l'importance et la composition interne des secteurs formel et informel de la population active dans différents cas nationaux (troisième trimestre de 1992).

c) Un document sur les différents types de situations de pauvreté et leur importance relative dans certains pays (troisième trimestre de 1993).

d) Un document sur l'évolution des principales variables sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes (deuxième trimestre de 1993).

L'élaboration de ce dernier document dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme seront exécutées en étroite collaboration avec la Division des statistiques et des projections de la CEPALC et avec le CELADE. Les études sur la population active seront exécutées en collaboration avec le PREALC et celles concernant la pauvreté, avec les projets pertinents du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de l'élaboration et de l'exécution des politiques sociales dans les pays de la région. Les documents seront également envoyés aux instituts d'enseignement universitaire et aux centres de recherche concernés par les questions de développement et de politique sociale. Ils seront contactés moyennant la distribution des publications et la présentation de ces questions abordées lors de réunions d'experts gouvernementaux et non gouvernementaux.

Elément de programme 9.2: Styles de développement

1. Produit

a) Publications techniques

i) Deux documents sur le développement des ressources humaines dans la région, à la lumière des exigences imposées par l'augmentation de la population active et la transformation de la production (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

ii) Deux documents sur l'incidence de la crise sur le rapport développement/démocratie dans différents cas nationaux (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunion d'experts sur la crise, le développement et la démocratie (deuxième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les documents sur le développement des ressources humaines seront élaborés en collaboration avec la Division commune CEPALC/ONUDI de l'industrie et de la technologie, et les études sur le développement et la démocratie, en collaboration avec la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO).

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région. Les documents seront également envoyés aux instituts d'enseignement universitaire et aux centres de recherche concernés par les questions de développement et la politique sociale. Ils seront contactés moyennant la distribution des publications et la présentation de ces questions lors de réunions d'experts gouvernementaux et non gouvernementaux.

Élément de programme 9.4: Intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes

1. Produit

a) Publications techniques

i) Six études sur certains aspects prioritaires de la participation sociale et économique de la femme (trois pendant le troisième trimestre de 1992 et trois autres pendant le troisième trimestre de 1993).

ii) Document sur la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes à l'horizon 2000, destiné à être publié comme livre (quatrième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions intergouvernementales et d'experts

i) Réunions du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (1992-1993).

ii) Cinquième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (1992).

iii) Réunion régionale préparatoire en vue de la Conférence mondiale sur l'intégration de la femme au développement économique et social (1993).

iv) Réunion d'experts pour examiner le document a) ii) (troisième trimestre de 1993).

c) Activités opérationnelles

Services d'assistance technique aux pays qui en feront la demande pour renforcer les activités des organismes gouvernementaux et les assister dans l'élaboration de politiques dans le domaine de la femme destinées à des groupes spécifiques. Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

d) Activités intermédiaires

Suivi des activités de fond de la CEPALC, pour recueillir l'information pertinente dans les différents domaines de compétence ou intervenir les facteurs liés à l'intégration de la femme au développement (1992-1993).

Elément de programme 9.3: Groupes sociaux stratégiques: principaux problèmes et politiques à suivre en vue de leur solution

1. Produit

a) Publications techniques

1) Deux documents sur certains problèmes sociaux spécifiques de certains groupes de la population et sur les politiques à suivre pour les résoudre (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

11) Deux documents de comparaison et d'évaluation de différents types de programmes d'urgence et de compensation sociale dans différents cas nationaux (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunion d'experts sur la politique sociale, le développement et la crise (quatrième trimestre de 1992).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les études prévues au titre de cet élément seront exécutées en étroite collaboration avec le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat des Nations Unies, ainsi qu'avec l'Unesco, l'OPS et le FISE.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de l'exécution des politiques sociales dans les pays de la région. Les documents seront également envoyés aux instituts d'enseignement universitaire et aux centres de recherche concernés par les questions de développement et de politique sociale. Ils seront contactés moyennant la distribution des publications pertinentes et la présentation de ces questions lors de réunions d'experts gouvernementaux et non gouvernementaux.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On s'efforcera de renforcer la collaboration avec d'autres divisions de la CEPALC et on travaillera en contact avec d'autres organisations du système des Nations Unies, et en particulier avec la Division de la promotion de la femme (DAW) du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et le PNUD.

On renforcera également la coordination avec les activités menées par d'autres commissions régionales dans le cadre de projets spécifiques.

On continuera également de collaborer avec des organisations non gouvernementales, des centres d'enseignement universitaire et de recherche.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier ceux qui travaillent dans les bureaux nationaux pertinents, ainsi que d'autres organisations publiques. Les documents seront également envoyés aux centres d'enseignement universitaire et aux instituts de recherche.

Les utilisateurs seront contactés moyennant les réunions techniques, les activités d'assistance technique, les séminaires, les conférences et la distribution des publications.

SOUS-PROGRAMME 10: SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

Présentation

Le Groupe commun CEPALC/Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales constitue, en Amérique latine et dans les Caraïbes, le centre nerveux des activités du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales. Il a pour but de fournir aux gouvernements les données de référence nécessaires en vue de l'adoption de politiques et de mesures propres à tirer le meilleur parti possible de la contribution des sociétés transnationales au développement des pays hôtes de la région, tout en renforçant le pouvoir de négociation des pays face à ces sociétés. C'est pourquoi ce Groupe doit réaliser des études sur les répercussions économiques, sociales et institutionnelles des sociétés transnationales sur le processus de développement.

Le programme de travail du Groupe commun CEPALC/Centre sur les sociétés transnationales doit donc obéir aux directives des gouvernements membres de la CEPALC ainsi qu'aux principes directeurs établis par la Commission des sociétés transnationales. Ces directives et principes directeurs émanent des sessions des deux commissions.

Les sociétés transnationales jouent un rôle très important dans la structure de production des économies de la région; ce rôle s'est vu renforcé par les profondes transformations intervenues dans les pays à la suite de graves crises intérieures et d'un contexte international défavorable. En outre, dans leur processus de développement, les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ne peuvent ignorer les exigences en matière d'innovation technologique, d'augmentation de la productivité et de la compétitivité internationale existant déjà à l'échelon mondial.

A cet égard, les sociétés transnationales sont appelées à jouer un rôle-clé dans la solution des problèmes régionaux au cours de la prochaine décennie. Elles peuvent fournir l'information technique nécessaire à la fabrication de produits dérivés des matières premières produites dans les pays; elles peuvent se transformer en une source de savoir-faire et de nouvelles techniques de production de biens et de services; elles peuvent ouvrir d'importants débouchés à ces industries, à l'échelon local et international, et, finalement, elles peuvent fournir les ressources financières nécessaires ainsi que des modèles sophistiqués d'organisation et d'administration.

Dans les activités prévues au titre de ce sous-programme pour la période 1992-1993, on étudiera, à titre prioritaire, le rôle que les sociétés transnationales sont appelées à jouer dans le processus de transformation et de modernisation des structures productives et techniques des pays de la région. On analysera également les politiques et les expériences nationales en matière de traitement des investissements étrangers, le développement de petites et moyennes industries dont les activités sont liées à la demande des biens et des services produits par les grandes sociétés, ainsi que la mise au point de services d'information et l'assistance technique aux gouvernements de la région.

De plus, et bien qu'il soit difficile de prévoir l'évolution future en ce qui concerne le code de conduite des sociétés transnationales, le Centre pourrait solliciter une éventuelle diffusion de ce code. Le cas échéant, il faudrait fournir l'assistance technique pertinente aux gouvernements qui en feront la demande.

Dans le cadre du premier élément de programme, on étudiera de façon détaillée la contribution des sociétés transnationales à la transformation de la production, à la modernisation technologique et à la compétitivité internationale. L'étude de leur localisation sectorielle, de leurs effets réels ou potentiels et des facteurs qui expliquent leur comportement permettra de faire ressortir les éléments susceptibles de servir de référence dans la formulation des politiques pertinentes.

Le deuxième élément a pour but de renforcer le potentiel national dans les processus de négociation avec les sociétés transnationales. On mettra notamment l'accent sur les activités visant à effectuer un traitement périodique et systématique de l'information concernant la technologie et les investissements étrangers sur la base des sources d'information nationales.

Dans le cadre du troisième élément, on poursuivra les travaux menés dans différents pays de la région, en collaboration avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales dans le cadre du programme EMPRETEC. Ce programme vise au développement de petites et moyennes industries créées en fonction de la demande des sociétés transnationales.

Elément de programme 10.1: Les sociétés transnationales et la transformation de la production.

1. Produit

Publications techniques

a) Deux études de cas, sélectionnées par pays ou par secteur d'activité, visant à étudier la contribution des sociétés transnationales productrices de biens ou de services à la transformation et à la modernisation des structures productives et technologiques, dans le cadre des politiques nationales (quatrième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

b) Un document contenant une analyse comparative des conclusions émanées des études de cas par pays ou par secteur mentionnées au point a) et des études réalisées au cours de la période biennale précédente (quatrième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme constitue le volet régional du sous-programme et des projets respectifs du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales. A l'échelon régional, on collaborera avec le Conseil de

l'Accord de Carthagène (JUNAC) et avec le Système économique latino-américain (SELA). On effectuera également des consultations régulières et officielles, auprès de plusieurs organisations internationales en matière d'expériences régionales dans ce domaine.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités et fonctionnaires gouvernementaux responsables de la formulation et de l'exécution des politiques globales ou sectorielles, des institutions telles que les banques centrales ou de développement ainsi que les entreprises publiques. Les publications seront également envoyées aux organismes régionaux ou sous-régionaux d'intégration ou de coordination de politiques, ainsi qu'aux centres d'enseignement universitaire et de recherche et à toutes les organisations de chefs d'entreprise, de travailleurs et de type technico-professionnel concernées par cette question.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et la participation à des séminaires et à des tables rondes à l'échelon régional ou sous-régional.

Ces documents pourront servir de référence aux gouvernements des Etats membres dans l'élaboration de politiques propres à tirer le meilleur parti possible de la contribution des sociétés transnationales à la transformation et à la modernisation de la production.

Elément de programme 10.2: Services d'information et consultatifs

1. Produit

a) Publications techniques

Deux documents visant à systématiser l'information en matière de statistique et de législation concernant la technologie et les investissements étrangers, sur la base de sources nationales (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunion d'experts pour examiner le processus d'homogénéisation statistique à l'échelle régionale, de l'information en matière de technologie et d'investissements étrangers (quatrième trimestre de 1992).

La réalisation de cette réunion dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

c) Activités intermédiaires

Contribution directe aux services de coopération technique et de formation du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales. Contribution sous forme d'information au système du Centre et mise sur pied d'un réseau régional d'information (1992-1993). On prévoit la réalisation de stages de formation à l'intention de fonctionnaires gouvernementaux à l'échelon sous-régional.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme constitue le volet régional des sous-programmes correspondants du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales en matière de services d'information et de coopération technique.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les gouvernements des pays membres, ainsi que les organisations internationales, intergouvernementales et multilatérales concernées par l'investissement étranger et l'activité des sociétés transnationales dans la région. Les publications seront également envoyées aux centres d'enseignement universitaire et de recherche ainsi qu'à toutes les organisations de chefs d'entreprise, de travailleurs et de type technico-professionnel concernées par cette question.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents, la participation à des réunions d'ordre technique et la réalisation d'activités d'assistance technique.

Élément de programme 10.3: Développement de petites et moyennes entreprises gravitant autour des sociétés transnationales

1. Produit

Activités intermédiaires

Collaboration dans le cadre de l'exécution du Programme EMPRETEC du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales dans différents pays de la région (1992-1993).

Il s'agira de trouver des chefs d'entreprise potentiels auxquels on fournira l'assistance technique et financière nécessaire pour créer de petites et moyennes industries, dans le cadre d'une infrastructure interinstitutions au sein de laquelle seraient représentés les gouvernements, les chefs d'entreprise et des organisations multilatérales. L'exécution du Programme EMPRETEC à l'échelon régional devrait être décentralisée avant la période biennale 1992-1993 et confiée au Groupe commun CEPALC/Centre sur les sociétés transnationales.

L'exécution de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme constitue le volet régional du Programme EMPRETEC dirigé par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales à New York. Ce programme sera exécuté en collaboration avec le PNUD, des organisations gouvernementales d'aide au développement et certains organismes d'intégration.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Cet élément de programme a pour objet d'appuyer les efforts de création de petites et moyennes industries à l'échelon public et privé.

Les utilisateurs seront les secteurs public et privés des pays de la région participant au Programme EMPRETEC qui élaboreront et exécuteront les activités prévues en collaboration avec les organisations multilatérales participant à ce programme.

Ils seront contactés par des voies non conventionnelles, par contact direct et par la co-participation aux activités de promotion de l'esprit d'entreprise.

SOUS-PROGRAMME 11: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUESPrésentation

Ce sous-programme comprend les activités menées dans le domaine des statistiques et des projections économiques par la Division des statistiques et des projections.

STATISTIQUES

La crise de la décennie 1980 a accentué certains problèmes structurels de longue date et a engendré de nouvelles difficultés. Dans le même temps, l'évolution de l'économie mondiale exige que soit révisée l'insertion de la région sur le plan international. Dans ce contexte, on a observé une demande croissante de statistiques opportunes et fiables, laquelle présente un caractère d'autant plus urgent que les politiques visant à surmonter la crise doivent être appliquées dans des délais très brefs. D'autre part, la capacité opérationnelle du secteur public des pays de la région a été considérablement amoindrie, ce qui répercute sur les budgets des entités chargées des statistiques à l'échelon national. Dans ces circonstances, il a fallu redoubler d'efforts pour utiliser le plus rationnellement possible les faibles ressources dont on dispose.

Le programme a pour but d'élargir le cadre de la coopération régionale et de divulguer des techniques nouvelles susceptibles de répondre à la demande croissante et variée d'information. C'est pourquoi on y met un accent particulier sur le transfert de systèmes informatisés généralisés aux pays afin que ces derniers puissent améliorer de façon substantielle l'opportunité et la fiabilité des statistiques qu'ils établissent. Dans le même temps, on se propose de favoriser l'application de nouvelles classifications internationales mieux adaptées aux besoins intérieurs et qui permettraient la réalisation d'études de l'évolution de l'économie internationale.

Le programme de travail pour la période biennale 1992-1993 se compose de deux groupes d'éléments de programme. Le premier, composé des éléments de programme 11.1 à 11.3, concerne le schéma régional d'information statistique et prévoit des activités visant à élargir et à perfectionner les banques de données sur les statistiques économiques et sociales de l'Amérique latine et des Caraïbes, à réaliser des estimations des indicateurs régionaux et à appuyer les études et les projets de la CEPALC. Les résultats de ce sous-programme permettront un accès plus facile des secteurs public et privé des pays de la région à des données homogènes et permettra la formation d'un cadre de référence propre à l'étude des problèmes communs, tout en offrant de meilleures options en vue de l'élaboration de politiques.

Le deuxième groupe d'activités, composé par les éléments de programme 11.4 à 11.7, traite du développement des statistiques, de l'analyse quantitative et de la coopération régionale. Il s'agit ici de promouvoir, avec la coopération des entités responsables des statistiques dans les pays ainsi que de diverses organisations internationales, l'application de

nouvelles classifications liées au système de comptabilité nationale (SCN), au secteur des statistiques sociales et aux relations économiques internationales.

On propose également d'établir un lien en vue du transfert, de la part des pays développés, de systèmes informatisés généralisés propres à faciliter la confirmation et l'entrée de données, la tabulation et la création de banques de données à accès direct permettant d'améliorer la divulgation des statistiques et la documentation.

PROJECTIONS ECONOMIQUES

Les activités dans ce domaine sont exécutées par le Centre de projections économiques, qui dépend de la Division pertinente, et qui est responsable de certaines activités permanentes de la CEPALC en matière d'évaluation et d'études prospectives à moyen et à long terme du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes. Sa tâche principale consiste à fournir aux gouvernements des services consultatifs dans ses domaines de compétence et dans l'élaboration d'études visant à fournir une base quantitative et qualitative aux débats du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN), aux sessions de la Commission et de son Comité plénier, au Comité de la planification du développement et à d'autres organisations des Nations Unies.

Deux types d'activités seront menées en matière d'études prospectives sur l'Amérique latine et les Caraïbes. En premier lieu, on étudiera de façon systématique les rapports concernant l'avenir de l'économie mondiale élaborés par des organisations des Nations Unies et autres institutions publiques et privées des pays développés; on élaborera des rapports périodiques sur les perspectives en matière de production et de commerce mondial à l'intention des gouvernements et d'autres divisions de la CEPALC. Et en deuxième lieu, on continuera de renforcer les relations entre les institutions techniques régionales s'occupant d'études prospectives; on encouragera l'échange de données d'expériences et on mettra l'accent sur la divulgation des progrès méthodologiques accomplis dans ce domaine.

Elément de programme 11.1: Banques de données sur les statistiques économiques et sociales de l'Amérique latine et des Caraïbes

1. Produit

Cet élément de programme ne conduit à aucun produit final. Les activités consistent à organiser et à mettre au point des banques de données dans différents domaines thématiques qui formeront par la suite une banque intégrée susceptible d'être utilisée par des méthodes et des systèmes informatisés généralisés tant sur de grands ordinateurs que sur des micro-ordinateurs. Les progrès en matière de couverture thématique et géographique des données recueillies seront organisés de telle façon à ce que

les utilisateurs puissent y avoir un accès direct (en ligne). Il faudra donc encourager les pays à adopter les nouvelles classifications statistiques internationales, telles que la Classification type pour le commerce international (CTCI) Rév. 3, la Classification internationale type par industrie (CITI) Rév. 3, le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SA) et le nouveau Système de comptabilité nationale (SCN), quatrième version.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront exécutées avec la collaboration du Bureau de statistique des Nations Unies, des commissions économiques régionales des Nations Unies et des secrétariats des organismes régionaux d'intégration. Au sein du système de la CEPALC, on collaborera avec les divisions du développement économique, du commerce international et du développement, et du développement social ainsi qu'avec les bureaux sous-régionaux de la Commission.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les divisions organiques de la CEPALC et ses bureaux sous-régionaux, les institutions des Etats membres et les organisations internationales, ainsi que les centres d'enseignement universitaire, les instituts de recherche et diverses organisations du secteur privé.

Les utilisateurs pourront avoir accès à l'information de façon directe, grâce aux banques de données en ligne ou moyennant des logiciels ou des imprimés. L'utilisation de données en ligne et la fourniture de données par des moyens informatisés permettront d'élaborer des publications techniques et des rapports spécialisés. Le degré d'utilisation sera mesuré par le nombre et la complexité des demandes et par la quantité d'utilisateurs reliés habituellement aux banques de données en ligne.

Elément de programme 11.2: Statistiques et indicateurs régionaux

1. Produit

Publications techniques

a) Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

b) Cuadernos Estadísticos de la CEPAL, sur des thèmes à désigner (troisième trimestre de 1992 et troisième et quatrième trimestres de 1993).

c) Synthèse statistique du développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

Les statistiques et les indicateurs régionaux seront présentés par pays et de façon globale. Ils concerneront essentiellement les domaines suivants: comptabilité nationale; commerce extérieur; statistiques financières internationales; recensements de la série 1990, et enquêtes sur les ménages.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme seront exécutées en collaboration avec le Bureau de statistique des Nations Unies (UNSO), les commissions économiques régionales, les organismes régionaux d'intégration, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la BID, la Communauté économique européenne (CEE) et d'autres sous-programmes de la CEPALC.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les institutions gouvernementales des Etats membres, les instituts de recherche et les analystes spécialisés, ainsi que certaines organisations internationales ayant besoin de statistiques comparables des pays de la région et de statistiques régionales pouvant être comparées avec d'autres régions du monde. D'autres utilisateurs seront les experts du PNUD responsables de l'élaboration des rapports officiels et des projets d'assistance technique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents, qui sera systématisée sur la base de listes de destinataires par pays et par institution conformément à une évaluation rétrospective de la demande d'information. Les documents seront également disponibles par la vente des publications.

Elément de programme 11.3: Appui statistique aux études et aux projets de la CEPALC

1. Produit

Produit intermédiaire. L'une des activités consistera à préparer le contenu statistique des publications annuelles suivantes: Estudio Económico de América Latina y el Caribe et Balance preliminar de la economía latinoamericana (1992-1993). On fournira également l'information statistique requise dans le cadre de certains projets dans lesquels la CEPALC intervient en tant qu'organisme associé d'exécution ainsi que pour l'élaboration d'autres rapports du Secrétariat.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées essentiellement en collaboration avec les divisions du développement économique, du commerce international et du développement, et du développement social ainsi qu'avec les projets d'autres divisions de la CEPALC.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les divisions organiques de la CEPALC. Elles seront contactées par la fourniture d'imprimés normalisés et l'élaboration, si elles en font la demande, d'indicateurs spécifiques; elles auront également accès aux banques de données en ligne. L'utilisation prévue des produits intermédiaires sera l'élaboration de documents et de rapports.

Élément de programme 11.4: Statistiques sociales

1. Produit

Publications techniques

a) Quatre études sur des estimations en matière de répartition du revenu, de situations de pauvreté, d'emploi, de population active et d'autres indicateurs sociaux (troisième et quatrième trimestres de 1992, et troisième et quatrième trimestres de 1993). Ces activités dépendront en partie de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Un document sur l'étude des résultats des recensements de la série 1990 (deuxième trimestre de 1993).

c) Deux documents sur les données et les analyses quantitatives de l'évolution sociale dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993). Ces documents serviront de base, avec certaines études de la Division du développement social, au Rapport social que la CEPALC se propose d'élaborer. Cette activité dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme sont liées aux activités menées par l'UNSO dans le cadre du programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages (NHSCP), ainsi qu'à celles du PREALC, de l'OIT, du FISE et du PNUD. Au sein de la CEPALC, on travaillera en collaboration avec les divisions du développement économique et du développement social.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de la formulation et de l'exécution de politiques économiques et sociales dans les pays de la région. Les publications techniques seront également envoyées aux instituts de recherche, aux centres d'enseignement universitaire et aux spécialistes.

Les documents seront distribués à titre gratuit moyennant des listes d'utilisateurs et par le biais des mécanismes de vente de publications.

Elément de programme 11.5: Comptabilité nationale et indicateurs du développement économique

1. Produit

Publications techniques

a) Deux documents sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouveau système de comptabilité nationale (SCN) en Amérique latine (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

b) Deux documents sur les indicateurs du commerce extérieur selon la CTCI Rév. 2 et Rév. 3, sur la base de l'information disponible dans les pays (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

c) Un document sur les indicateurs de la dette extérieure et du financement extérieur (deuxième trimestre de 1992).

d) Un document sur l'évolution de la structure industrielle dans les pays de la région selon la CITI Rév. 2 et Rév. 3, sur la base de l'information disponible dans les pays (deuxième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en collaboration avec le Bureau de statistique des Nations Unies (UNSO), la CNUCED, le Bureau de statistique des Communautés européennes (EUROSTAT), la Banque mondiale, le FMI et les organismes sous-régionaux d'intégration. Sur le plan intérieur, on collaborera avec la Division du développement économique et avec la Division commune CEPALC/ONUUDI de l'industrie et de la technologie.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables des activités pertinentes, les experts des Nations Unies, les organismes sous-régionaux d'intégration et les instituts de recherche, les

centres d'enseignement universitaire et les spécialistes. Les publications seront distribuées en fonction de listes d'utilisateurs. Les documents ont pour but d'améliorer les systèmes nationaux de statistique et de contribuer à l'élaboration d'études et de rapports.

Elément de programme 11.6: Coopération technique avec les Etats membres et avec les organismes régionaux de statistique

1. Produit

a) Prestation de services d'appui à des réunions intergouvernementales et d'experts

i) Réunion des Directeurs de statistique des Amériques. Réunion biennale, prévue pour le troisième trimestre de 1993.

ii) Deux réunions du Comité permanent de coordination de la Conférence interaméricaine de statistique (COM/CIE). Ces réunions devraient avoir lieu au cours du premier trimestre de 1992 et de 1993, respectivement.

b) Activités opérationnelles

Prestation de services consultatifs (16 missions environ) aux Etats membres qui en feront la demande sur les questions suivantes:

i) enquêtes sur les ménages (1992-1993);

ii) organisation de statistiques, statistiques économiques et comptabilité nationale (1992-1993);

iii) transfert et adaptation des nouvelles techniques informatisées dans le domaine statistique (1992-1993);

iv) participation en qualité d'organisme associé d'exécution dans des projets nationaux et régionaux financés par des fonds extra-budgétaires (1992-1993).

L'exécution de ces activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en collaboration avec le Programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages de l'UNSO, avec le PNUD, le PREALC, les bureaux régionaux d'institutions spécialisées du système des Nations Unies, l'OEA et certains organismes intergouvernementaux spécialisés. D'autre part, il faudra travailler en étroite coordination dans

ce domaine, non seulement avec ces organismes mais aussi avec les bureaux de statistique des pays de la région, afin d'éviter tout chevauchement.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les bureaux de statistique et les banques centrales des Etats membres de la CEPALC, les organismes régionaux d'intégration, les instituts de recherche et les spécialistes dans les différents domaines. Les utilisateurs seront contactés moyennant la réalisation des missions d'assistance technique et la fourniture d'information. Toutes ces activités ont pour but d'améliorer les systèmes statistiques nationaux.

Elément de programme 11.7: Ateliers, séminaires et cours de formation

1. Produit

Activités opérationnelles

Prestation de services consultatifs (huit missions environ) aux Etats membres qui en feront la demande, selon les deux modalités suivantes:

a) Coopération avec les Etats membres et avec les institutions régionales pour organiser et réaliser des ateliers ou des séminaires concernant certaines techniques statistiques spécialisées, et en particulier l'application des recommandations récemment émanées de la Commission de statistique des Nations Unies en matière de comptabilité nationale et diverses classifications statistiques, ainsi que pour l'organisation, l'édition, la tabulation et l'analyse des résultats de la série de recensements de 1990 (1992-1993).

b) Formation en matière de techniques statistiques spécialisées telles que les nouvelles techniques informatiques; le traitement de l'information censitaire; le traitement des statistiques du secteur de services; l'adoption de la quatrième révision du système de comptabilité nationale (SCN), de la CTCI Rév. 3, de la CITI Rév. 3 et d'autres classifications statistiques. Ces activités seront réalisées en coordination avec l'UNSO et avec d'autres organisations internationales compétentes en la matière. Dans le même temps, on encouragera la coopération horizontale entre les pays de la région (1992-1993).

Les activités de cet élément de programme dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront exécutées en collaboration avec l'UNSO, la CNUCED, l'IILPES, le Centre interaméricain de formation statistique (CIENES), le

Centre d'études monétaires latino-américain (CEMLA) et avec d'autres organisations internationales ayant contribué financièrement à ces activités.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux spécialisés dans les différents domaines en question, les organismes régionaux d'intégration et les instituts de recherche. Les programmes des ateliers, des séminaires et des cours de formation devront tenir compte à la fois des objectifs formulés par les autorités qui en feront la demande ainsi que des exigences établies par les organisations parrainantes. Ces activités ont pour but d'améliorer la capacité technique des pays en matière de statistique ainsi que les systèmes statistiques nationaux.

Elément de programme 11.8: Evaluation et analyse prospective du processus de développement dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes

1. Produit

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Organisation et prestation de services de secrétariat technique à deux réunions du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN), qui devraient avoir lieu annuellement (premier trimestre de 1992 et deuxième trimestre de 1993).

b) Publications techniques

i) Deux rapports à l'intention du CEGAN, concernant divers aspects de l'évolution économique et sociale des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

ii) Deux rapports sur les perspectives de l'économie internationale et de l'économie des pays développés, afin de définir le contexte international de la région et d'en évaluer les éventuelles répercussions pour les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

iii) Un rapport sur certains aspects spécifiques du processus de développement de la région et ses perspectives à moyen et à long terme (quatrième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme seront exécutées en étroite collaboration avec les groupes organiques de la CEPALC; on consultera

régulièrement d'autres organisations des Nations Unies ainsi que des institutions spécialisées et des organismes gouvernementaux de la région.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les gouvernements latino-américains et des Caraïbes, les organisations des Nations Unies et les organismes régionaux. Les rapports serviront de documents de référence pour l'élaboration de stratégies et de politiques visant à favoriser le développement économique et social de la région, lors de réunions intergouvernementales concernant l'adoption de politiques de développement et dans la formulation d'accords de coopération régionale et de plans de développement national.

Les utilisateurs seront contactés moyennant l'envoi des documents aux gouvernements et aux institutions intergouvernementales.

Elément de programme 11.9: Projections économiques: élaboration et conception méthodologiques

1. Produit

a) Publications techniques

Document sur les projections macro-économiques, sectorielles, de l'emploi, et du commerce et du financement extérieurs (troisième trimestre de 1992).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunion d'experts pour examiner certains aspects méthodologiques et fonctionnels des études prospectives, les résultats des projections et la définition de scénarios, ainsi que pour favoriser l'échange de données d'expérience en matière d'évaluation du processus de développement sur la base du document mentionné au point a) (quatrième trimestre de 1993).

c) Activités opérationnelles

Prestation de services consultatifs aux pays qui en feront la demande sur la méthodologie des projections et la conception de modèles, en vue de l'élaboration de plans et de politiques à moyen terme et de la prévision à court terme. On prévoit la réalisation de quatre missions (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme seront exécutées en collaboration avec les divisions et les bureaux régionaux de la CEPALC qui élaborent des études prospectives quantifiées ou qui doivent appliquer des modèles à un pays en particulier, ainsi qu'avec les principaux organes et les institutions spécialisées des Nations Unies.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux spécialisés dans les domaines en question, les organismes intergouvernementaux et les organisations des Nations Unies.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des rapports lors de réunions intergouvernementales et d'organisations des Nations Unies, ainsi que par la prestation des services d'assistance technique.

SOUS-PROGRAMME 12: TRANSPORTS

Présentation

Dans l'élaboration du programme de la CEPALC en matière des transports pour la période biennale 1992-1993, il a été tenu compte du fait qu'à cette date, les effets les plus graves de la crise de l'endettement extérieur seront probablement plus bénins dans la plupart des pays de la région; néanmoins la persistance des contraintes budgétaires et l'existence même d'une infrastructure de base adéquate obligeront les gouvernements à limiter les investissements dans de nouvelles installations et à rationaliser au maximum l'utilisation de l'infrastructure existante par le biais d'une gestion appropriée de ce secteur. En outre, et face aux répercussions des changements intervenus sur le plan du commerce international en matière de structure des services de transport, ainsi qu'à l'évolution rapide du progrès technique respectif, les gouvernements de la région devront mettre l'accent sur la modernisation des cadres institutionnel, juridique et réglementaire qui régissent les activités du secteur.

Ce sous-programme a essentiellement pour but d'appuyer les gouvernements de la région dans les efforts qu'ils déploient pour faire l'usage le plus rationnel possible de l'infrastructure et pour améliorer la gestion globale du secteur, tout en renforçant les cadres institutionnels des organismes publics et privés pertinents.

C'est pourquoi les activités prévues dans ce sous-programme pour la période biennale 1992-1993 consisteront essentiellement à analyser, aux fins d'établir des propositions, certains aspects spécifiques: i) les systèmes d'information en matière d'opérations de transport des importations et des exportations; ii) l'économie et la gestion en matière d'entretien du réseau routier; iii) les modalités de coopération entre les villes de la région en matière de transport urbain, et iv) les effets des changements structurels opérés dans le transport terrestre ainsi que la création de groupes commerciaux et de transport dans les ports et dans les politiques portuaires et de transport maritime.

En ce qui concerne les opérations de transport, le chemin de fer et les routes restent les principaux moyens d'intégration économique et sociale entre les pays ainsi que d'importantes voies d'échange commercial. La recherche d'une plus grande rationalisation de ce système passe par la solution des problèmes de procédure et de documentation du commerce et des transports, aspects qui feront l'objet d'un des éléments de programme.

Dans le cadre du transport terrestre, le transport urbain occupe une place de choix; c'est en effet le type de transport le plus directement lié au mouvement journalier de la population. L'accroissement rapide des zones métropolitaines exige de nouvelles solutions aux problèmes de transport en commun urbain, afin d'en faire un service efficace sans augmenter la pollution de l'environnement. Pour éviter tout chevauchement dans la recherche de solutions compatibles avec la réalité économique et sociale de la région, un deuxième élément de programme sera consacré à la coopération

horizontale entre les villes de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la base de l'étude de leurs expériences respectives.

L'évolution des événements au cours de la décennie 1980 permet de penser que le développement de la région sera essentiellement basé, dans l'avenir, sur la viabilité de ses produits d'exportation. Le transport maritime reste un élément-clé dans les opérations de commerce extérieur, bien que d'autres modalités de transport jouent également un rôle appréciable dans ce domaine. Il est également évident que les ports et leurs connexions avec l'intérieur du pays constituent des échelons importants dans la chaîne de distribution physique internationale. C'est pourquoi on mettra l'accent, dans un troisième élément de programme, sur l'étude de mesures propres à maintenir et à augmenter l'efficacité de cette filière afin de renforcer la compétitivité des produits de la région sur les marchés mondiaux.

Elément de programme 12.1: Gestion du secteur des transports

1. Produit

Publications techniques

a) Un document sur les systèmes d'information en matière d'opérations de transport d'importations et d'exportations (quatrième trimestre de 1993).

b) Boletín FAL, publication bimestrielle sur la facilitation du commerce et des transports en Amérique latine et dans les Caraïbes (six numéros par an: un numéro au premier trimestre de 1992; deux numéros au deuxième trimestre de 1992; un numéro au troisième trimestre de 1992; et deux numéros au quatrième trimestre de 1992; un numéro au premier trimestre de 1993; deux numéros au deuxième trimestre de 1993; un numéro au troisième trimestre de 1993 et deux numéros au quatrième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront réalisées en étroite collaboration avec les travaux de la réunion des Directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs des rapports prévus au point a) seront les directeurs nationaux des douanes ainsi que diverses institutions publiques et privées concernées par les activités d'exportation et d'importation. Ils seront contactés moyennant la réunion des Directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal.

Les utilisateurs du Boletín FAL seront les organisations publiques et privées ainsi que toutes les personnes intéressées par le transport et le

commerce international, qui seront contactées moyennant des listes de distribution des documents et des publications.

Élément de programme 12.2: Transport terrestre et urbain

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document sur l'économie et la gestion des services d'entretien du réseau routier (deuxième trimestre de 1992).

ii) Un document sur les modalités de coopération entre les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière de transport urbain (quatrième trimestre de 1992).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunion d'experts sur la coopération entre les villes de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière de transport urbain (deuxième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront exécutées en étroite collaboration avec la Banque mondiale, avec le Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC) ainsi qu'avec les travaux de la réunion des Ministres des travaux publics et des transports des pays du Cône sud.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs du premier rapport mentionné au point a) seront les ministères des travaux publics et des transports des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, lesquels seront contactés par l'intermédiaire du Conseil de l'Accord de Carthagène, de la réunion des Ministres des travaux publics et des transports des pays du Cône sud et/ou de façon directe.

Les principaux utilisateurs du deuxième rapport mentionné au point a) et de la réunion mentionnée au point b) seront les autorités municipales des villes de la région intéressées par ces questions et qui seront contactées directement.

Les publications seront également envoyées à d'autres institutions publiques et privées que concernent les thèmes envisagés.

Elément de programme 12.3: Transport maritime et intermodal

1. Produit

a) Publications techniques

i) Un document sur l'incidence, dans les ports, des changements structurels observés en matière de transport terrestre (quatrième trimestre de 1992).

ii) Un document sur les répercussions, sur le plan des politiques portuaires et de transport maritime, de la création de groupes économiques internationaux de commerce et de transport (quatrième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunions d'experts sur les changements en matière de politiques portuaires (quatrième trimestre de 1992).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On travaillera en étroite collaboration avec l'Association latino-américaine des armateurs (ALAMAR), avec la Banque mondiale et avec la Commission latino-américaine du transport maritime (COLITRAM), du SELA.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs de ces produits seront les autorités maritimes et portuaires des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que diverses institutions publiques et privées qu'intéressent les questions envisagées. Ils seront contactés moyennant la distribution des documents et la participation à des réunions d'experts.

SOUS-PROGRAMME 13: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE
ET EN AMERIQUE CENTRALE

Présentation

Ce sous-programme regroupe toutes les activités sous-régionales de la CEPALC au Mexique et en Amérique centrale exécutées par le Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico. Ce sous-programme a été élaboré en fonction de deux éléments: d'une part, les objectifs globaux définis à l'échelon régional et, d'autre part, les besoins émanés de la situation particulière des pays compris dans la zone de compétence du Bureau sous-régional. C'est la première fois qu'un sous-programme spécifique présentant ces activités sous-régionales de façon globale est inclu dans le programme de travail du système de la CEPALC.

Les graves problèmes dérivés de la crise des années 80 en Amérique latine et dans les Caraïbes présentent certaines caractéristiques particulières dans plusieurs pays de la sous-région. La situation économique précaire de la plupart des pays de l'Amérique centrale, ainsi que l'émergence de graves tensions politiques ont conduit l'Assemblée générale des Nations Unies, au même titre que la communauté internationale, à accorder une importance particulière à la recherche de mécanismes d'assistance susceptibles de contribuer à mitiger les répercussions négatives de cette situation.

C'est pourquoi la majeure partie des activités prévues pour la période biennale 1992-1993 vise à consolider le processus d'intégration des pays de l'Amérique centrale et à appuyer les efforts déployés par leurs gouvernements en vue de la relance et du réaménagement économiques.

Dans le cadre le plus large de la situation économique des pays de la sous-région, les activités tendront essentiellement à rechercher des nouvelles modalités de développement, et en particulier une relance de la croissance économique dans un climat de justice et une meilleure insertion sur le plan international.

Dans le même temps, d'autres activités devront, essentiellement, s'articuler avec des mesures de type plus général ou permanent prévues dans le programme de la CEPALC et qui concernent l'ensemble de la région.

Le sous-programme est composé de deux éléments. Dans le premier, intitulé "Aspects globaux du développement économique et social et des relations extérieures dans les pays de la sous-région", on prévoit la réalisation de diverses activités en matière de développement économique, de développement social, de commerce international et d'intégration économique, aspects qui présentent un ensemble de facettes complémentaires et intégrées. Le deuxième élément de programme, intitulé "Aspects sectoriels du développement économique et social dans les pays de la sous-région", regroupent les activités qui intéressent plus particulièrement la sous-région dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, du développement industriel et de l'énergie.

En matière de développement économique, outre une évaluation systématique de l'évolution de la situation économique dans les dix pays couverts par le Bureau sous-régional, on étudiera les résultats des politiques de relance économique, l'incidence des facteurs extérieurs sur le processus de relance et le développement, ainsi que les caractéristiques et le comportement des investissements publics dans les pays de la sous-région.

En matière de développement social, on se penchera tout spécialement sur l'étude de la structure et la dynamique des groupes sociaux, notamment des couches les plus démunies. On élaborera également des principes directeurs visant à la mise en oeuvre de stratégies propres à résoudre le problème de l'extrême pauvreté dans les pays de l'Amérique centrale et dans certains pays des Caraïbes.

On prévoit également la réalisation d'activités visant à appuyer et à consolider les processus d'intégration économique, en particulier en ce qui concerne l'intégration de l'Amérique centrale, à la lumière des obligations du bureau sous-régional en la matière. Dans les travaux prévus en matière de commerce international, on mettra l'accent sur les rapports entre celui-ci et le processus général de développement économique.

Les activités prévues dans le cadre du deuxième élément sont de type sectoriel. En matière de développement agricole, on prévoit deux types d'activités intéressant tout particulièrement l'Amérique centrale. Le premier type d'activité vise à renforcer le développement de l'agriculture d'exportation; on mettra l'accent sur l'étude des perspectives des produits agricoles d'exportation traditionnelle ainsi que sur la recherche de nouveaux types de produits agricoles exportables. Le deuxième type d'activité concernera les problèmes liés à la pauvreté, à la satisfaction des besoins alimentaires de la population rurale et à l'accès à la sécurité alimentaire.

L'un des secteurs les plus touchés par la crise des années 80 a été l'industrie manufacturière. Dans la plupart des pays de la sous-région, l'infrastructure industrielle devra être profondément modifiée pour répondre aux besoins du développement. Dans ce domaine, on prévoit la réalisation d'études sur le secteur industriel et les politiques adoptées en vue du réaménagement et de la relance dans ce domaine.

Finalement, en ce qui concerne le secteur de l'énergie, on poursuivra les travaux en matière d'énergie électrique, qui font l'objet de la plus haute priorité dans la sous-région de l'Amérique centrale. On mettra l'accent, en particulier, sur les activités liées à l'interconnexion des réseaux nationaux en vue d'assurer un développement intégré des pays de cette sous-région. On continuera de participer de façon active à des projets financés par des fonds extra-budgétaires dans divers domaines présentant un caractère urgent. On continuera notamment de fournir un appui spécial en vue de la solution des problèmes techniques spécifiques, à la demande des gouvernements et des organismes sous-régionaux.

Elément de programme 13.1: Aspects globaux du développement économique et social et des relations extérieures dans les pays de la sous-région

1. Produit

A. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

a) Publications techniques

i) Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1991; dix documents (troisième trimestre de 1992).

ii) Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1992; dix documents (troisième trimestre de 1993).

iii) Amérique centrale: la situation économique en 1991 (premier trimestre de 1992).

iv) Amérique centrale: la situation économique en 1992 (premier trimestre de 1993).

v) Panorama économique du Mexique, 1992 (troisième trimestre de 1992).

vi) Panorama économique du Mexique, 1993 (troisième trimestre de 1993).

vii) Un document sur les répercussions des politiques de relance sur le développement économique récent de certains pays de la sous-région (quatrième trimestre de 1992).

viii) Un document sur le processus d'investissement public dans certains pays de la sous-région (troisième trimestre de 1993).

L'exécution des documents mentionnés aux points vii) et viii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur l'évolution et le comportement des économies de la sous-région (premier trimestre de 1993).

ii) Réunion d'experts sur l'incidence des facteurs extérieurs sur le processus de relance et de développement de la sous-région (deuxième trimestre de 1993).

iii) Réunion d'experts pour examiner les documents sur le processus d'investissement public mentionné au point a) viii) (quatrième trimestre de 1993).

La réunion mentionnée au point iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

c) Activités opérationnelles

On effectuera six missions d'assistance technique (trois par an) dans les pays qui en feront la demande, dans des domaines tels que l'élaboration de la politique économique globale, et l'évaluation des politiques et des programmes de relance et de développement (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires ou provenant du chapitre 24.

d) Activités intermédiaires

i) Appui statistique aux études et aux projets. On prévoit l'organisation et la mise à jour d'une banque de données sur les statistiques économiques et sociales, ainsi que le recueil et la systématisation de l'information correspondante, pour appuyer la réalisation d'études dans le cadre du sous-programme et des activités prévues dans d'autres sous-programmes (1992-1993).

ii) Recueil et analyse de l'information visant à l'évaluation de la prochaine Stratégie internationale du développement, à l'intention des pays de la sous-région (1992-1993).

B. DEVELOPPEMENT SOCIAL

a) Publications techniques

i) Un document sur les caractéristiques et la dynamique des groupes sociaux dans certains pays de la sous-région, en particulier les couches les plus démunies (quatrième trimestre de 1992).

ii) Un document sur les principes directeurs dans la mise en oeuvre de stratégies visant à résoudre les problèmes d'extrême pauvreté dans certains pays de la sous-région (troisième trimestre de 1993).

iii) Un document sur le rôle de la femme en Amérique centrale (troisième trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur les stratégies à appliquer pour résoudre le problème de l'extrême pauvreté (quatrième trimestre de 1993).

ii) Réunion d'experts pour examiner le document sur les caractéristiques et la dynamique des groupes sociaux visés au point a) i) (premier trimestre de 1993).

La réunion mentionnée au point ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

c) Activités opérationnelles

On espère obtenir des fonds extra-budgétaires afin de mettre en oeuvre un projet sur les problèmes et les organisations de type social intéressant le développement de la sous-région (1992-1993).

C. COMMERCE INTERNATIONAL

a) Publications techniques

i) Document contenant une étude de la coopération internationale reçue par l'Amérique centrale depuis la moitié de la décennie 80, notamment en vertu de l'accord de coopération entre les pays de l'Isthme et la Communauté économique européenne; évolution et perspectives pour la décennie 90 (troisième trimestre de 1993).

ii) Document contenant des propositions sur certains aspects liés aux rapports commerciaux entre les pays de l'Amérique centrale et le Mexique, et d'autres pays de l'Amérique latine dans le cadre d'accords financiers et commerciaux (troisième trimestre de 1992).

iii) Document sur l'évolution du processus d'intégration des pays de l'Amérique centrale (deuxième trimestre de 1993).

L'élaboration des documents mentionnés aux points ii) et iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur l'évolution du processus d'intégration économique et sa relation avec le développement des pays de l'Amérique centrale (troisième trimestre de 1993).

ii) Réunion d'experts pour envisager certains aspects spécifiques des relations extérieures et leur rapport avec le processus de développement des pays de l'Amérique centrale (quatrième trimestre de 1992).

La réunion mentionnée au point ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

c) Activités opérationnelles

Services d'assistance technique aux pays qui en feront la demande et aux institutions d'intégration sous-régionale en matière de développement économique et d'intégration économique (1992-1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités en matière de développement économique prévues dans cet élément de programme seront exécutées en étroite collaboration avec la Division du développement économique de la CEPALC, dont les travaux sur l'Amérique latine couvriront une partie importante du produit mentionné au point A. Pour la réalisation des autres activités, on travaillera en contact avec d'autres divisions de la CEPALC, telles que les divisions du développement social, du commerce international et du développement, et des statistiques et des projections.

On effectuera également des consultations périodiques et des actions concertées dans chacun des domaines spécifiques avec certains programmes et des bureaux régionaux et sous-régionaux relevant d'institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'avec des institutions régionales, sous-régionales et intergouvernementales telles que l'Unesco, l'OIT, la FAO, la CNUCED, le GATT, le Secrétariat permanent du Traité d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), le PNUD, la BID, la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et le Conseil monétaire d'Amérique centrale.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs des produits de ce sous-programme seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux responsables des affaires économiques et sociales, ainsi que les organisations internationales, régionales et sous-régionales, de coopération technique et financière. Les documents seront également envoyés à d'autres institutions publiques et privées, selon leur domaine de compétence respective, telles que les centres d'enseignement universitaire et de recherche, les organisations non gouvernementales de promotion du développement, des organisations de chefs d'entreprise, de travailleurs et de type technico-professionnel ainsi qu'aux médias.

Ils seront contactés moyennant la distribution des documents, les activités d'assistance technique et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

L'information et les analyses contenues dans les études en question contribueront à la formulation et à l'exécution de politiques et de programmes dans le domaine du développement économique et social, du commerce international et de l'intégration.

Elément de programme 13.2: Aspects sectoriels du développement économique et social dans les pays de la sous-région

1. Produit

A. ALIMENTATION ET AGRICULTURE

a) Publications techniques

i) Un document concernant l'étude et les perspectives à moyen terme de certains produits agricoles d'exportation traditionnels des pays d'Amérique centrale, identification des problèmes et solutions possibles (troisième trimestre de 1992).

ii) Un document visant à identifier d'éventuels nouveaux produits agricoles d'exportation pour les pays de l'Amérique centrale, notamment du point de vue de la commercialisation (troisième trimestre de 1993).

iii) Un document concernant les aspects environnementaux des activités agricoles dans les pays d'Amérique centrale (quatrième trimestre de 1992).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunion d'experts sur la situation et les perspectives à moyen terme des exportations de produits de base et sur les possibilités d'incorporer de nouveaux produits agricoles d'exportation en Amérique centrale (quatrième trimestre de 1993).

c) Activités intermédiaires

i) Recueil et évaluation des données d'information sur les effets des programmes et des projets de développement dans les zones rurales; ces deux activités visent à étudier le problème de la pauvreté et la satisfaction de besoins alimentaires dans certains pays de l'Amérique centrale (sans produit final).

ii) Recueil et évaluation des données d'information sur les problèmes d'accès à la sécurité alimentaire de la part des groupes ruraux les plus démunis dans certains pays de l'Amérique centrale (sans produit final).

B. DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

a) Publications techniques

Un document sur les processus nationaux d'industrialisation et sur les politiques adoptées pour réaménager et relancer l'industrie manufacturière dans certains secteurs et pays (quatrième trimestre de 1993).

b) Activités intermédiaires

i) Organisation et mise à jour d'une banque de données sur l'industrie manufacturière dans les pays de la sous-région en vue de la réalisation d'études propres à ce secteur ou dans d'autres sous-programmes (1992-1993).

ii) Recueil et évaluation des données d'information sur l'évolution de la conjoncture du secteur manufacturier dans les pays de la sous-région (1992-1993).

C. ENERGIE

a) Publications techniques

i) Un document sur l'analyse technique de la situation actuelle et des projections futures des réseaux électriques interconnectés en Amérique centrale (deuxième trimestre de 1993).

ii) Deux rapports sur l'entretien, l'amélioration et le développement des systèmes de génération, de transmission, de distribution de l'énergie électrique, et évaluation et suivi de certains aspects économiques, financiers et institutionnels des sociétés d'énergie électrique en Amérique centrale (quatrième trimestre de 1992 et quatrième trimestre de 1993).

L'élaboration des rapports mentionnés au point ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Groupe de travail du Conseil de l'énergie électrique de l'Amérique centrale (CEAC) pour examiner le document mentionné au point a) i) (troisième trimestre de 1993). L'exécution de cette activité dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

c) Activités opérationnelles

i) Services d'assistance technique aux sociétés d'énergie électrique des pays d'Amérique centrale qui en feront la demande (trois missions par an) (1992-1993).

ii) Appui aux réunions des groupes de travail et à l'organisation d'une réunion d'évaluation des résultats des sociétés d'énergie électrique d'Amérique centrale, y compris l'élaboration des rapports techniques et la note du Secrétariat.

iii) On prévoit la mise en oeuvre d'un projet sur l'analyse et les perspectives des ressources énergétiques en Amérique centrale au cours de la période biennale 1992-1993.

Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

d) Activités intermédiaires

Appui statistique à divers études et projets. Cet appui comprend l'élaboration, l'entretien et la diffusion d'une base statistique actualisée en matière d'énergie électrique en Amérique centrale qui contribuera, notamment, à l'élaboration du document mentionné au point a) i) (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités de cet élément de programme seront exécutées en étroite collaboration avec les divisions respectives de la CEPALC. On effectuera également des consultations périodiques et des actions coordonnées dans chacun des domaines spécifiques avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales.

Les activités en matière d'alimentation et d'agriculture seront exécutées en collaboration avec la Division commune CEPALC/FAO de l'agriculture, avec l'appui de la FAO, et le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes. On effectuera des consultations auprès de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), du Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique latino-américaine (SIECA), du Conseil régional de coopération agricole (CORECA), et du Comité d'action d'appui au développement économique et social de l'Amérique centrale (CADESCA), du Système économique latino-américain.

Les activités en matière de développement industriel seront exécutées en étroite collaboration avec la Division commune CEPALC/ONUDI de l'industrie et de la technologie. On effectuera des consultations périodiques auprès d'institutions sous-régionales telles que la BCIE, le SIECA et l'Institut de recherche et de technologie industrielles pour l'Amérique centrale ainsi qu'avec des projets du PNUD et d'autres organisations de coopération menant des activités dans la région.

Les activités en matière d'énergie seront exécutées en collaboration avec la Division des ressources naturelles et de l'énergie de la CEPALC. On effectuera des consultations périodiques et des actions concertées avec des institutions régionales et sous-régionales comme la BID, l'OLADE, le Conseil de l'énergie électrique de l'Amérique centrale (CEAC), la BCIE et le SIECA, ainsi qu'avec le PNUD et la Banque mondiale.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux responsables de la formulation et de la mise en oeuvre de politiques et de programmes dans les domaines sectoriels en question ainsi que les organisations internationales, régionales et sous-régionales de coopération technique et financière. Les publications seront également envoyées, selon leur domaine de compétence respectif, à d'autres institutions publiques et privées, comme les centres d'enseignement universitaire et de recherche, les organisations non gouvernementales de promotion du développement et des organisations de chefs d'entreprise, de travailleurs et de type technico-professionnel. Ils seront contactés moyennant la distribution des documents, les activités d'assistance technique et la participation aux différentes réunions intergouvernementales et d'experts.

L'information et les analyses contenues dans les études devraient servir à la formulation et à la mise en oeuvre des politiques et des programmes dans les différents domaines sectoriels.

SOUS-PROGRAMME 14: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES

Présentation

Le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes poursuivra l'étude des questions présentant un intérêt particulier pour le développement économique et social des pays de la sous-région membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC). Ces études permettront en outre de garantir que la prestation des services d'assistance technique et consultatifs réponde effectivement aux besoins spécifiques des pays membres de la sous-région. C'est pourquoi le Bureau régional se propose d'étudier certains aspects tels que la création du marché unique européen en 1992 et ses répercussions probables sur le développement commercial et économique des Caraïbes, dans le cadre des conventions de Lomé. On prévoit, qu'au cours de la décennie 90, certains pays des Caraïbes continueront d'être confrontés au problème de l'endettement extérieur et du remboursement du service de la dette et, partant, à l'application de programmes d'ajustement structurel dans des conditions économiques défavorables sur le plan extérieur et intérieur. Sur la base de ces prévisions, le Bureau sous-régional continuera donc l'étude des questions liées à l'ajustement structurel, et notamment à ses répercussions dans le domaine social au cours de la période 1992-1993. Afin de préciser davantage certains facteurs qui ont motivé l'endettement considérable qui a ensuite été à l'origine de la crise, le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes réalisera une étude sur les éléments déterminants de l'épargne et de l'investissement dans les pays des Caraïbes, tout en proposant des options visant à encourager l'épargne de façon à financer partiellement l'investissement dont ont besoin les pays et réduire ainsi leur dépendance vis-à-vis des courants financiers extérieurs. En matière de commerce, le Bureau sous-régional évaluera et examinera les courants commerciaux entre les pays des Caraïbes, et entre ces derniers et le reste du monde afin de déterminer la meilleure façon de renforcer ces courants à la lumière de la prochaine création du marché unique européen et du protectionnisme croissant du monde développé. Les pays asiatiques du bassin du Pacifique, qui émergent, depuis quelques années, comme un nouveau pôle de développement, offrent de nouvelles possibilités de coopération dans le cadre des activités menées en matière de développement. C'est pourquoi le Bureau sous-régional se propose d'explorer les possibilités de renforcer la coopération entre ces pays et les pays des Caraïbes au cours de la période 1992-1993.

Le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes poursuivra les efforts qu'il déploie pour informer ses pays membres quant au progrès scientifique et technique et pour promouvoir une coopération plus étroite dans ces deux domaines qui sont considérés comme fondamentaux pour le développement de la sous-région. Les barrières linguistiques restent un des principaux obstacles à l'intégration économique des Caraïbes. C'est pourquoi on poursuivra les activités visant à les supprimer. De plus, le Bureau sous-régional redoublera d'efforts en vue de la suppression des entraves sociales et économiques qui freinent la pleine participation de la femme au processus de développement. De même, les variables démographiques, qui restent des facteurs déterminants pour le développement socio-économique dans

la région, continueront de faire l'objet d'un examen constant afin qu'il en soit dûment tenu compte dans les plans nationaux de développement.

La question de l'environnement, qui est déjà au premier plan des préoccupations mondiales, pourrait acquérir, dans l'avenir, une importance considérable à tous les niveaux de développement durable. A cet égard, le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes exécutera des activités visant à la préservation et à l'amélioration du milieu dans la sous-région. Le tourisme, qui constitue déjà l'une des principales sources de devises dans certains pays des Caraïbes et qui attire l'attention croissante d'autres pays de la sous-région, sera au centre des activités du Bureau sous-régional au cours de la période 1992-1993.

Le Bureau sous-régional souhaite également continuer de prêter des services d'information et de documentation aux pays de la sous-région par l'intermédiaire des activités du Centre de documentation des Caraïbes. On continuera également d'encourager la diffusion en matière d'information technologique et de transfert de technologie. On tiendra une banque de données statistiques et on favorisera une plus grande divulgation des statistiques et des indicateurs économiques.

Toutes les activités prévues pour la période 1992-1993 seront exécutées en étroite collaboration avec le siège de la CEPALC, avec les organisations pertinentes des Nations Unies et avec les organismes sous-régionaux. En ce qui concerne l'assistance à l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO), le Bureau sous-régional prévoit d'accorder au Secrétariat de l'OECO un appui institutionnel et une assistance technique auxquels seront affectés les fonds nécessaires de façon à en assurer la continuité.

Le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes continuera, comme il l'a fait jusqu'à présent, de donner à son programme un caractère multidisciplinaire et multisectoriel, tout en encourageant la collaboration de plus en plus étroite entre les pays du CDCC et entre ces derniers et d'autres pays de la région, notamment de l'Amérique centrale et de l'Amérique du sud.

Elément de programme 14.1: Etude économique des pays des Caraïbes

1. Produit

Publications techniques

a) Document sur les répercussions des conventions de Lomé dans les pays des Caraïbes et perspectives pour les exportations traditionnelles à la suite de la création du marché unique européen (troisième trimestre de 1992).

b) Document contenant une évaluation de l'épargne et des investissements dans la décennie 80 et des propositions de politiques quant aux facteurs déterminants (premier trimestre de 1993).

c) Résumés annuels de l'évolution économique des pays membres du CDCC dans certains secteurs ou domaines à déterminer (premier trimestre de 1992 et premier trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On effectuera des consultations périodiques et officielles auprès de spécialistes sectoriels du système de la CEPALC, et notamment auprès du Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico, pour les données concernant Cuba, Haïti et la République dominicaine.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les gouvernements des Etats membres du CDCC (en particulier les ministères de la planification, des finances et du commerce); le personnel, les professeurs et les étudiants universitaires; les organisations internationales et interrégionales des pays membres du CDCC; les professionnels des Caraïbes (et notamment les économistes) ainsi que les média.

Les utilisateurs seront contactés moyennant des listes de destinataires, par l'intermédiaire du Centre de documentation des Caraïbes, lors de réunions annuelles d'économistes des Caraïbes et par le biais de la presse, la radio et la télévision.

Elément de programme 14.2: Planification économique et sociale des Caraïbes

1. Produit

a) Publications techniques

Document sur les mesures propres à favoriser une articulation plus harmonieuse entre le secteur privé et le secteur public: propositions de politique (premier trimestre de 1993).

b) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunion d'experts visant à améliorer l'articulation entre les secteurs privé et public (deuxième trimestre de 1993).

c) Activités opérationnelles

i) Prestation de services de formation et consultatifs à la demande des gouvernements, en collaboration avec l'ILPES, le PNUD et d'autres organisations intergouvernementales (1992-1993).

ii) Coopération économique et technique avec les pays riverains du Pacifique: évaluation des activités en cours d'exécution et propositions en vue de l'adoption de nouvelles mesures (troisième trimestre de 1992).

iii) Convocation d'une réunion d'experts en planification pour analyser les problèmes liés aux effets de la coopération technique et économique avec les pays riverains du Pacifique (quatrième trimestre de 1992).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Bien qu'il appartienne au Groupe commun CEPALC/ILPES de planification pour les Caraïbes du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes d'assumer la responsabilité générale de la coordination des activités, on sollicitera la collaboration de la CEPALC et d'autres organisations du système des Nations Unies. On demandera également le co-parrainage d'organisations des Nations Unies et d'autres entités pour la réalisation de certaines activités.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires responsables de la planification, des politiques de planification socio-économique des secteurs public et privé, les institutions et les organisations régionales et sous-régionales concernées par les questions de planification dans les Caraïbes, les responsables de la prise de décisions dans le domaine des services et du financement du commerce extérieur, les membres des bureaux de commerce, les fabricants et toutes les personnes concernées par le développement et la promotion des exportations, ainsi que les chercheurs universitaires et les bibliothèques.

Les utilisateurs seront contactés moyennant l'organisation de débats, l'utilisation de listes de destinataires et la diffusion des informations par l'intermédiaire des centres de coordination des pays respectifs.

Elément de programme 14.3: Science et technique dans les Caraïbes

1. Produit

a) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions intergouvernementales et d'experts

i) Deux sessions plénières du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique (CCST) (l'une en 1992 et l'autre en 1993, à une date encore non fixée).

ii) Quatre réunions du Comité exécutif du CCST (au cours des deuxième et quatrième trimestres de chaque année).

iii) Une réunion d'institutions régionales concernées par la science et la technique pour assurer la coordination des programmes et projets (premier trimestre de 1993).

Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Activités opérationnelles

i) Prestation de services de formation et consultatifs aux Etats membres qui en feront la demande en matière d'élaboration de projets, et d'assistance pour l'exécution de ces projets, notamment dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement (1992-1993).

ii) Assistance en vue de l'élaboration de plans nationaux en matière de science et de technique (1992-1993).

iii) Newsletter du CCST (12 numéros bimestriels, 1992-1993).

iv) Examen des activités du CCST au cours de la période 1985-1990 (premier trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On effectuera des consultations périodiques et officielles auprès des spécialistes sectoriels; on continuera de collaborer avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO), la Banque de développement des Caraïbes (BDC) (service de la technologie et de l'énergie), la Commission océanographique internationale (COI), le PNUD, l'Unesco, le Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et toutes les organisations des Nations Unies concernées par la science et la technique. On coopérera également avec des organisations non membres du système des Nations Unies, telles que l'OEA, le Commonwealth Science Council, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et l'Association des Caraïbes de l'industrie et du commerce, ainsi qu'avec des institutions participant aux activités en matière de science et de technique à l'échelon national. La Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Centre des Caraïbes orientales de l'OECO devraient prêter leur concours au CCST, moyennant le financement d'ateliers et de séminaires, dans l'exécution de programmes en matière de techniques récentes et d'enseignement scientifique.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les résidents des pays membres du CDCC, et de façon plus concrète, les responsables de la prise de décisions, ainsi que la communauté scientifique et industrielle. Certains produits de cet élément de programme devraient également prêter une grande utilité aux professeurs dans leurs activités d'enseignement.

Les utilisateurs seront contactés essentiellement moyennant la publication de la Science and Technology Newsletter, la diffusion de matériel audio-visuel et les travaux d'atelier. Ils seront également contactés de façon directe moyennant l'envoi par courrier aux centres de coordination ou aux ministères des rapports émanés des séminaires, ateliers et d'autres activités.

Elément de programme 14.4: Développement social dans les Caraïbes

A. ASPECTS SOCIAUX DES MESURES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

1. Produit

Publications techniques

Document sur le développement des ressources humaines et la transformation structurelle. Rapport entre la formation et la productivité dans le cadre du développement social et économique (deuxième trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On effectuera des consultations périodiques et officielles auprès des spécialistes sectoriels en matière d'éducation, de développement des ressources humaines et de planification économique de la CEPALC et de tout le système des Nations Unies.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les gouvernements membres du CDCC (en particulier, les ministères du plan, de l'éducation et de l'industrie), le personnel, les professeurs et les étudiants universitaires, les organisations internationales et interrégionales dans les pays membres du CDCC, les professionnels des Caraïbes (en particulier les économistes, les éducateurs et les sociologues) ainsi que les médias.

Les utilisateurs seront contactés moyennant des listes de destinataires, par l'intermédiaire du Centre de documentation des Caraïbes, lors de réunions annuelles des économistes des Caraïbes et par le biais de la presse, de la radio et de la télévision.

B. QUESTIONS LIEES AU DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL

1. ProduitActivités opérationnelles

a) Assistance pour la mise en oeuvre du projet de suppression des barrières linguistiques, prestation de services provisoires de secrétariat et prestation de services au comité de coordination de l'Institut linguistique des Caraïbes (ILC) (1992-1993).

b) Suite des travaux de création d'une banque de données au sein de l'ILC, lié au Système d'information des Caraïbes (1992-1993).

c) Création d'une banque de données sur certains aspects liés à la migration dans les Caraïbes (1992-1993).

d) Assistance en vue de l'exécution de projets en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD) (1992-1993).

e) Travaux de recherche en matière de développement rural dans les Caraïbes et participation à ces activités (1992-1993).

f) Publication du Bulletin de l'ILC en collaboration avec l'Institut linguistique des Antilles néerlandaises (quatre numéros, deuxième et quatrième trimestres de 1992 et 1993).

g) Deux études concernant les aspects sociaux, culturels, politiques et économiques de la migration dans les Caraïbes (troisième trimestre de 1992 et troisième trimestre de 1993).

La réalisation de la plupart des activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront exécutées en collaboration avec l'Unesco, le FNULAD, les universités de la sous-région et en rapport direct avec d'autres organisations et institutions régionales pertinentes des Nations Unies.

Les travaux menés dans le domaine linguistique seront réalisés en étroite collaboration avec l'ILC et l'Unesco.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires gouvernementaux responsables de la planification économique et sociale, et les ministères nationaux de l'éducation, de la culture, de la santé et du travail.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution de documents et de matériel éducatif.

C. INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

1. Produit

a) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions intergouvernementales et d'experts

i) Réunion préparatoire sous-régionale de la Conférence mondiale de 1995 sur l'intégration de la femme au développement (1992-1993).

ii) Réunion sous-régionale pour aborder une question spécifique liée à l'intégration de la femme au développement (1992-1993).

Ces réunions dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Publications techniques

i) Mise à jour par ordinateur de la bibliographie sur la femme produite en 1989 sur la base des ressources bibliographiques du Centre de documentation des Caraïbes (deuxième trimestre de 1993).

ii) Publication d'un document concernant certains indicateurs de base pour l'élaboration de bases de données sur les femmes travaillant dans certaines branches d'activité déterminées dans les Caraïbes (premier trimestre de 1993).

c) Activités opérationnelles

i) Prestation de services consultatifs aux gouvernements, aux bureaux responsables des affaires de la femme et à diverses organisations féminines sur la création d'institutions, l'élaboration de projets et sur certaines questions liées à la femme dans les programmes de développement (1992-1993).

ii) Assistance aux et collaboration avec les travaux de diverses organisations internationales et sous-régionales, et notamment avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), ainsi que l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), le Groupe pour l'intégration de la femme au développement de la CEPALC et les groupes responsables des affaires de la femme du secrétariat de la CARICOM et de l'Université des Indes occidentales (1992-1993).

iii) On prévoit, au cours de cette période biennale, la mise en oeuvre de trois projets multinationaux sur l'intégration de la femme au développement (1992-1993).

Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On effectuera des consultations périodiques et officielles auprès de la Division du développement social de la CEPALC et du Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico, notamment pour les activités concernant Cuba, Haïti et la République dominicaine. On consultera également les bureaux de l'OIT et de l'Unesco dans les Caraïbes.

On consultera également diverses organisations sur certains aspects du programme de travail, en particulier, le Groupe pour l'intégration de la femme au développement (CEPALC, Santiago), l'INSTRAW, les organisations féminines régionales des Caraïbes et certaines institutions des Nations Unies participant à des activités connexes (l'ONUDI, le FISE, l'OIT et l'UNIFEM).

De même, on effectuera des consultations auprès des ministères des gouvernements nationaux responsables des affaires de la femme, ainsi que le secrétariat de la CARICOM et de l'OECD.

Le Centre de documentation des Caraïbes prêtera une collaboration directe en recueillant et en divulguant de façon systématique les informations bibliographiques sur l'intégration de la femme au développement.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les gouvernements des pays membres et les organisations féminines non gouvernementales. D'autres utilisateurs importants seront les ministères responsables du développement communautaire, de la santé, du plan, des finances et de l'éducation, ainsi que les organisations des Nations Unies et les organismes nationaux et internationaux de financement.

Le produit servira de base à la formulation de programmes et de projets dans le domaine de la femme.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution par courrier et par l'intermédiaire des principaux collaborateurs, tels que les centres de coordination de la région; la distribution lors de réunions, séminaires et ateliers régionaux et internationaux; l'incorporation du matériel au Système d'information pour la planification économique et sociale dans les Caraïbes (CARISPLAN), et par le biais des réseaux de diffusion des informations sur les questions liées à la participation de la femme au développement dans les Caraïbes.

Elément de programme 14.5: Population

1. Produit

a) Publications techniques

Deux rapports sur l'application de politiques démographiques dans les Caraïbes (quatrième trimestre de 1992 et 1993).

b) Activités opérationnelles

i) Prestation de services de formation et consultatifs aux Etats membres en matière d'exécution et d'évaluation de politiques démographiques, d'intégration de la population à la planification du développement, de techniques d'analyse démographique et d'évaluation, et d'analyse de données censitaires et statistiques vitales. Assistance générale aux pays qui en feront la demande dans la réalisation de leurs recensements nationaux (1992-1993).

ii) Exécution d'un projet multinational sur l'intégration de la population à la planification du développement (1992-1993).

c) Activité intermédiaire

Extension et entretien de la base de données socio-démographiques (1992-1993).

Toutes ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Ces activités seront réalisées sous la responsabilité du Groupe CEPALC/CELADE de la démographie dans les Caraïbes, en collaboration avec le CELADE. On travaillera en contact étroit avec d'autres organisations pertinentes des Nations Unies et avec des organismes régionaux.

Les activités seront co-parrainées par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI). On sollicitera également la coopération d'autres institutions telles que l'Université des Indes occidentales, la CARICOM et le Collège de Mexico.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les instituts nationaux de planification, les ministères de la santé et de l'éducation, les bureaux de statistique et d'autres institutions gouvernementales responsables de la planification et de la formulation de politiques. D'autres utilisateurs

seront les universités et les organisations privées de planification de la famille, les organisations sous-régionales, régionales et internationales, les organisations non gouvernementales et d'autres entités concernées par les différents aspects de la situation démographique des Caraïbes.

Le produit final servira de matériel de référence pour la formulation de politiques et de programmes visant à intégrer les facteurs démographiques à la planification du développement.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la diffusion des publications, les programmes de formation, l'envoi de missions aux pays et la participation à des réunions sous-régionales, régionales et internationales.

Elément de programme 14.6: Ressources naturelles et gestion de l'environnement dans les Caraïbes

1. Produit

a) Publications techniques

i) Statistiques sur l'environnement dans les pays des Caraïbes (troisième trimestre de 1992).

ii) Rapport sur les techniques d'évaluation permettant d'incorporer les facteurs environnementaux à l'étude de projets (troisième trimestre de 1993). Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

b) Activités opérationnelles

i) Collaboration avec les travaux menés par diverses organisations internationales et sous-régionales et, en particulier, assistance au et collaboration avec le PNUE (1992-1993).

ii) Création d'une base de données informatisées sur l'environnement qui permettra aux Etats membres du CDCC d'avoir un accès direct aux données sur l'environnement.

iii) Prestation de services de formation et consultatifs aux gouvernements qui en feront la demande (1992-1993).

iv) Elaboration et promotion de projets, programmes et propositions concrètes en vue de la mise en valeur des ressources naturelles et la gestion de l'environnement (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront exécutées en collaboration avec d'autres groupes du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes et avec le Groupe commun

CEPALC/PNUE du développement et de l'environnement. On collaborera également avec le PNUE, l'Unesco, la CNUCED et d'autres institutions des Nations Unies. Cette coordination devrait inclure l'exécution en commun de différentes activités ainsi que la participation et les consultations. On prévoit également des contacts et des consultations avec certaines institutions sous-régionales telles que la CARICOM, l'OECD, la Banque de développement des Caraïbes (BDC) et l'Association caraïbe pour l'environnement.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les ministères ou les départements gouvernementaux responsables de la mise en valeur et de la préservation des ressources naturelles, de la planification économique et de la planification physique urbaine et rurale. D'autres utilisateurs importants seront les institutions sous-régionales pertinentes, les autorités du secteur public, les organisations non gouvernementales et des institutions du secteur privé.

Le produit servira de matériel de référence en vue de la formulation de plans nationaux, sectoriels ou régionaux de développement, ainsi que pour évaluer différentes options en matière d'investissement à l'échelon national, régional ou sectoriel, en vue de l'exécution de projets de coopération technique entre pays en développement et de l'élaboration de politiques et de stratégies gouvernementales, ainsi que d'autres délibérations à l'échelon interrégional.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution par courrier de rapports techniques et autres aux centres de coordination des pays du CDCC et à certains utilisateurs primaires et secondaires, ainsi que par la participation à des réunions nationales, sous-régionales et régionales.

Elément de programme 14.7: Information et documentation pour le développement économique et social

A. RESEAU D'INFORMATION DES CARAIBES

1. Produit

a) Activités opérationnelles

i) Quatre numéros de CARISPLAN Abstracts (deuxième et quatrième trimestres de 1992 et 1993).

ii) 24 numéros du Current Awareness Bulletin (1992 et 1993).

iii) Appui fonctionnel à une mission d'assistance technique visant à évaluer la mise sur pied d'un réseau de communication informatisé, l'accès par connexion directe aux bases de données et un service de diffusion sélective de l'information (1992-1993).

iv) Organisation d'un système de téléconférence périodique par ordinateur entre les membres du Comité consultatif sur les réseaux nationaux d'information des Caraïbes, et prestation de services en la matière (1992-1993).

v) Détection et solution de problèmes opérationnels posés par le développement des communications par ordinateur, la recherche dans la base de données par accès direct et l'utilisation d'un micro-système CDS/ISIS (Système informatisé d'information de l'Unesco/Ensemble intégré de systèmes d'information) en vue de la création et du maintien d'une base de données (1992-1993).

vi) Assistance en vue de la création d'autres bases de données concernant les différents éléments du programme de travail du CDCC (1992-1993).

b) Services d'information publique

Distribution, à la demande des intéressés, d'imprimés d'ordinateur et de photocopies; service de recherche (y compris un service de diffusion sélective de l'information et de bibliographies spécialisées) et accès direct à la base de données informatisée (1992-1993).

c) Activité intermédiaire

Création et maintien d'une base de données informatisée (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Collaboration avec l'Unesco, le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), les universités et d'autres institutions d'enseignement de la région, les secrétariats d'intégration régionale (CARICOM, SELA, OECO et autres), les organisations du système des Nations Unies et d'autres organismes permettant l'accès à leur base de données par connexion directe.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Le système d'information de CARISPLAN a pour but de servir d'instrument d'appui et de coopération aux personnes et institutions concernées par la planification économique et sociale. En ce qui concerne l'utilisation des bases de données, les principaux utilisateurs seront les organismes du secteur public et privé, les moyens de communication et les particuliers qu'intéressent les domaines couverts par ces bases.

B. INFORMATION ET DOCUMENTATION EN MATIERE DE BREVETS

1. Produita) Activités opérationnelles

Activité complémentaire dans le cadre du projet visant à consolider le Groupe de l'information en matière de brevets et de documentation, et notamment:

i) Les activités concernant l'harmonisation de la législation en matière de brevets et l'établissement d'exigences concrètes pour créer un système de propriété industrielle dans la sous-région (1992-1993).

ii) Le maintien d'un système d'information concernant l'information technologique obtenue en matière de brevets (1992-1993).

iii) La mise au point de stratégies visant à élaborer des méthodes plus effectives de transfert de la technologie et d'aborder le thème de la concession des brevets de façon concrète (1992-1993).

iv) La formulation d'une politique et d'une stratégie de base visant à la mise sur pied d'un système moderne de propriété intellectuelle (1992-1993).

v) Le développement d'activités en matière de droits de propriété intellectuelle (1992-1993).

b) Publications techniques

Suppléments des publications suivantes:

i) Caribbean Patents Index (1992-1993).

ii) Quarterly Patents Newsletter (quatre numéros par an) (1992-1993).

Ces activités dépendront de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

On sollicitera la collaboration et la coopération de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), notamment dans le cadre du projet régional de cette organisation sur la propriété intellectuelle en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi que du SELA dans les activités qu'il mène en matière de propriété intellectuelle.

On coopérera également avec la CARICOM, organisation directement liée aux pays des Caraïbes de langue anglaise.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les ministères gouvernementaux, les départements d'inscription de la propriété, le secteur commercial, les instituts de recherche et les organisations non gouvernementales.

Les utilisateurs connus seront contactés moyennant des missions d'exploration et d'autres utilisateurs seront contactés par l'envoi de publications et des missions de formation.

C. BANQUE DE DONNEES STATISTIQUES

1. Produit

a) Publications techniques

i) Série chronologique des principaux indicateurs économiques des pays des Caraïbes (deux numéros, quatrième trimestres de 1992 et de 1993).

ii) Rapport sur les statistiques agricoles dans les pays des Caraïbes, volume X (troisième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

i) Prestation de services de formation et consultatifs aux Etats membres qui en feront la demande en vue de la création et la gestion de bases de données statistiques (1992-1993).

ii) Diffusion constante du programme REDATAM (Système de recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur) et promotion en vue de son utilisation dans les pays des Caraïbes (1992-1993).

c) Services d'information publique

Aux gouvernements et aux organisations qui en feront la demande (1992-1993).

d) Activité intermédiaire

Appui statistique aux études, programmes et projets de la CEPALC et du CDCC (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les pays fourniront du matériel de première main sous la forme de publications ou de tableaux.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les fonctionnaires publiques souhaitant effectuer des analyses comparatives ou accéder à des données requises par le processus de planification; des chercheurs (et notamment les universitaires), ainsi que les organisations internationales et régionales ayant besoin de données statistiques.

Les utilisateurs seront contactés de façon directe par contact personnel, ou indirecte par la distribution de l'information conformément à une liste actualisée de destinataires.

Elément de programme 14.8: Commerce international et financement du développement

1. Produit

a) Publications techniques

i) Document sur les tendances et l'évolution des exportations dans certains pays membres du CDCC (quatrième trimestre de 1993).

ii) Document sur l'évolution de la situation au sein de la Communauté européenne et du secteur extérieur en général, et les possibilités d'effectuer de nouvelles exportations des pays des Caraïbes (quatrième trimestre de 1992).

iii) Document sur l'évaluation de l'accroissement des échanges commerciaux au sein de la CARICOM et perspectives de développement dans le reste des Caraïbes (troisième trimestre de 1993).

b) Activités opérationnelles

i) Prestation de services de formation et consultatifs aux Etats membres qui en feront la demande en matière de promotion des exportations et des réseaux d'information commerciale, de commerce des services et de finances (1992-1993).

ii) Service de surveillance et d'information aux gouvernements quant aux événements et aux problèmes du secteur extérieur susceptibles d'avoir des répercussions sur le commerce des produits de base et des services des Caraïbes (1992-1993).

iii) Trade Procedures Guide (quatrième trimestre de 1992).

iv) Evaluation de certains modèles d'information commerciale visant à améliorer l'accès des producteurs régionaux sur les marchés extérieurs (premier trimestre de 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront coordonnées, à l'échelon général, par le siège de la CEPALC. On collaborera avec d'autres organisations des Nations Unies et des organismes régionaux.

Les activités seront parrainées, entre autres, par le Département des affaires économiques et sociales internationales des Nations Unies (DAESI), le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, le PNUD, le FMI, la Banque mondiale, le Centre de commerce international, le GATT, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Banque de développement des Caraïbes (BDC), le SELA, l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO), l'OEA et la BID (en particulier, l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine (INTAL)).

Ces organismes et organisations fourniront ou élaboreront des documents, du matériel de formation, des conférenciers et tout autre type d'appui administratif et financier requis.

On consultera également les organismes qui collaborent à l'exécution de certaines activités spécifiques.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les principaux utilisateurs seront les fonctionnaires publics responsables des affaires commerciales et financières, les fonctionnaires du secteur privé, les institutions régionales et sous-régionales concernées par le commerce, l'argent et les finances, et les particuliers responsables de la promotion, de la planification et de la recherche en matière d'exportations. D'autres utilisateurs seront les institutions commerciales et financières, les universités et les organismes et bibliothèques de recherche.

Elément de programme 14.9: Appui aux pays membres de l'OECO

1. Produit

a) Activités opérationnelles

Prestation de services consultatifs aux Etats membres par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO), dans le domaine du commerce international, de la promotion des exportations, des négociations commerciales, de l'administration douanière et tarifaire, et des traités de double taxation, ainsi que sur la consolidation des relations en matière de coopération économique et technique entre pays en développement, entre les pays de l'OECO et ceux de l'Amérique latine dans le cadre des activités mises en oeuvre par la CEPALC et le CDCC. Assistance au Secrétariat de l'OECO, à la demande de ce dernier, en ce qui concerne la création des programmes d'unification de l'OECO; appui aux

programmes nationaux et sous-régionaux dans le domaine de la science et de la technique (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Cet élément de programme sera exécuté par le biais de consultations périodiques et officielles auprès du Secrétariat de l'OECO. Les activités obéissent généralement aux priorités déterminées par le Conseil de l'OECO, organe intergouvernemental composé des chefs de gouvernement des Etats membres de l'OECO.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront le Secrétariat et le Conseil de l'OECO ainsi que les gouvernements des pays membres de l'organisation.

Les utilisateurs seront contactés de façon directe. Les recommandations leur seront communiquées de façon directe.

Elément de programme 14.10: Services d'information générale

1. Produit

a) Publications techniques

Focus (bulletin d'information du secrétariat du CDCC) (huit numéros, un par trimestre, de 1992 et 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Le bulletin d'information est élaboré en commun avec le personnel organique du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes. On prévoit néanmoins de solliciter le concours des pays membres et des organisations avec lesquelles les secrétariats de la CEPALC et du CDCC entretiennent des relations suivies.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les organismes gouvernementaux des pays membres du CDCC, les organisations sous-régionales et régionales et les institutions spécialisées des Nations Unies.

Élément de programme 14.11: Organisation des sessions du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)

1. Produit

Organisation et prestation de services d'appui à des réunions intergouvernementales

Sessions annuelles et réunions du CDCC (1992-1993) (dates à déterminer).

2. Rapports avec d'autres programmes et services du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales

Les activités seront exécutées en coordination avec la CEPALC.

3. Utilisateurs, comment les contacter et utilisation prévue du produit

Les utilisateurs seront les organismes intergouvernementaux, régionaux et sous-régionaux et d'autres organes subsidiaires de la Commission.